



Ciutats per als drets humans CONFERÈNCIA EUROPEA
CONFERENCIA EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFÉRENCE EUROPÉENNE
EUROPEAN CONFERENCE **Cities for human rights**

Véronique Fayet (2)

CONFERENCE EUROPEENNE DES VILLES POUR LES DROITS DE L'HOMME.
Barcelone, 14 au 17 octobre 1998.

Groupe de travail n° III: Exclusion sociale et Droits de l'Homme.

Quand les plus pauvres nous apprennent l'indivisibilité des droits de l'homme.

présenté par Mme Véronique Fayet, adjoint au Maire de Bordeaux,
en collaboration avec le Mouvement International ATD Quart Monde.

Repoussés de plus en plus loin.

Appartenant par leurs origines familiales, mais plus du tout par leurs déplacements, au monde du voyage, M. et Mme Simon vivent avec leurs enfants, âgés de 5 à 12 ans et un oncle âgé, dans deux caravanes installées au bout d'un chemin, à la limite de deux communes, entourés de bois et de champs cultivés, en compagnie de plusieurs autres familles.

Ils campent ici depuis trois ans et demi, après avoir vécu pendant vingt-sept ans, toujours en caravane, dans une grande agglomération du même département. Il y a cinq ou six ans, ils ont été l'objet de vives pressions des autorités municipales qui voulaient les inciter à rejoindre un terrain aménagé. Monsieur Simon refusait de s'y rendre, parce que sur ce terrain, il lui aurait été interdit de poursuivre ses activités de ferrailleur. Suite à ce refus, la famille est chassée de son lieu de vie par la police. Ayant par la suite été délogé une nouvelle fois d'un autre terrain qu'ils avaient réussi à louer, se sentant jugés indésirables de partout, ils prirent alors le parti de venir se cacher dans cet endroit désert, dans l'espoir de ne plus devoir subir de nouvelles expulsions.

En ce nouveau lieu, ils évitent au maximum le contact avec les institutions et même avec le voisinage, tant ils craignent d'être "dénoncés aux autorités". C'est ainsi que leurs enfants ne sont pas scolarisés et qu'ils n'ont comme seule adresse qu'une boîte postale.

Monsieur Simon a réussi à obtenir le revenu minimum d'insertion. Ce revenu a une contrepartie. Il suppose l'acceptation de toutes propositions de formation ou d'accompagnement qui permettent de favoriser l'insertion des bénéficiaires. Monsieur Simon n'imagine pas qu'il puisse avoir sa place dans de tels stages de formation. A 35 ans, il estime qu'il peut continuer à vivre de la récupération des métaux et de la ferraille. Mais le véhicule dont il dispose n'est même plus en état d'assurer les transports d'eau. Il n'a pourtant pas le choix.

La famille Simon et celles qui l'entourent et partagent les mêmes conditions d'existence très précaires, sans eau, sans électricité, sans relations sociales dignes de ce nom, désespèrent de pouvoir compter sur des soutiens extérieurs qui leur soient favorables. L'oncle qu'ils hébergent exprime très bien le sentiment partagé par tous ces groupes familiaux quand il dit: "*Nous sommes comme les Juifs, un peuple errant persécuté... Nous sommes comme les Indiens d'Amérique qui ont été décimés, mis à l'écart... Nous sommes repoussés de plus en plus loin...*"

Les grands-parents de Monsieur Simon étaient déjà sédentarisés sur les anciennes fortifications de Paris, là où fut construit le boulevard périphérique. Ils pratiquaient les métiers les plus humbles: élagage des arbres, rempaillage des chaises, et récupérations diverses.

Quel avenir peuvent avoir leurs enfants ? Qui croit encore en eux, en leurs possibilités d'apprendre et de se développer ? Ils en sont pourtant capables: deux

heures par semaines, grâce au passage de l'Antenne Scolaire pour les Enfants Tziganes, ils s'acharnent à apprendre à lire, à écrire, à compter.

"Ce que nous voulons", disent Monsieur et Madame Simon, "c'est être tolérés et avoir de l'eau. C'est important pour pouvoir vivre debout".

*
**

La novation introduite par le Père Joseph Wresinski

La famille Simon représente, en réalité, plusieurs millions de foyers dans l'ensemble des pays industrialisés et, toutes proportions gardées, dans les pays en développement. Elle représente des groupes de familles, et des personnes qui habitent des immeubles vétustes, des rues, des quartiers et des cités dégradées, des îlots de logement de fortune. Dans ces lieux se cumulent les précarités: manque de ressources, chômage, faible niveau d'instruction et de formation, manque de métier, mais aussi faute d'hygiène et de soins, mauvaise santé. C'est dans ces groupes humains que l'ensemble des droits économiques, sociaux et culturels sont mis en périls.

Le Père Joseph Wresinski (1917-1988), fondateur du Mouvement International ATD Quart Monde, naquit en 1917 à Angers dans un tel foyer, partageant avec les siens l'angoisse du lendemain: aurons-nous à manger demain ? Aurons-nous un toit demain ? Pourrons-nous aller à l'école demain ? *"Dans (le) combat pour la nourriture, je fus engagé dès mon tout jeune âge",* écrit-il dans un de ces ouvrages. *"J'avais quatre ans et c'était moi qui conduisais la chèvre dans les bas prés. Cette chèvre qui nous nourrissait, ma petite-soeur nouveau-née et nous autres enfants. En la conduisant, je passais devant le grand portail du couvent du Bon-Pasteur, où une religieuse m'adressait la parole. Un jour, elle me demanda si je voulais servir la messe tous les matins. Ce jour-là, je fus embauché pour la première fois. Car c'était bien d'embauche qu'il s'agissait. En répondant à la messe, j'aurais droit chaque matin à un grand bol de café au lait, avec du pain, de la confiture et, les jours de fête, du beurre. En plus, on me donnerait deux francs par semaine. Ce sont ces deux francs qui m'ont décidé"*¹

Grâce au courage de sa mère, Joseph Wresinski eut la possibilité d'apprendre un métier, et plus tard, de reprendre des études qui le conduisirent à la prêtrise. Il n'eut de cesse de rechercher les moyens d'exercer son sacerdoce auprès des plus méprisés et des plus abandonnés des hommes. En 1956, à la demande de son évêque, il rejoignit le "Camp des sans-logis", à Noisy-le-Grand, dans l'est de la région parisienne. *"Je suis arrivé le 14 juillet 1956 et sur ce plateau, le soleil répandait une chaleur torride, les ruelles étaient désertes, personne n'était dehors. Devant ce vide, je me suis dit: autrefois les sources d'eau, les croisements des routes, un clocher, une industrie réunissaient les hommes. Ici, les familles sont rassemblées par la misère. C'était comme une inspiration. Je savais ne plus être en face d'une situation banale de pauvreté relative (comme on disait alors), de difficultés personnelles. J'avais à faire à une misère collective. D'emblée, j'ai senti que je me trouvais devant mon peuple. Cela ne s'explique pas, ce fut ainsi. Dès cet instant, ma propre vie a pris un tournant. Car ce jour-là, je me suis promis que si je restais, je ferais en sorte que ces familles puissent gravir les marches du Vatican, de l'Elysée, de l'ONU... Cette misère aveuglante qui s'étalait devant mes yeux dans une chaleur suffocante et un silence*

¹ Joseph Wresinski. "Les Pauvres sont l'Eglise". Entretien avec Gilles Anouil. Le Centurion. Paris. 1993

*total m'a pris au piège. Depuis, j'ai été hanté par l'idée que jamais ce peuple ne sortirait de sa misère, aussi longtemps qu'il ne serait pas accueilli, dans son ensemble, en tant que peuple, là où discutaient et débattaient les autres hommes. Il devait être là, à égalité, partout où les hommes parlent et décident non seulement du présent, mais du destin de l'homme, du futur de l'humanité".*²

S'installant au camp des Sans-Logis de Noisy-le-Grand, le Père Joseph Wresinski y jeta les bases d'un mouvement international, engagé dans la durée aux côtés des familles les plus pauvres, pour faire valoir leur dignité et leurs droits et leur permettre, comme s'y sont engagés les Chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier à l'occasion du Sommet mondial pour le développement social à Copenhague en mars 1995, "exercer leurs droits, utiliser les ressources et partager les responsabilités qui leur permettent de vivre une vie satisfaisante et de contribuer au bien-être de leur famille, de leur communauté et de l'humanité".³

Né en France, le Mouvement International ATD Quart Monde s'étendit progressivement à travers le monde. *"Mon chemin",* dit encore le Père Joseph, *"me conduisit à travers l'Europe et dans tous les continents. Pour retrouver toujours à l'égard des plus pauvres, ce même déni d'habiter la terre et d'exister pour autrui. Familles à la rue dans les grandes villes d'Amérique du Nord, leur identité familiale annulée pour être entassées, les enfants et les mères d'un côté, les pères de l'autre, dans les "hôtels" de l'assistance... Familles d'Amérique latine qui ont fui la campagne et la famine pour s'accrocher aux abords d'un ravin près de la capitale. Parmi elles, les naissances et les décès ne sont même pas enregistrés, parce qu'elles ne devraient pas se retrouver à cet endroit interdit d'habitation. Quand la pluie tropicale entraîne une cabane dans l'abîme, des enfants auront vécu et péri sans jamais avoir existé pour les administrations. Pas plus que n'existent dans les registres et les statistiques nationales et internationales, les familles installées sur une terre marécageuse au bord d'une baie, quelque part dans les Antilles. Elles s'y trouvent en fraude et quand le bulldozer arrive pour aménager le terrain pour une autre destination, personne ne saura jamais les centaines d'abris, les humbles possessions réduits en poussières. Personne ne saura où errent, où se cachent maintenant ces familles désirées de nulle part?".*⁴

*"Le bout du chemin, poursuit-il, c'est surtout de passer d'une identité déjà négative à cette sorte de non-identité, de non-existence administrative, à cette disparition de tout registre, de toute statistique. Des êtres humains, des familles n'apparaissent alors qu'à la manière de fantômes: on les a vus, mais on ne sait plus où, ni combien ils sont. C'est la fin de tout espoir de faire encore partie de ceux qui, un jour, se proclamèrent: "Nous les peuples des Nations Unies", cette communauté internationale qui avait choisi pour finalité la réalisation des Droits de l'homme".*⁵

Porte-parole des plus pauvres.

C'est à cause de ce que vivent et endurent les familles et les personnes les plus pauvres partout dans le monde, que le Père Joseph Wresinski, que rien ne portait à jouer un rôle public, devint progressivement un porte-parole incontesté des plus

² idem.

³ Sommet mondial pour le développement social. Déclaration finale. par.9. Copenhague. Mars 1995

⁴ Joseph Wresinski. "Les plus pauvres révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme". Contribution à la réflexion fondamentale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme in "1989, les Droits de l'homme en question". La Documentation française. Paris. 1989.

⁵ idem.

pauvres. C'est à ce titre qu'il rejoignit, en 1979, le Conseil économique et social de la République française, où il fut nommé comme "personnalité qualifiée" par le Président de la République de l'époque. C'est à ce titre qu'il obtint progressivement et auprès de la plupart des instances internationales, un statut consultatif pour le Mouvement qu'il avait fondé, lui permettant de s'exprimer à l'Ecosoc, dans ses Commissions spécialisées, et en particulier devant la Commission des Droits de l'homme, mais aussi dans les autres instances des Nations Unies, telles que l'Unicef, l'Unesco ou l'Organisation Internationale du Travail, ainsi que dans les institutions régionales telles que le Conseil de l'Europe.

Les 9-10 et 11 décembre 1991, en étroite collaboration avec la Direction des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, le Mouvement International ATD Quart Monde organisait à Strasbourg un Séminaire: "Familles du Quart Monde et Droits de l'homme". La recommandation adoptée à l'issue des travaux rappelait notamment que *"les droits inaliénables de la personne humaine, qu'ils soient civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels, doivent être reconnus comme un ensemble de droits dont seule l'application globale peut assurer la finalité proclamée"*.

Le 15 mai 1982, à l'occasion d'un rassemblement mondial célébrant à Bruxelles le vingt-cinquième anniversaire de la création du Mouvement, rassemblement dont le thème était: *"Plains droits pour tous les hommes!"*, le Père Joseph Wresinski donnait le coup d'envoi à une campagne de signatures d'un "Appel aux défenseurs des droits de l'homme". L'objectif de cet appel était libellé comme suit: *"A l'occasion du 35ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, obtenir que les chartes et conventions internationales dénoncent la misère et l'exclusion sociale comme violation des droits de l'homme, tout comme le racisme, la torture, etc."*. Le texte poursuivait: *"Avec les familles du Quart Monde de tous les pays, j'affirme la dignité de tout homme, quelles que soient son ethnies, sa religion, sa condition sociale et économique; je dénonce la misère et l'exclusion comme violation primordiale des droits de l'homme. Ceux-ci seront assurés lorsqu'en toutes circonstances et tous efforts, la priorité sera accordée aux plus défavorisés"*.

Cet appel ne faisait en réalité que reprendre les principes fondamentaux de la Déclaration universelle de 1948, magnifiquement résumés dans l'article premier: *"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité"*. Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler que les rédacteurs de la Déclaration universelle avaient jugés utiles de rappeler dans le préambule, à l'alinéa 2, que l'objectif que s'assignait la communauté des nations était *"l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère"*, et qu'il s'agissait là *"de la plus haute aspiration de l'homme"*.

Près de 300.000 signatures furent réunies en quelques mois, et le Père Joseph entreprit alors d'aller les remettre à leurs destinataires: le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, son homologue du Conseil de l'Europe, M. Franz Karazek, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement de par le monde.

En 1983, le Père Joseph Wresinski eut l'occasion de s'exprimer devant le Comité des Experts indépendants de la Charte sociale du Conseil de l'Europe, en leur demandant de mieux prendre en compte, dans l'examen des rapports présentés par les Etats signataires, l'intérêt des familles et des populations les plus défavorisées, en créant une véritable *"volonté de savoir"* ce que vivent ces populations trop souvent complètement ignorées par une charte protégeant prioritairement les intérêts des travailleurs.

Le rapport "Grande pauvreté et précarité économique et sociale".

En 1985, la prise de conscience, à travers les développements de la crise économique, dont la visibilité fut encore accrue par des circonstances climatiques particulièrement rigoureuses, de la persistance de la pauvreté, voire même du

développement de ce que certains appelèrent une "nouvelle pauvreté", aboutit en France, à la nomination du Père Joseph Wresinski en qualité de rapporteur du Conseil économique et social sur la question de la "grande pauvreté et (de la) précarité économique et sociale". Pendant deux ans, de février 85 à février 87, la section des Affaires sociales du CES et le Conseil dans son entier, entreprirent une véritable exploration en profondeur des violations flagrantes de leurs droits fondamentaux dont sont victimes les familles les plus pauvres.

Il n'est pas inutile de rappeler ici la définition retenue par le Conseil économique et social français dans son avis et rapport du 11 février 1987: *"La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit le plus souvent à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle tend à se prolonger dans le temps et devient persistante, qu'elle compromet gravement les chances de reconquérir ses droits et de réassumer ses responsabilités par soi-même dans un avenir prévisible".*⁶

Cette définition de la grande ou de l'extrême-pauvreté en termes de droits et de responsabilités fut une première. Il lui restait certes du chemin à faire pour pénétrer les esprits et les politiques, mais elle représentait en elle-même un véritable acquis.

Devant la Commission des Droits de l'homme à Genève.

Quelques jours à peine après le vote de l'avis et du rapport *"Grande pauvreté et précarité économique et sociale"*, le Père Joseph Wresinski s'adressait pour la première et dernière fois à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, lors de sa session de février-mars 1987.

Dans son intervention, le Père Wresinski rappelait tout d'abord comment les familles et personnes en grande pauvreté nous révèlent une double interdépendance. *"Tout d'abord l'interdépendance entre droits et responsabilités. Puisque, faute de droits économiques, sociaux et culturels, elles ne peuvent assumer les responsabilités professionnelles, familiales et sociales qui leur incombent. Faute de ne pas exercer leurs responsabilités, elles sont considérées comme des citoyens de seconde zone. Ces personnes et familles nous révèlent l'interdépendance qui existe entre les libertés, les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels. Puisqu'en effet, (elles) font apparaître que sans sécurité socio-économique, la liberté est compromise. Alors que sans exercice des libertés, la sécurité socio-économique n'est pas assurée".*⁷

Sur la base de ce constat, il demandait à la Commission *"qu'elle demande à la Sous-Commission d'entreprendre une étude, dans le cadre de l'interdépendance et de l'indivisibilité des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, sur la façon dont les groupes humains en situation de pauvreté extrême dans les pays industrialisés et dans les pays en développement peuvent effectivement jouir de ces droits et exercer les responsabilités qui leur sont accordées"*.

A l'issue de son intervention, le Père Joseph rencontre alors plusieurs représentants de délégations gouvernementales et leur confie la mission de mener à bien la

⁶ "Grande pauvreté et précarité économique et sociale". Rapports et avis du CES. Journal Officiel. Paris. 1987.

⁷ Intervention du Père Joseph Wresinski le 20 février 1987 devant la Commission des Droits de l'homme à Genève.

réalisation d'une telle étude. Plusieurs d'entre eux prendront personnellement cette mission à cœur.

Des années d'efforts tenaces.

L'année suivant, le Père Joseph Wresinski ne pourra prendre part aux travaux de la Commission. Hospitalisé, il meurt le 14 février 1988. Un des diplomates rencontrés l'année précédente, M. Leandro Despouy, Ambassadeur d'Argentine, fait circuler un projet de résolution donnant suite à l'intervention du père Joseph en 1987. Ce projet sera finalement retiré face à la pression des pays occidentaux et aux réserves d'un certain nombre de pays en voie de développement.

Il faut se rappeler qu'en 1988, nous sommes encore dans une politique internationale marquée par les tensions Est-Ouest et la politique des "blocs". Elle se caractérise dans le domaine des droits de l'homme par une confrontation sur la prééminence de telle ou telle catégorie de droits. Les pays de l'Est estiment qu'il est essentiel d'assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels avant de pouvoir mettre en oeuvre les droits civils et politiques. Les pays occidentaux clament quant à eux que l'instauration d'un Etat de droit permettant la pleine jouissance des droits civils et politiques, est un préalable indispensable à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Ainsi, l'affirmation que l'extrême pauvreté est une atteinte à l'ensemble des droits de l'homme met en péril la théorie occidentale de la priorité accordée aux droits civils et politiques.

Au même instant, certains pays en développement, sans nier que l'extrême pauvreté ait un impact sur la jouissance des droits de l'homme, craignent alors qu'une résolution le confirmant se retourne contre eux, ajoutant un argument de plus aux attaques dont ils se sentent victimes dans le domaine des droits civils et politiques. Sans soutien et contrée à de nombreux égards, l'Argentine retire son projet, mais son intervention aura au moins permis que la question reste présente dans les esprits.

En 1989, la France va reprendre le thème à son compte. Unissant ses efforts à ceux de l'Argentine, elle dépose un projet de résolution, préparé en lien étroit avec le Mouvement International ATD Quart Monde. De nombreuses réticences sont à vaincre. Il faut d'abord rassurer les pays en développement: il ne s'agit en aucun cas qu'une telle résolution alourdisse les attaques dont ils ont déjà l'objet dans le domaine des droits de l'homme. Face aux pays occidentaux, il faut sortir du débat idéologique de l'époque et de son avatar: la hiérarchisation des droits de l'homme. Les pays de l'Est, du fait de l'accent mis sur les droits économiques, sociaux et culturels, acceptent de soutenir la résolution, dont l'Union Soviétique se porte co-auteur, ce qui n'améliore pas le sentiment de nombre de pays occidentaux.

La résolution sera finalement adoptée par consensus, sans être mise au vote. Plusieurs Etats, en particulier les Etats Unis et le Japon, exprimeront leurs profondes réserves sur cette démarche. Intervenant dans le débat, ils indiqueront que à leur estime, la question de l'extrême-pauvreté n'a pas à être traitée dans les organes des droits de l'homme, car c'est une question purement économique et sociale. Divers pays occidentaux maintiendront cette réserve pendant de nombreuses années, que l'on voit périodiquement ressurgir ici et là, comme récemment dans le cadre d'un débat sur le rapport annuel 1996 du Parlement européen sur le respect des droits de l'homme dans l'Union européenne, qui a vu le Parlement se déchirer sur l'inclusion ou non d'un chapitre sur la pauvreté dans le rapport en question.

Le mandat du Rapporteur spécial.

Surmontant année après année ces divers obstacles, adoptant année après année, et toujours par consensus, des résolutions sur la question, ralliant de plus en plus de pays à ce projet, ses promoteurs - au rang desquels la France a toujours joué un rôle déterminant-, en arrive à définir, dans une résolution adoptée en 1994, un cadre à l'étude dont M. Leandro Despouy, expert de la Sous-Commission sera le rapporteur.

Il s'agira de:

-tirer profit de l'expérience et de la pensée des plus pauvres et de ceux qui sont engagés à leurs côtés pour une meilleure connaissance de l'extrême pauvreté;

-mettre en évidence les efforts des personnes très pauvres pour pouvoir exercer leurs droits et participer pleinement au développement de la société où ils vivent;

-faire ressortir les conditions permettant à ces personnes et familles de devenir partenaires dans la réalisation des droits de l'homme".

Au fil des ans, la résolution s'enrichira d'autres apports, qui seront autant d'orientations pour le Rapporteur spécial: ceux de l'Année Internationale de la Famille, en 1994, puis du Sommet mondial pour le développement social qui s'est tenu à Copenhague en mars 1995, ainsi que des conclusions du Séminaire "*Misère, déni des droits de l'homme*", organisé en octobre 1994, à New York, en partenariat entre le Centre des Droits de l'homme et le Mouvement International ATD Quart Monde. Ce séminaire réunissait, pour la première fois dans l'histoire des Nations Unies, des personnes vivant elles-mêmes dans l'extrême pauvreté et des spécialistes mondiaux des droits de l'homme.

M. Leandro Despouy, rapporteur spécial, soumit à la Commission et à la Sous-Commission un rapport préliminaire et deux rapports intérimaires, ainsi qu'un rapport sur le Séminaire "*Misère, déni des droits de l'homme*" tenu en octobre 1994, avant de présenter son rapport final à la Sous-Commission en août 1996 et à la Commission en mars-avril 1997, dix ans après que le Père Joseph Wresinski se fut adressé à elle.

Une consultation des plus pauvres qui n'avait pas de précédent.

La caractéristique principale de ce rapport tient à la manière dont il a été écrit en partenariat étroit avec les populations concernées, les populations victimes de la misère et de l'exclusion sociale. S'appuyant sur les organisations non-gouvernementales engagées dans la durée aux côtés de ces populations, et notamment sur le Mouvement ATD Quart Monde, le Rapporteur spécial s'est efforcé en toutes circonstances de recueillir leurs points de vue, leur pensée et leur analyse, avant de les retranscrire dans son rapport et d'en tirer un certain nombre de recommandations.

Nous ne pouvons ici reprendre l'intégralité du Rapport Despouy. Nous nous contenterons donc de rappeler son approche générale et de développer trois principes fondamentaux.

Lorsqu'on expose aux personnes vivant dans l'extrême pauvreté le contenu des droits de l'homme, elles affirment: "*Ce n'est pas pour nous*". Pourtant, les très pauvres sont sujets de droits qui, par leur résistance à la misère, se trouvent en réalité élevés au rang de défenseurs des droits de l'homme, comme ces familles qui accueillent dans leurs logements surpeuplés d'autres personnes à la rue. "*Chez nous, disent-elles, on ne laisse pas quelqu'un à la rue*".

A partir de ces prémices essentiels, le rapport étudie trois principes fondamentaux des droits de l'homme, et ensuite douze droits particuliers. Pour chacun, il se réfère aux textes internationaux qui fondent ces droits et les commentent à l'aide d'exemples tirés de l'expérience des plus pauvres, démontrant à quel point principes généraux et droits particuliers sont constamment bafoués au plus bas de l'échelle sociale.

⁸ voir les documents E/CN.4/sub.2./1993/16; 1994/19;1995/15;1995/101 et 1996/13

Nous n'évoquerons ici que les trois principes de base qui sont la charpente de l'ensemble des textes fondant les droits de l'homme.

-l'égalité de dignité de tous les êtres humains: *"Ce n'est pas normal qu'on nous traite ainsi, on est pourtant des hommes, nous disent souvent les personnes très pauvres. Nous avons l'impression que nous sommes des chiens. Mais pour les chiens, dans un parc de dressage au milieu du quartier, il y a de l'eau, de l'électricité, alors que nous n'en avons pas. C'est une vraie injustice".* Ces atteintes à la dignité poursuivent les personnes très démunies tout au long de leur vie et même jusqu'à leur mort, comme en témoigne le fait suivant rapporté par une personne engagée aux côtés d'une famille vivant dans la misère: *"Dans le bidonville, un femme avait illicitement accueilli son frère malade, à la sortie de l'hôpital. Lorsque le propriétaire s'aperçut que le frère était mourant, il exigea, sous peine d'expulsion, qu'il soit transporté la nuit, dans la rue, pour ne pas avoir à payer les frais d'enlèvement du corps. Cet "inconnu" trouvé mort dans la rue, fut donc enterré de manière anonyme".* De telles situations sont à ce point révélatrices de l'extrême pauvreté que le PNUD a incorporé parmi ses indicateurs l'impossibilité pour les pauvres d'enterrer décemment leurs morts.

-le principe d'égalité et de non-discrimination: le rapport révèle que le principe de libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Union européenne exclut explicitement celles qui ne peuvent apporter la preuve qu'elles *"disposent des ressources suffisantes pour ne pas tomber à charge de l'assistance du pays d'accueil"*.

-l'enchaînement des précarités met en évidence **l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme**. Un participant d'Amérique Latine au Séminaire *Misère, déni des droits de l'homme*, a ainsi témoigné: *"Sans logement, sans eau potable, sans électricité, sans une nourriture suffisante, sans travail, sans revenu minimum ou d'autres ressources, il n'est tout simplement pas possible d'être en bonne santé, de veiller à ce que les enfants aillent à l'école, de participer aux activités locales, y compris les festivités voire même les anniversaires, de participer au processus politique en tant que citoyen, ou même de voir sa vie de famille respectée"*.

Passant ensuite en revue douze droits particuliers, le Rapporteur spécial en arrive à comparer l'extrême pauvreté à l'appartheid ou à l'esclavage. Selon lui en effet, dans ces trois situations, il y a négation des droits de l'homme, il y a des personnes qui ne sont plus vues comme des êtres humains. *"La misère est le nouveau visage de l'appartheid"*, comme l'affirmait le Président Nelson Mandela lors du Sommet mondial pour le développement social à Copenhague.

Il faut donc aller vers une nouvelle prise de conscience de l'extrême pauvreté par un changement de regard: connaître, sortir des préjugés et de la culpabilisation, apprendre à réagir juste. *"Les riches ont tiré un rideau sur les pauvres, et sur ce rideau, ils ont peint des monstres"*, disait Charles Booth, fondateur de l'Armée du Salut. Il faut valoriser les efforts faits quotidiennement par les plus pauvres. Leurs gestes traduisent une volonté de lutte, même si elle ne produit que de maigres succès, de modestes triomphes et de multiples échecs. Il faut créer une confiance et une connaissance mutuelle, accepter les plus pauvres comme partenaires, avoir la volonté de les atteindre et de reprendre sans cesse la quête de celui qui est absent, qui a été laissé pour compte, et parvenir ainsi à un développement qui n'exclut personne. *"L'être humain qui se cache sous le masque hideux de la misère ne pourra se réaliser dans toute sa plénitude que s'il peut exercer tous ces droits et responsabilités"*, écrit encore Leandro Despouy, avant de formuler une série de recommandations aux instances internationales et aux Etats membres des Nations Unies.

Une démarche qui se poursuit.

L'influence de la démarche initiée par le Père Joseph Wresinski se mesure à l'aune d'un tel rapport, qui ne doit pas rester sans lendemain. En cette année 1998, au cours de laquelle nous célébrons le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, rassemblés autour du même slogan: *"Tous les droits de l'homme: nos droits à tous"*, qui n'est pas sans rappeler le *"Pleins droits pour*

tous les hommes" du rassemblement de Bruxelles, le 15 mai 1982, la Commission des Droits de l'homme a pris de nouveaux engagements, à la suite du rapport Despouy. Demandant au Haut-Commissaire aux Droits de l'homme d'accorder un haut rang de priorité à la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, elle lui a demandé de veiller à ce que cette question soit à l'ordre du jour des travaux d'évaluation de la Conférence Mondiale des Droits de l'homme ("Vienne + 5"), de ceux de l'évaluation à mi-parcours, en l'an 2000, des engagements contractés lors du Sommet pour le développement social ("Copenhague + 5"), et tout au long de la Décennie mondiale pour l'élimination de la pauvreté. La Commission a en outre décidé de nommer un expert indépendant qui pourra apporter une contribution substantielle à ces évaluations et activités, et préparer, le cas échéant, une Déclaration sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté.

Mais l'influence du Père Joseph et des plus pauvres s'est imposée sur d'autres terrains. Ainsi, le Conseil de l'Europe a-t-il adopté en avril 1996 une version révisée de la Charte sociale européenne prévoyant, en son nouvel article 30, un droit à la protection contre le risque de pauvreté, et en son article 31, un droit au logement.⁹ Au même moment, il a ouvert la voie à une meilleure procédure de contrôle des engagements contractés par les Etats signataires de la Charte sociale, à travers une procédure dite des "réclamations collectives", ouverte aux ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe.

Enfin, c'est dans la "Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté", fondée le 17 octobre 1987, célébrée cinq années durant par les familles les plus pauvres qui se rassemblent dans le Mouvement et dans d'autres ONG, et reconnue officiellement par l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 décembre 1992, que le message du Père Joseph et des plus pauvres du monde a trouvé son accomplissement. La Dalle à l'honneur des victimes de la misère, inaugurée le 17 octobre 1987 sur le Parvis des Libertés et des Droits de l'homme, place du Trocadéro, à Paris, et ses répliques à travers le monde - dont celle inaugurée le 17 octobre 1996 devant le siège des Nations Unies à New York-, proclament l'honneur des victimes de la misère, de la faim, de la violence et de l'ignorance. Ces victimes, qui sont aussi les premiers des défenseurs des droits de l'homme, nous appellent à nous rassembler, à nous unir pour mettre fin à ce déni des droits de l'homme que constitue l'extrême pauvreté. Toutes celles et ceux qui se rassemblent le 17 octobre de chaque année et, autour de la Dalle et de ses répliques, le 17 de chaque mois nous invitent à les rejoindre, en proclamant:

**"Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'homme sont violés.
S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.
Père Joseph Wresinski".**

(version longue d'un article à paraître en anglais, le 29 octobre prochain, dans un livre intitulé:
"The universal declaration of human rights: Fifty years and beyond".
Baywood Publishing Co. New York. sous la signature de Mme A.A. de Vos van Steenwijk,
Présidente du Mouvement International ATD Quart Monde)

⁹ Conseil de l'Europe. Direction des Droits de l'homme. Série des Traités européens. n° 163 et 158.



Ciutats per als drets humans CONFERÈNCIA EUROPEA
CONFERÈNCIA EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFÉRENCE EUROPÉENNE
EUROPEAN CITIES FOR HUMAN RIGHTS **Cities for human rights**

Jean-Jacques Friboulet (2)

Capital culturel et droit de l'homme : le rôle spécifique des villes

Résumé

Après des périodes où les spécialistes se sont intéressés d'abord au capital matériel puis au capital humain, les travaux sur le développement mettent l'accent aujourd'hui sur le capital culturel. La communication s'attache donc à mettre en lumière les liens existant entre cette forme de capital et les droits fondamentaux de la personne tels qu'ils sont inscrits dans la déclaration des Nations Unies. Ces liens ne se limitent pas à la vie culturelle mais concerne l'ensemble des droits politiques, économiques et sociaux dans une perspective d'indivisibilité.

Après avoir présenté ces liens, le texte s'attache à préciser le rôle des villes dans la mise en valeur du capital culturel. Il conclut que le développement des Etats-Régions est une perspective favorable pour l'enrichissement de ce capital.

Fribourg, le 5 octobre 1998/Jean-Jacques Friboulet



Ciutats per als drets humans

Ciudades por los derechos humanos

Villes pour les droits de l'homme

Cities for human rights

Jean-Jacques Friboulet

NOTICE PERSONNELLE

Nom : FRIBOULET
Prénom : Jean-Jacques
Date de naissance : 30 mars 1949
Etat civil : marié
Nationalité : française
Domicile : CH – 1740 Neyruz, Rte du Marchet 12
Adresse prof. : Faculté des Sciences Economiques et Sociales
Université de Fribourg, Miséricorde
CH – 1700 Fribourg
Tél. prof. : 300 82 18 **Tél. privé :** 477 31 25
Fax : 300 97 00
E-mail : jean-jacques.friboulet@unifr.ch

TITRES ET FONCTIONS

Licence es sciences économiques, 1972
Diplôme d'Etudes Supérieures en Sciences Economiques, 1974
Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS, Paris, 1973-76)
Assistant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Dijon, 1977-83
Maître de Conférences à l'Université de Bourgogne, 1984
Professeur ordinaire à l'Université de Fribourg depuis le 1.11.1989
Conseiller scientifique à l'*Encyclopedia Universalis*, Paris, depuis 1991

DOMAINES DE RECHERCHE

Développement économique – Economie du travail – Histoire de la pensée économique

Conférence européenne *Villes pour les Droits de l'Homme*

Capital culturel et droits de l'homme : le rôle spécifique des villes

Résumé

Après des périodes où les spécialistes se sont intéressés d'abord au capital matériel puis au capital humain, les travaux sur le développement mettent l'accent aujourd'hui sur le capital culturel. La communication s'attache donc à mettre en lumière les liens existant entre cette forme de capital et les droits fondamentaux de la personne tels qu'ils sont inscrits dans la déclaration des Nations Unies. Ces liens ne se limitent pas à la vie culturelle mais concernent l'ensemble des droits politiques, économiques et sociaux dans une perspective d'indivisibilité.

Après avoir présenté ces liens, le texte s'attache à préciser le rôle des villes dans la mise en valeur du capital culturel. Il conclut que le développement des Etats-Régions est une perspective favorable pour l'enrichissement de ce capital.

Barcelone
15-17 octobre 1998

J.-J. Friboulet, Professeur
Faculté des Sciences économiques
et sociales
Université de Fribourg (Suisse)

Avant-propos

Le texte présenté ici s'inscrit dans un programme de recherche développé conjointement par l'institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme et la chaire d'histoire économique et de politique économique de l'Université de Fribourg.

Dans la suite du huitième colloque de Fribourg, «Les droits culturels, une catégorie sous-développée des droits de l'homme» (Meyer-Bisch P. éd., 1993), l'IIEDH a créé un groupe de travail international permanent avec de nombreux partenaires au niveau international, notamment l'UNESCO, le Conseil de L'Europe et les réseaux d'Instituts des droits de l'homme. L'Institut a développé une recherche sur les droits culturels qui a abouti notamment à un projet de déclaration des droits culturels pour L'UNESCO avec un commentaire, article par article (Meyer-Bisch P. éd., 1998).

De son côté, la *chaire d'histoire économique et de politique économique* de l'Université de Fribourg assure des enseignements et réalise des travaux en économie du développement, plus spécifiquement dans le domaine de développement humain. Ces travaux ont donné lieu dans la dernière période à plusieurs publications, en particulier «Le développement économique et social» (1992) et «L'économie du Tiers Monde» (1993) dans l'Encyclopaedia Universalis. Plus récemment le centre d'intérêt de la chaire s'est élargi au capital culturel. Un texte a été finalisé sur le sujet des indicateurs culturels : « La dynamique culturelle du développement » (1998).

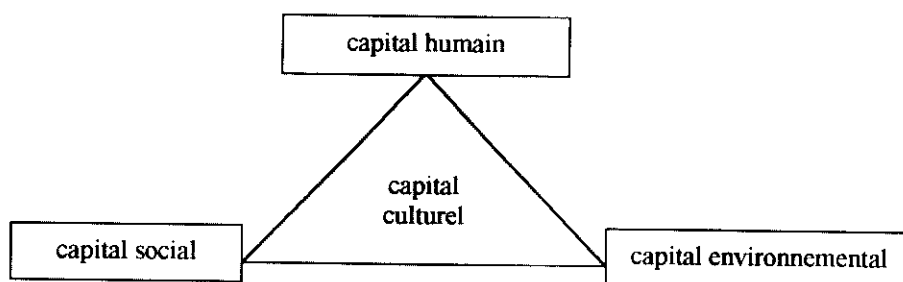
L'IIEDH et la chaire d'histoire économique ont en outre mis sur pied, au cours de l'année académique 1996-97, un séminaire interdisciplinaire sur le thème du capital (monétaire, économique, humain, social et culturel en collaboration avec le professeur M. Villet).

Un *avant-projet de recherche* d'une durée de cinq mois a été mené par Gabriella Spirli, sur mandat conjoint de l'IIEDH et de la chaire d'histoire économique afin d'éclaircir cette problématique concernant le lien entre le développement humain, la culture et les droits de l'homme, en rassemblant et en analysant la documentation existante.

Tous ces travaux ont conduit à un projet de recherches sur les indicateurs culturels du développement humain qui devrait être déposé auprès du Fonds National de la Recherche Suisse au printemps 1999.

Introduction

L'histoire du développement depuis la 2^{ème} guerre mondiale comporte trois périodes. Dans une première phase, immédiatement après le conflit, l'accent a été mis sur les processus d'investissement et conséquemment sur l'accroissement des richesses matérielles tant dans le domaine agricole qu'industriel. A la suite d'A. Sen, on peut qualifier cette période de phase économiste du développement. Puis dans les années 1970, est venue une réaction qui a remis à la première place le facteur humain. A la suite des théoriciens du capital humain et en particulier de Th. W. Schultz, les experts ont mis l'accent sur le rôle de la formation et de l'initiative personnelle dans les processus de développement. Ces travaux ont trouvé un aboutissement dans l'indicateur de développement mis au point par le P.N.U.D. Le P.N. U.D. décline dans différents domaines ce qu'à la suite d'A. Sen nous appellerons une conception émancipatrice du développement, envisagé comme un processus d'accroissement des potentialités des personnes et des communautés. Dans cette période, la réflexion a porté principalement sur les comportements individuels et la micro-économie. La dimension institutionnelle du développement est négligée de même que son impact sur les équilibres physiques et biologiques. Nous entrons aujourd'hui dans une troisième phase du développement. Les crises financières et environnementales contraignent à l'analyse des relations sociales dans le champ de la politique économique comme dans le domaine de l'écologie. L'intérêt se déplace du concept de capital humain à celui plus large de capital culturel qui recouvre outre les arts et lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux, les valeurs et les croyances par lesquelles une personne ou un groupe exprime les significations qu'il donne à son existence. La culture est de plus en plus conçue comme un capital générateur de droits et de devoirs. L'accès à ce capital, son entretien et son enrichissement sont des conditions du développement personnel et social. Le capital culturel peut alors être conçu comme un triangle dont les trois sommets sont le capital humain, le capital social et le capital environnemental.



La personne enrichit sa matrice d'alternatives et de possibilités non seulement en augmentant son capital humain mais également en préservant ou en enrichissant son accès aux biens collectifs que sont par exemple un état de droit, la sécurité sociale ou un site naturel. Dans cette perspective l'étude du développement humain ne peut se concevoir comme une simple analyse de comportements ou de résultats. Elle doit déterminer les acteurs institutionnels qui créent les médiations nécessaires à la préservation et à l'enrichissement du capital culturel et en préciser le rôle.

Parmi les acteurs essentiels se trouvent les villes. Les historiens savent que cette intervention des villes n'est pas nouvelle. Elle était déjà vraie au temps de l'antiquité dans la glorieuse civilisation de la Grèce classique. Elle s'est vérifiée de nouveau au Moyen-Age où les économistes oublient trop souvent que les villes ont été des vecteurs du développement grâce à l'investissement en capital humain (universités, bibliothèques) et matériel. Le rôle du capital culturel fut également important par l'accès à des institutions génératrices de progrès social (écoles, hospices, corporations) et de libertés civiles (les communes). L'ancien dicton selon lequel «l'air de la ville rend libre» est emblématique de ce capital culturel apporté par les villes.

Un processus analogue est à l'œuvre aujourd'hui dans une période marquée par la redéfinition des pouvoirs des Etats traditionnels et la montée en puissance des Etats-Regions. Le succès du livre de Kenichi Ohmae, *de L'Etat Nation aux Etats-Régions* (1996) est tout à fait significatif à cet égard. Mais si les faits sont indiscutables, il reste à les interpréter et en particulier à mieux préciser les liens existant entre capital culturel et droits de l'homme. Il faut d'autre part envisager les possibilités d'actions des villes dans le développement de ce capital. Notre contribution se déroulera donc en trois temps. Tout d'abord, nous insisterons sur la prise de conscience croissante de l'intervention du capital culturel dans le développement à partir des travaux de l'UNESCO. Dans un second temps, il faudra préciser les rapports entre capital culturel et droits de l'homme, et montrer en particulier que le capital culturel n'est pas réductible aux droits culturels. Dans sa dernière partie, le texte indiquera quelques voies d'intervention des villes dans cette dynamique culturelle de développement.

1. La décennie du développement culturel : un état des lieux.

De par son domaine de responsabilité, l'UNESCO est l'organisation internationale qui s'est davantage occupée de la question culturelle. Tout d'abord en élaborant le *Cadre des Statistiques Culturelles*¹ (suite à la Conférence de Belgrade en 1980) qui constitue un premier pas vers la standardisation internationale des statistiques relatives aux dépenses publiques dans le domaine culturel. La Conférence de Mexico (1982) a jeté les bases pour tous les travaux qui furent entrepris ensuite, en définissant les notions de culture et de développement. De 1987 à 1997, l'UNESCO a lancé une *Décennie mondiale du développement culturel*. Un plan d'action a été établi et plusieurs projets ont vu le jour. Le Rapport Perez de Cuellar (UNESCO, 1996) en livre les conclusions principales, notamment le projet de faire une déclaration des droits culturels, afin de marquer l'importance centrale de ces droits dans le développement.

La Conférence de Mexico définit la culture comme *"l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, le système de valeurs, les traditions et les croyances. La culture n'est donc pas*

¹Dix catégories sont proposées: 0. Patrimoine culturel; 1. Imprimés et littérature; 2. Musique; 3. Arts scéniques; 4. Arts plastiques; 5. Cinéma et photographie; 6. Radiodiffusion; 7. Activités socioculturelles; 8. Sports et jeux; 9. Nature et environnement

une dimension accessoire du développement. Elle ne peut être reléguée au niveau d'un rajout qualitatif, mais elle doit être considérée en tant que tissu même de la société dans son rapport global avec le développement et en tant que force interne à cette société."

A propos de cette définition, l'UNESCO reconnaît qu'elle comporte des limites. En fait, elle n'explique pas complètement le caractère dynamique de la culture, ni les échanges et les interactions entre les cultures. Elle ne fait pas suffisamment état de l'évolution que connaissent toutes les cultures, d'une part, grâce à leur dynamique propre et, d'autre part, sous l'effet du processus de mondialisation, de modernisation et de transformation technologique, économique et sociales. Ces limites aboutissent à des constats fondamentaux pour compléter la définition de base :

- "Les cultures ne sont pas immuables : elles ont un passé, un présent, un avenir. Elles ne reflètent pas non plus un consensus, ni à l'intérieur des sociétés ni entre sociétés, mais sont des enjeux de pouvoir. Cependant, les cultures ne sont pas seulement caractérisées par leurs diversités, mais également par leurs ressemblances.
- Les cultures ne sont pas intactes par rapport à un état ancien plus ou moins mythique : elles sont modifiées en permanence par des contacts de toute nature entre diverses populations" (UNESCO, 1994, p. 41).

La Conférence de Mexico propose également une définition du développement correspondant à un processus complexe, global et multidimensionnel qui doit reposer sur la volonté de chaque société et exprimer son identité profonde. Et par là, il est possible de définir "*la dimension culturelle du développement qui englobe l'ensemble des composantes psychosociologiques qui concourent, au même titre que les facteurs économiques, technologiques et scientifiques, à l'amélioration des conditions de vie matérielle et morale des populations, sans mutation brutale de leurs modes de vie et de pensée, en même temps qu'à la réussite technique des plans ou projets de développement*" (UNESCO, 1994, pp. 23-24).

Ce que l'UNESCO prône est une *prise en compte des données culturelles* au niveau de l'élaboration des projets et de l'évaluation des actions de transformation économique et sociale. Pour que cette intention soit opérationnelle, des méthodes et des instruments doivent être mis en place afin de rendre possible cette intégration des données culturelles. Plusieurs études ont été lancées dans cette perspective. Il faut d'abord signaler la publication (1994) *La dimension culturelle du développement ; vers une approche pratique*. L'UNESCO y propose de mener l'analyse sur les aspects suivants :

- "rythmes d'évolution des facteurs culturels (éléments à variation lente ou plus ou moins rapide - facteurs de continuité ou de changement) ;
- hiérarchisation de ces facteurs², en y distinguant les éléments 'lourds' ou structurants ainsi que les facteurs stratégiques dans la confrontation avec les valeurs du développement;
- aspects culturels des interactions sociales;

²Croyances et nature; normes et structures sociales et politiques; normes _économiques; savoirs, savoir-faire et technologies (patrimoine traditionnel et innovation).

- interaction entre les acteurs du développement, ces facteurs culturels et non culturels, les niveaux et les domaines d'action;
- impact culturel du développement économique, social et technique;
- champs d'application prioritaires: facteurs et impact culturels des politiques de développement économique et social" (UNESCO, 1994, p. 98).

Ces analyses aboutissent à trois représentations du rôle de la culture dans le développement : comme facteur, comme résultat et comme donneur de sens. La réflexion porte essentiellement sur les facteurs culturels en tant que blocages ou moteurs du développement et sur l'impact culturel du développement qui peut comporter des effets traumatisants sur les modes de vie existant. Les champs d'application prioritaires qui ressortent de l'analyse de 1994 sont les suivants :

- dans le domaine économique : épargne, entreprise, secteur informel, agriculture et élevage;
- dans le domaine social : éducation de base, alimentation/nutrition, habitat, logement et développement urbain, famille, et participation des femmes au développement.

Chacun de ces éléments est accompagné d'un commentaire explicatif par rapport à la dynamique culture et développement. Dans la dernière partie de cet ouvrage de l'UNESCO, la question des moyens, des méthodes et des instruments est analysée. Les phases de la planification des projets, les instruments d'aide à la décision, les instruments de travail pour le terrain (dont les indicateurs culturels font partie), l'approche multidisciplinaire et la sensibilisation culturelle (par la formation), et enfin la participation comme condition de base de la prise en compte de la dimension culturelle sont examinés. Et en 1997, une nouvelle publication, *L'approche culturelle du développement*, approfondit ces questions, en mettant essentiellement l'accent sur les processus de planification des projets de développement et en établissant un état des lieux dans les différentes organisations. L'idée de base est celle de ne pas limiter la culture à une somme de facteurs, mais de garder à l'esprit la complexité entière de la culture vue comme un système, concept repris supra dans la notion triangulaire de capital culturel. Cela amènerait à "définir le développement en termes d'aspirations inhérentes à une culture plutôt que d'évaluer une culture en fonction de sa capacité à faciliter ou à empêcher le développement, ce qui représente une transformation substantielle quant à l'attitude à prendre dans le travail de développement" (UNESCO, 1997, p. 54).

L'UNESCO a également mené des études conjointes avec d'autres organisations internationales. En premier lieu avec la *Banque Mondiale* qui a notamment organisé un séminaire "Culture et développement en Afrique" en 1992. Parmi les contributions à cette conférence, il est intéressant de relever l'analyse de Robert Klitgaard (*Taking Culture into Account: From Let's to How*), prenant en compte la culture à travers trois équations qui correspondent aux trois rôles de la culture dans le développement. La culture donne du sens dans une fonction d'utilité sociale (ce que les gens veulent et font est affecté par la culture); elle est une variable dépendante dans une "fonction de production développement" (à savoir de quelle manière les voies de développement dépendent des conditions culturelles) et est une variable indépendante en tant que vecteur culturel (la culture sujette à des changements dus à

des décisions politiques, des changements sociaux et environnementaux). Klitgaard ne construit pas véritablement ses équations, et donc le "comment" de la prise en compte de la culture reste encore en suspens.

En deuxième lieu, l'UNESCO a collaboré avec l'UNRISD (*United Nations Research Institute for Social Development*) en particulier lors d'un workshop concernant les indicateurs culturels du développement (Royaumont Foundation, 4-7 janvier 1996). L'intention ultime est celle de publier régulièrement un Rapport "Culture et Développement". Le concept de bien-être, le lien entre culture et croissance économique et les indicateurs culturels ont fait partie des thèmes discutés. D'un intérêt particulier pour notre propos sont les débats autour des trois indices suivants : "The Cultural Freedom Index", "The Creative Empowerment Index" et "The Cultural Dialogue Index". Une liste préliminaire d'indicateurs culturels a également été discutée. Les domaines considérés sont les suivants :

- éthique globale : indicateurs de droits de l'homme; droits politiques; droits culturels; droits des minorités; besoins fondamentaux;
- vitalité culturelle: indicateurs d'alphabétisation; développement des médias, radio/TV, livres, journaux; artisanats et arts populaires; conservation de l'héritage culturel; accès et participation dans les activités culturelles; industries culturelles, biens culturels et promotion de la création artistique;
- diversité culturelle, globalisation et pluralisme: indicateurs de diversité culturelle; globalisation culturelle; accès, participation et équité lié à la diversité culturelle.

Les travaux sont encore en cours et les premiers résultats seront publiés dans ce nouveau Rapport "Culture et Développement".

En ce qui concerne les autres organismes de coopération, il faut citer la grille d'analyse élaborée dans le cadre de la *Convention de Lomé* de l'Union européenne. Cette grille comporte quatre groupes de facteurs: organisation sociale de la population concernée, organisation familiale, organisation économique, facteurs culturels. Le *Conseil de l'Europe* s'est également intéressé à la dimension culturelle du développement, mais il limite le concept de culture aux arts et activités associées en définissant un tableau de ses impacts au niveau économique, social, idéologique et politique. Quant aux *agences de coopération bilatérales*, des guides pratiques pour le terrain sur les questions socioculturelles représentent la tendance majoritaire avec les études de cas ponctuels et spécifiques.

Au niveau des ONG (organisations non gouvernementales), les organisations s'occupant des droits de l'homme comme *Freedom House* et *Human Rights Watch* essaient de contrôler le respect de ces droits dans les différents pays. Le lien avec le développement n'est pas forcément établi. L'ONG anglaise *OXFAM* prône une analyse socioculturelle du milieu de travail qui se base en particulier sur les facteurs suivants: les langues et le contexte (infrastructure de santé et d'éducation, disponibilité et utilisation/accès de la terre), les modes d'intégration à la société, la répartition des tâches selon le sexe et l'âge, la religion et ses effets sur les priorités fixées, la gestion de l'autorité, les relations avec les non-indigènes. Le Centre international des civilisations bantoues de Libreville (Gabon) a développé une *checklist* dans

sa publication "Facteurs culturels et projets de développement rural en Afrique Centrale" qui a connu un certain succès. Les éléments de base sont les suivants: histoire; organisation sociale; croyances, droits et coutumes; structures administratives, politiques et associatives; environnement technique et économique; encadrement technique et politique. Le Réseau Sud-Nord Cultures et Développement, association internationale travaillant avec des ONG et dans le milieu universitaire, a pour but d'analyser le rôle des dynamiques culturelles locales dans le développement. En 1992, un séminaire portant sur les méthodes existant dans ce domaine a été organisé. L'Observatoire *INTERARTS* des politiques culturelles urbaines et régionales (Barcelone), qui collabore avec l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme (IIEDH), est en train d'élaborer une banque de données concernant la qualité culturelle de la vie en utilisant la méthode des questionnaires.

Au niveau suisse, l'Office fédéral de la statistique a publié en 1992 un ouvrage consacré aux *Indicateurs culturels; réflexion sur l'élaboration d'indicateurs culturels (production, distribution et consommation)*. La définition du concept de culture se limite ici au sens étroit du terme. Des études d'approfondissement dans des domaines spécifiques (par exemple les médias) ont suivi. La Direction du développement et de la coopération (DDC) travaille sur l'évaluation et le monitoring des projets et un groupe de travail se penche sur la question méthodologique, y compris les indicateurs de développement. L'EADI (*European Association of Development Research and Training Institutes*) à Genève coordonne un groupe de travail "Culture et Développement". Les questions liées à la mesure n'ont pas été abordées.

Suite à la lecture des nombreux ouvrages existants, *les lacunes* se situent principalement au niveau de l'intégration des concepts de développement humain, de culture et de droits de l'homme. Dans certaines études, la culture se limite à sa production (arts, littérature, médias, cinéma, théâtre) excluant les systèmes de valeurs. La culture devient alors un simple instrument de croissance, qui n'est pas affecté par le développement et ne fait pas l'objet de réflexion.

Mais s'il est généralement admis que la dimension culturelle doit être prise en compte dans le processus du développement, le "comment" reste incertain. L'élaboration d'instruments d'analyse a commencé dans les divers domaines. Des listes d'indicateurs sont disponibles, mais une vision d'ensemble manque encore. Pour aboutir à cette vision, il faut développer une théorie du capital culturel qui permette de définir des indicateurs et donc de donner une signification aux données observées.

2. Capital culturel, développement et droits de l'homme : des relations à préciser.

De l'historique présenté ici, on peut retenir que la liaison entre culture, droits de l'homme et développement ne peut être réduite d'un côté à la production culturelle (cinéma, théâtre, musique) et de l'autre aux droits à participer à la vie culturelle selon l'art. 27 de la déclaration des Nations Unies de 1984. D'après la déclaration de Mexico (1982), le champ de la culture intègre les modes de vie, les droits fondamentaux et les systèmes de valeurs qui définissent une identité culturelle. En effet la culture n'est pas simplement un output du développement

elle en est également un input, une condition ou plus précisément un capital générateur d'opportunités et de services. Il ne faut donc pas retenir une définition étroite de la culture mais plutôt un concept large, anthropologique en considérant trois aspects essentiels :

- les caractères principaux d'une culture qui donnent du sens en définissant les individus et les groupes ;
- l'incidence de la culture sur les choix et les voies de développement à travers les comportements des individus et des institutions qui peuvent agir en faveur ou contre le processus de développement ;
- ses transformations par le changement économique et social ; la culture est aussi un produit du développement à travers le phénomène de l'acculturation qui se met en place.

A la fois facteur et produit de développement, la culture est bien de la nature d'un capital qui se trouve à l'origine et à l'aboutissement d'un processus.

Or le respect des droits de l'homme constitue non seulement une condition éthique mais aussi un investissement dans la personne, sujet et acteur du développement et donc un capital que l'on peut tenter de mesurer, si l'on veut mettre en lumière l'importance des facteurs et éclairer la prise de décision. Le concept de capital culturel qui prend en compte à la fois les savoirs, les valeurs et le respect des droits fondamentaux des personnes, est donc l'unité logique qui s'impose quand on réfléchit au rapport de la culture au développement.

La préservation et l'enrichissement de ce capital culturel ne concernent pas seulement le droit à participer à la vie culturelle, mais également le droit au travail, le droit à l'éducation, le droit à la propriété, le droit aux libertés civiles et politiques et plus généralement l'ensemble des droits fondamentaux de la personne reconnus par la déclaration de 1984. Ce que ces spécialistes appellent l'indivisibilité des droits de l'homme n'est pas seulement un idéal ou un horizon moral vers lequel doivent tendre les efforts des sociétés contemporaines. Elle est la seule manière concrète de mise en œuvre des droits fondamentaux dans une perspective de développement humain.

Pour rendre cette conception plus perceptible, il est intéressant de préciser les interfaces entre le capital culturel (comprenant les droits fondamentaux) et le développement économique et social. Deux propositions viennent immédiatement à l'esprit. La première est relative à la notion d'espace. L'activité économique s'inscrit dans un espace dont elle dépend et cette dépendance est d'autant plus forte qu'elle s'inscrit dans un temps long. On ne peut qu'être frappé aujourd'hui par l'homogénéité de l'évolution économique au sein de chaque ère géographique (Europe, Asie, Amérique du Nord et du Sud). Mais également au sein de chaque ère, on peut noter la dynamique des Etats-Régions (par exemple, la région Rhône-Alpes, la région de Milan, la Catalogne). Or le capital culturel est également défini sur un ensemble. Le destin économique des grandes régions du Monde n'est-il pas la meilleure preuve de cette prégnance de la culture sur le développement économique dans la longue durée ?

La seconde réflexion qui vient à l'esprit est relative à la place des relations sociales dans les deux domaines. Le capital culturel tisse des liens entre les personnes. Il relie les individus les uns aux autres à travers leurs droits, leurs valeurs, leur mode de vie et leurs connaissances. La proposition est également vraie pour l'activité économique. Elle fut masquée dans le passé par le caractère essentiellement matériel des produits. L'extension aujourd'hui de la production immatérielle et des services place au premier plan le caractère relationnel de l'économie.

Au-delà de ces considérations générales, il est possible de préciser les rapports du capital culturel au développement en recherchant des concepts transversaux aux objets concernés par les deux domaines.

La perspective ici n'est pas de rechercher un syncrétisme où les processus culturels et le développement perdraient leurs propres contours. Il est, au contraire, de saisir la dynamique de deux ensembles pour aviver leurs points de contact et déterminer, dans la mesure du possible, la place des droits fondamentaux dans ce processus.

2.1 La première interface : le travail

La première interface du capital culturel et du développement est **l'activité des personnes**. Pendant très longtemps, le travail fut considéré, dans les études du développement, comme une grandeur purement physique, autrement dit comme une force de travail. Les progrès du machinisme et de l'instruction ont fait que les composantes personnelles du travail ont dû être intégrées dans les modèles de croissance. L'observation des faits a imposé la prise en compte des savoirs : savoir-faire et savoir-être. Les **savoir-faire** sont le résultat d'apprentissages scolaires et pré-professionnels. Ils sont constitués d'un ensemble de connaissances et de méthodes. Les **savoir-être** sont le résultat du travail éducatif réalisé sur les lieux de formation. Dans l'interrelation avec les adultes ou d'autres élèves, le jeune apprend à se connaître, à communiquer et à se définir dans une collectivité. La théorie du capital humain et les thèses relatives à la croissance endogène ont mis en exergue ce rôle des savoir-faire et des savoir-être dans les processus de production et d'échange. Ceux-ci sont un facteur de productivité individuelle. Mais ils contribuent également par leur impact sur l'ensemble de la société (ce que les économistes appellent les effets externes) à améliorer l'efficacité de l'ensemble de l'économie. Enfin, ils sont un élément essentiel de la cohésion sociale. Le système éducatif transmet des modes de vie et des valeurs qui favorisent la citoyenneté et la participation des individus à la gestion des affaires publiques. Cet impact des savoirs sur la croissance est un pont essentiel entre la culture et le développement. Les processus d'acquisition des connaissances s'inscrivent nécessairement dans un contexte culturel qui leur donne sens. Ils sont malheureusement aujourd'hui un facteur de discrimination majeur entre les pays ou les catégories sociales. Les populations qui n'y ont pas accès sont particulièrement handicapées dans leur lutte contre la pauvreté.

2.2 *La deuxième interface : la production culturelle*

Une deuxième interface majeure entre culture et développement est la notion de **production culturelle**. Précisons d'abord les termes. La production culturelle correspond aux activités culturelles stricto sensu : littérature, musiques, arts scéniques arts plastiques, cinéma, photographie, télévision, activités socioculturelles. Son champ s'est brusquement élargi dans la période récente pour deux raisons. D'une part, les progrès de la technologie ont induit une large diffusion des biens et services culturels. Les moyens modernes de communication qui utilisent l'image et le son numériques conduisent à une multiplication et à une diversification de l'offre. Ils permettent la création d'espaces virtuels (CD-ROM, multimédias) qui s'ajoutent aux espaces culturels traditionnels. Les grands musées proposent aujourd'hui des itinéraires de visites sur CD-ROM ; de même, les grandes encyclopédies font l'objet de logiciels interactifs. De grands spectacles sont intégrés dans des circuits de télévision où le paiement se fait à la carte. L'extension du champ de la production culturelle, s'il crée les conditions d'une diffusion des droits de propriété sur les biens et services, est donc à l'origine de nouveaux problèmes relatifs à l'ouverture des marchés, à la diversité des cultures et à la justice.

L'ouverture des marchés culturels peut être mise en cause par la formation de monopoles ou de cartels. La diversité des cultures peut être menacée par des lois économiques qui concentrent le capital culturel dans certaines régions ou dans certains groupes et ignorent les marchés peu solvables. Une telle concentration nuirait à la participation des populations à leur développement. Enfin, l'extension inévitable du champ de la production culturelle marchande pose un problème de justice distributive. Elle peut marginaliser les personnes qui sont dans une situation matérielle précaire et créer une véritable exclusion culturelle à l'intérieur d'une même communauté. Les risques et les chances liées à l'extension du champ de la production culturelle marchande renforce la pertinence des droits culturels fondamentaux.

A propos du capital humain qui est une partie du capital culturel, deux observations supplémentaires peuvent être formulées. La première est relative à sa valorisation. Etant incorporé dans les personnes, ce capital est rentabilisé et amorti dans les activités de ces personnes. Se pose alors la question du partage des gains entre l'individu et la collectivité qui a financé ou favorisé la constitution du capital culturel. Ce partage peut prendre des formes multiples : contribution bénévole à la vie associative, encadrement des jeunes en formation, libéralités diverses. Il est un enjeu majeur pour une nouvelle solidarité à l'intérieur des communautés nationales ou régionales. La seconde observation concerne les patrimoines culturels. Une partie de ce patrimoine est un bien non renouvelable qui est menacé par la disparition des individus qui l'incorporent ou le protègent. Cette partie n'a pas de valeur marchande. Elle est pourtant un enjeu essentiel pour la diversité des cultures. Il est légitime de soulever alors la question de sa protection par les communautés nationale et internationale à l'instar des biens naturels qui font déjà partie du patrimoine commun de l'humanité.

2.3 *La troisième interface : les échanges*

Le troisième point de rencontre entre capital culturel et développement est la notion d'**échange**. La vie d'une culture dépend des interactions et des confrontations entre les personnes à l'intérieur d'un espace donné. Elle exige également l'ouverture des frontières de cet espace vers d'autres cultures. Le développement économique suppose les mêmes éléments. Il a pour condition préalable la construction d'un réseau de relations qu'on peut appeler un marché tant au niveau national qu'au niveau international. L'institutionnalisation de ces échanges donne lieu à la formulation de règles qui ont un caractère culturel. Qu'elles soient des lois, des conventions ou des contrats, ces règles permettent de coordonner les actions des individus. Elles rendent le marché moins aveugle et lui permettent de s'inscrire dans le temps.

Les échanges, bases du capital culturel et du développement, ont deux autres points communs : la multiplicité des acteurs et le rôle-clé joué par l'information. La culture comme le marché implique une multitude de participants. L'exclusion est une entrave à la vie culturelle, mais elle est également une entrave aux échanges. A ce niveau, l'idée de marché ne peut masquer ses liens de filiation vis-à-vis du concept de citoyenneté. La vision de l'économie d'échanges d'A. SMITH est la descendante directe de la théorie du pacte social de LOCKE et de la théorie des droits naturels de PUFENDORF. Il ne peut y avoir de liberté des échanges sans liberté des personnes. La démocratie appartient au patrimoine commun de l'humanité comme l'écrit AUNG SAN SUU KYI dans un discours récent³. Si les échanges culturels exigent la participation du plus grand nombre, ils produisent en retour de l'information. Cette dernière est donc un point de contact privilégié des deux domaines concernés par notre propos. Sa régulation par la loi et le marché est un enjeu essentiel pour le respect des droits culturels des personnes et des communautés.

2.4 *La quatrième interface : le développement durable*

Dans cette présentation des rapports entre logique du développement et logique du capital culturel, il reste à aborder la question du développement durable. Depuis le rapport BRUNDTLAND, le **développement durable** est défini comme un processus qui donne aux générations futures les mêmes potentialités de croissance qu'aux générations présentes. Dans les faits, la **soutenabilité** signifie le maintien en valeur de l'ensemble des patrimoines existant dans une société donnée, que ces patrimoines soient humains, matériels, naturels ou culturels. Cette unicité de la définition cache en réalité une dualité des objets. Les sociétés peuvent accepter une substitution complète entre les différents patrimoines. On parle alors de soutenabilité faible. Elles peuvent au contraire la refuser partiellement en précisant, pour certains types de patrimoines, des valeurs critiques. La définition de valeurs critiques est justifiée par deux types de considérations.

³AUNG SAN SUU KYI, *La démocratie, patrimoine commun de l'humanité*, in *Courrier de l'UNESCO*, Paris, n°32, mars 1995.

Tout d'abord, le concept de soutenabilité faible ne fait référence qu'aux seules valeurs de marché ; il ignore l'existence d'un patrimoine naturel et culturel non marchand, mémoire du passé, qui possède une valeur d'existence et une valeur de legs pour les générations futures. Il néglige en conséquence l'aversion pour la perte qui caractérise l'attitude de la population vis-à-vis de ce patrimoine.

S'ajoute à cela l'asymétrie fondamentale entre le capital manufacturé et le capital culturel à l'égard de l'irréversibilité. Le capital technique est toujours susceptible de varier rapidement et symétriquement (à la hausse ou à la baisse) selon la volonté de l'homme. Le capital culturel et sa composante le capital naturel ont, par contre, des temps de vie beaucoup plus longs. Leur déclin ne peut être enrayeré si les prélèvements ou les détériorations antérieures ont dépassé un certain seuil. On en déduit généralement que leur gestion doit obéir à un principe de précaution. Celui-ci oriente les décisions vers les options les plus prudentes et préserve le potentiel de choix offert aux générations futures.

De même, le principe de précaution fonde la définition des valeurs critiques qui prennent en compte l'inscription du développement dans une histoire. Il incite à des choix normatifs et la logique économique doit alors s'ouvrir à l'éthique. La gestion de l'environnement a une dimension culturelle profonde qu'il est vain d'ignorer. Les valeurs, les croyances, les savoirs et les traditions déterminent au présent et au futur le rapport qu'entretiennent les individus à la nature.

3. Le nouvel élan des villes

Comment faire vivre les droits de l'homme dans la perspective d'un développement humain et durable ? Comme le montre les paragraphes précédents, la question de la préservation et de l'enrichissement du capital culturel est à cet égard très important. Quels rôles peuvent jouer les nouveaux Etats-Régions dans cette dynamique ? Sont-ils mieux ou moins bien placés que les Etats traditionnels ? N'y a-t-il pas le risque d'une dissolution des identités culturelles dans les particularismes régionaux ? Peut-il y avoir cohérence entre le développement des diversités culturelles et la nécessaire universalité des droits de l'homme ?

La question de l'échelle à laquelle peut être préservé et enrichi le capital culturel ne peut pas recevoir de réponse univoque. En ce qui concerne le capital humain, l'expérience récente prouve un accroissement du rôle des Etats-Régions et des grandes villes. De par leur rapport étroit avec la population et les milieux économiques, également de part leur souplesse de gestion, les collectivités intermédiaires (régions, grandes villes) sont mieux placées pour diversifier l'offre et créer des réseaux de formations avec leurs correspondantes étrangères. L'expérience des échanges Erasmus est sur ce point particulièrement éclairant. Ce fut un mouvement qui fut soutenu par les Etats traditionnels mais dont l'initiative revient aux différentes universités.

Le rôle positif joué par les régions et les villes dans le développement de l'enseignement secondaire et technique est également à souligner. Il semble que les villes et les régions puissent davantage concrétiser le droit à l'éducation que les macro-états. En ce qui concerne la production culturelle, la même observation peut être faite. Les macro-Etats centralisés et désargentés ont les plus grandes difficultés à prendre des initiatives dans ce domaine alors que les Etats-Régions et les grandes villes ont pris des engagements qui favorisent la diversité culturelle et attestent de la vitalité de ces collectivités publiques. Nous pensons ici à leur rôle dans la conservation du patrimoine, dans le renouvellement et le développement des musées, des festivals et des rencontres internationales. Nous pensons aussi au soutien qu'elles accordent à la création artistique dans tous les domaines. Comme nous l'avons souligné plus haut, cette participation active à l'enrichissement du capital culturel est certainement un facteur d'inégalité entre les populations des zones urbaines et celles qui viennent des régions les plus excentrées aux activités plus traditionnelles.

D'autres formes de capital culturel exigent pour leur préservation et leur enrichissement une coopération active entre le pouvoir central (qu'il soit national ou européen) et les pouvoirs locaux. Il en est ainsi pour l'état de droit et les libertés publiques qui sont hors de portée des seules régions ou grandes villes même si celles-ci peuvent contribuer fortement à leur développement. Il en va également de même pour le capital naturel qui est une composante essentielle du capital culturel. Si les initiatives peuvent venir des grandes villes ou des régions (et la Suisse constitue à ce sujet un très bon exemple), la fixation des normes ne peut être réalisée qu'à un niveau national ou européen en raison de contraintes physiques (la pollution ne s'arrête pas aux frontières) ou d'enjeux économiques. La coopération transfrontalière est à ce sujet particulièrement souhaitable.

Reste alors les deux questions de cohérence relatives aux identités culturelles et à l'universalité des droits. Le respect des identités culturelles régionales est encore aujourd'hui une question sensible au point qu'elle fonde les réticences de certains états à propos d'une déclaration des droits culturels. Le respect des droits culturels des minorités en relation avec des communautés plus vastes (nationales ou transnationales) est un principe de base de la démocratie. Il suscite souvent des difficultés d'ordre économique ou politique en raison d'effets de domination de certaines régions sur d'autres régions. Ces effets ont pu être aggravés par la crise économique récente. L'équilibre des pouvoirs et la participation des citoyens sont très importants à ce niveau pour apporter les garanties et définir les arbitrages nécessaires.

Beaucoup plus délicate sur le fond est le conflit qui peut surgir entre le respect des diverses traditions culturelles ou religieuses et la nécessaire universalité des droits de l'homme. L'Arabie Saoudite n'a pas voté la déclaration de 1948 car elle la juge contraire avec son interprétation de la loi islamique. En réalité, l'universalité dans le respect de la dignité humaine admet toujours le principe de diversité culturelle mais en donne les limites afin d'éviter que ces diversités culturelles servent à justifier des pratiques inhumaines ou des violations des droits fondamentaux de la personne.

En conclusion, l'analyse de la place du capital culturel dans le nouveau cours du développement met en lumière les chances et les risques de ce processus pour l'application des droits fondamentaux des personnes. Une de ces chances est le rôle accru que peuvent jouer les villes dans la garantie et la concrétisation de ces droits. L'observation n'est pas surprenante si l'on pense que les villes ont toujours été au cœur de la vie démocratique. Elles ont joué traditionnellement sous nos latitudes un rôle d'accueil et d'intégration, d'abord de la population venue des campagnes, puis de la population étrangère. Mais le nouveau cours du développement les place face à des responsabilités nouvelles tant en ce qui concerne le droit au travail que les droits à l'éducation et à la sécurité. Elles en ont pris conscience, comme l'indiquent les documents préparatoires au colloque, en particulier le texte relatif au développement durable.

Cette prise de conscience et cette volonté d'action sont une source d'optimisme pour une réelle universalité des droits de l'Homme. Mais il ne faut pas oublier les risques que fait peser la nouvelle importance du capital culturel sur le cours du développement. Risque de nouvelles injustices pour des populations qui n'auraient pas accès à ce capital au sein même des nouveaux Etats-Régions. Risque d'une mauvaise maîtrise des diversités culturelles qui accentuerait les forces centrifuges dans nos sociétés. Risque enfin d'une coupure entre les pôles de concentration du capital culturel et les mégalopoles aspirées dans une spirale d'appauvrissement en raison des conséquences de l'économie informelle et des carences dans les domaines vitaux de la santé, de l'éducation et de la sécurité des personnes. L'application du principe de responsabilité commune des villes et des Etats dans les grandes communautés urbaines d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud est certainement un des grands enjeux pour le développement humain en cette fin de siècle.

Bibliographie

- CONSEIL DE L'EUROPE [1997], "In from the Margins; A contribution to the debate on Culture and Development in Europe", Strasbourg, Culture Committee.
- CUCHE Denys [1996], "La notion de culture dans les sciences sociales", Paris, Collection Repères, La Découverte.
- DDC (Direction du développement et de la coopération) [1998], "Promotion des droits de l'homme et coopération au développement", Berne.
- DUPUIS Xavier [1991], "Culture et développement: de la reconnaissance à l'évaluation", Paris UNESCO/ICA.
- FREEMAN Michael [1998], "Human Rights and Real Cultures: Towards a Dialogue on 'Asian Values'", Netherlands Quarterly of Human Rights, Vol. 16/1, pp.25-39.

- GAPANY Hélène et FRIBOULET Jean-Jacques [1998], "La dynamique culturelle du développement; Concept et mesures", Université de Fribourg, Working Papers no 307 FSES, Août.
- GASPER Des [1995], "Culture and Three Levels in Development Ethics - from advocacy to analysis and from analysis to practice", Working Paper Series No.195, The Hague, The Netherlands, Institute of Social Studies, April.
- MEYER-BISCH Patrice (éd.) [1993], "Les droits culturels, une catégorie sous-développée des droits de l'homme", Fribourg, Editions Universitaires.
- MEYER-BISCH Patrice (éd.) [1998], "Projet relatif à une déclaration des droits culturels", Paris, UNESCO et Fribourg (Suisse), Editions Universitaires, à paraître: décembre.
- OHMAE Kenichi (1995), « The End of the nation State », Mc Kinsey and company Inc, Trad. française, De L'Etat-Nation aux Etats-Régions, DUNOD, Paris, 1996.
- PNUD, (1998) "Rapport mondial sur le développement humain", Paris, Economica,
- SEN Amartya [1983], "Choice, Welfare and Measurement", Oxford, Basil Blackwell.
- SCHULTZ Theodor W. [1993], "The Economics of Being Poor", Oxford U.K. et Cambridge USA, Blackwell.
- UNESCO [1994], "La dimension culturelle du développement; vers une approche pratique", Paris, UNESCO.
- UNESCO [1996], "Notre diversité créatrice", Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, Paris.
- UNESCO [1997], "L'Approche Culturelle du Développement - Manuel de planification: principes et instruments", Paris, Juin.
- UNRISD / UNESCO [1997], "Towards a World Report on Culture and Development; Constructing Cultural Statistics and Indicators", Report of the Workshop on Cultural Indicators of Development, Royaumont Foundation, France, 4-7 January 1996, Paris.
- WORLD BANK [1992], "Culture and Development in Africa", Proceeding of an International Conference held at the World Bank, Washington D.C., Ismail Serageldin and June Taboroff Editors, April.



Ciutats per als drets humans CONFERÈNCIA EUROPEA
CONFERENCIA EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFÉRENCE EUROPÉENNE
EUROPEAN CONFERENCE **Cities for human rights**

Margareta Grape

Curriculum vitae

Margareta Grape born 1948

Head of the International Department of the City of Stockholm

Degree in theology from the University of Uppsala 1974

Before assuming the position in the City of Stockholm, Director of the Olof Palme International Center in Stockholm

Former member of the board of SIDA - The Swedish International Development Authority - the governmental agency for international cooperation

Member of the Swedish Board of Migration

*Margareta Grape
Head of International Department
City of Stockholm*

Human rights and equal opportunities - responsibility for local governments

The international context

Fifty years have passed since the United Nations adopted the Universal Declaration of Human Rights. Since 1948 the world has changed profoundly. Colonies have obtained their independence. The cold war is over and Europe is in the process of integrating its eastern and its western parts. Apartheid in South Africa has come to an end. The era of military dictatorships in Latinamerica seem to have become history and more nations than ever declare themselves democratic.

All this is very encouraging and beyond any doubts the Universal Declaration of Human Rights has played a crucial role in uniting the nations of the world around basic norms of human conduct.

But human conditions have not only changed for the better. The environmental, and economic context in which every days life is shaped has changed dramatically. Pollution of air, water and soil is a threat to the whole mankind. Regardless where we live we are all affected by the ongoing deterioration of the environment. Polluted air is very disrespectful of national borders, so is contaminated water. In the Baltic area we experience how the environmental situation i one city has effects in neighbouring countries and cities. The air and the water we do have in common. There is no way around that fact. It hence in the end does not help if your own city has effective systems to take care of waste water or garbage. If neighbours don't or can't, the consequences are palpable far beyond city-boarders. It is not only as concerned neighbours we in Stockholm try to contribute to solving the urgent problems of waste water treatment and waste disposal in baltic or russian cities by the Baltic sea. We simply depend on a good environment in other cities to be able to develop a good environment in our own. It is an expression of enlightened self interest to work closely with our neighbours in this and other fields.

But not only environment is perceptibly global - so is economy. Governments are, to an extent we never have experienced before, deprived of possibilities to shape but a small part of national economies. Lately we have seen many examples how economic and political crises in the Asian countries, and a sexually frivolous president in the US influence stock markets all over the world. External factors are decisive for national and for that matter local governments in their efforts to formulate and implement national or local policies.

Globalization is the general context in which the local governments have to develop policies in defence of fundamental human rights. On the one hand the international discourse in favour of human rights is stronger than ever, on the other - the possibilities

for national or local governments to shape a social policy that is substantially different from the surrounding world is gradually more marginal.

Already a superficial analyses indicates that it is essential for national and local governments to develop a broad international dialogue around social and citizen-oriented issues. It is necessary to create similar social conditions over national borders, otherwise the globalized economy will increase social and regional polarisation. It will never be possible to realise the dreams of a turning Europe into a prosperous continent unless the situation of the citizens are becomes a central interest. About 80% of the European population lives in cities, and that must be reflected in the agenda of the Union for the years to come. It is necessary to prepare an urban agenda addressing the social, economic, environmental and cultural situation that constitutes the every days life of most people throughout the continent.

Bottom-line for human decency

The Universal Declaration of Human Rights is a basic document for human decency. It is of great value that the nations of the world have committed themselves to defending fundamental rights such as

- the right to life
- the freedom of expression
- the freedom of assembly
- the right to just trials

and all the other rights stated in the declaration constitute a jointly agreed platform for the relation between states and individuals.

It is an enormous achievement that it has proven possible to agree on fundamental principles across cultural and religious borders. There is hence no contradiction between the urge to recognise that our societies are becoming gradually more pluricultural and plurireligious on the one hand, and a global acceptance of a common values on the other. It has shown possible to identify and to honour a set of values without making exceptions and adjustments due to differences in cultural or religious backgrounds. The declaration of human rights is one of the few points of convergence where the entire humankind can coincide. The declaration can be defended without forcing anyone to decline from convictions rooted in religious or cultural creeds. In the declaration of human rights we simply find an articulated bottom-line for human decency. There are of course groups that don't accept the formulations in the universal declarations, but they are rather extreme, and not significant in the international community.

Shared responsibility to defend human rights

International community

The international community has an imperative obligation to supervise the situation concerning human rights and to commit itself to a continuous commitment to diffuse the basic values behind the declaration. In the name of subsidiarity the international

community has a responsibility to take joint actions against countries who violate the basic human rights of their own citizens. When national governments fail, or do not want to, guarantee that their own citizens are protected from abuses in accordance with the universal declaration, the international community must act. That is the ultimate consequence of the often, and correctly so, honoured principle of subsidiarity.

National governments

National governments have a responsibility to make the respect of fundamental human rights an integrated part of national values interpreted in legislation and in the attitudes of the authorities vis a vis the citizens. It is not only countries like south Africa or Chile where the flagrant abuse of human rights is a part of the traumatic history of these countries, that it is important integrate the discourse on human right into the general national discourse. Also in countries where the general respect of human rights since long is a part of the general political culture, is it important to confirm and reconfirm the commitment to common international values in the field of human rights.

Local governments

Local governments have no legislative power, but never the less they do play an indispensable role to defend, implement and to develop human rights. For many, the local authorities are the only public authorities they ever get in touch with except for those who for one reason or an other are brought in front of the judicial system. The local governments, and the local authorities do hence have an important role to play as the ultimate defence-line for democracy, and to maintain and to deepen the confidence in democracy itself. If the citizens do not have confidence in the ability of the local authorities to deliver the necessary preconditions for a life in dignity; good basic education, safe streets, reasonable houses, good cultural environment, clean air, soil and water, good traffic systems etc. there is a clear risk that the confidence in democracy itself will be undermined. The emergence of political parties in Europe that do question democracy is a serious alarm, so is the tendency of declining polling in general elections, as was a clear tendency in for instance in the last elections in Sweden.

In many ways local governments and local authorities are carriers of and entrusted with the responsibility to make the intentions of the universal declaration set root in ordinary peoples daily life. Particularly so since the declaration is not only a document listing legal rights but also a document stating values in the society that goes beyond the letter of the law. The declaration expresses a strong commitment to respect and dignity in human relations. As stated in the bible, it is by the fruits the tree is judged, and in connection with the human rights many of the fruits are to be harvested in a local context.

I suggest that the role of the local governments in relation to human rights can be defined as follows:

1. To *strengthen the attitudes* in favour of the spirit of the declaration of human rights
2. To assume the responsibility for *early warning* vis a vis the national government when groups in the local community are running obvious risks of social exclusion and poverty.

3. To shape local policy in such a way that is seriously addresses the *basic needs* of the population in general, and the marginal groups in particular

From creed to deed in local communities

** Equal opportunities for poor*

Social and ethnic segregation is not created by the cities, but cities have to deal with the consequences of growing social gaps. The cities are not able to fundamentally alter structural changes that diminishes the demand for traditional industry workers or unskilled labour. But they can develop educational policies aiming at preventing that the children of unemployed parents become predestined to unemployment and social exclusion as they grow up. Cities do have possibilities to reinforce either the tendencies towards increasing segregation, or to actively promote social cohesion at different levels. Policies for city planning, education, health-schemes, public security, culture etc. are important instruments to promote either cohesion or segregation at city level. It is entirely utopian to believe that it is possible to eliminate social differences, but it possible to prevent that social gaps are petrified through segregated housing areas, schools cultural arenas etc.

** Equal opportunities at the labour market*

We have undergone a dramatic shift in the labour market. Unskilled workers and traditional industry jobs are decreasing rapidly. A considerable part of those who are long term unemployed belong to that category. The new labour market that develops requires new skills, skills that many of the unemployed do not have. The former relation between employment and economic conjuncture seems to be broken. On the contrary we have several examples of how it is difficult for expanding sectors to recruit staff, although there is a high level of unemployment. The supply simply does not match the demand.

There is a big risk that the children of those who are long term unemployed today, will, as it were, inherit the unemployment and become the unemployed of tomorrow. In parts of Europe we can see tendencies of that. The new labour markets have new requirements both regarding education and so called social competence. In regard to this the local authorities have an important task in providing children from deprived areas with schools and training programmes of high quality, if not - these children will not have equal possibilities to compete on reasonable terms.

** Equal opportunities for women*

Women's participation in society, both in the labour market and in political life requires day-care for children and reasonable arrangements for the elderly. The demand for care both for children and for elderly is constant in all communities, but the way we meet the demands are different. If we leave no other possibility but to solve the problems within the families, it automatically means that women are excluded from equal opportunities with men. While we through assuming a joint responsibility to plan for good day-care-solutions and for care of the elderly provide an indispensable prerequisite for women to live a public life. In this respect local authorities play a crucial role in co-ordinating

resources emanating from the public sector as well as resources from the civil society and the private sector.

** Equal opportunities for immigrants*

The issue of immigration is getting more and more important in the European cities. It is not within the municipal mandate to decide on legislation concerning citizenship, the right to vote for non citizens or concerning other legal matters of great importance for the immigrants. But still local governments have an important role to play in relation to the immigrant community in their cities. It is true that immigrants cross a national boarder and are accepted or rejected by governments, but it is likewise true that immigrants always live in a local community. They live in houses within the limits of cities. The children attend schools in the cities and the jobs are to be found in cities.

The legal aspects on citizenship is not to be dealt with by the cities, but the cities can through its policies promote employment, equal access to good quality in education, provide reasonable housing and a vivid cultural life lay the foundation of integration of immigrants. If the already existing social segregation - physically visible and socially perceptible is reinforced by an ethnical segregation - our cities will be transformed into insecure places for all the inhabitants. Comprehensive programmes to renew the local labourmarket, promotion of tourism, high profile in educational programmes, support to small and medium enterprises, cityplanning aiming at preventing the development of socially and ethnically segregated housing areas, social security as the very last resort when all other possibilities have been tried - are all together necessary themes in a local policy aiming at promoting the development of socially and ethnically integrated cities.

Human rights - more than a declaration

The vast majority of the people living in the cities of the world have but vague knowledge of the wordings in the Universal Declaration of Human Rights. It is important that all democratic governments regardless they are on national, regional or local level, to repeatedly remind the citizens of the existence of the declaration, and of the values on which the declaration is founded. But it will never be enough to verbally honour the declaration and it is not enough to regard the declaration as a legal document alone. It is imperative for international as well as national legislation to protect the citizens from abuses of their human rights, as defined in the declaration, but it is also important for them to make the culture of human rights grow both nationally and internationally. Local politicians and local civil servants have an indispensable role to foster a local climate of mutual respect, where the citizens are listened to and taken seriously, where the basic social needs are made a priority for joint actions and planning.

The cities play a crucial role as the ultimate defenceline for democracy, social integration and ultimately the basic values described in the Universal Declaration of the Human Rights. People believe in what they can see and experience in their own lives. If we fail in providing people living in the cities with basic prerequisites for a life in dignity, as described in the Universal Declaration, the confidence in the seriousness of the declaration will fail. It will turn into a declaration in principle, and not a declaration of a joint and over and over again reconfirmed commitment to respect and protect basic

human rights aiming at giving all men women and children living in our cities reasonable possibilities to live a life in human dignity.



Ciutats per als drets humans ciutatsperaldrets.org
Ciudades por los derechos humanos
Villes pour les droits de l'homme
Cities for human rights

Gurutz Jáuregui

Gurutz Jáuregui. Curriculum Vitae resumido .

Catedrático de Derecho Constitucional en la Facultad de Derecho de la Universidad del País Vasco, en San Sebastián. Ha sido profesor visitante en diversas Universidades extranjeras: Universidad de Oxford (St. Antony's College), Universidad de Nevada, Universidad de Reykyavik, y Consiglio Nazionale delle Ricerche, en Roma.

Ha sido Vicerrector de la Universidad del País Vasco, Decano de la Facultad de Derecho de San Sebastián, y Director del Departamento de Derecho Constitucional y Administrativo de la misma Universidad.

También ha sido consultor científico de las Naciones Unidas (UNRISD), en materia de resolución de conflictos étnicos.

Ha publicado los siguientes libros:

- Ideología y estrategia política de ETA. Siglo XXI. Madrid. 1981.
 - Contra el Estado-Nación. En torno al hecho y la cuestión nacional. Siglo XXI. Madrid. 1986.
 - Las Comunidades Autónomas y las Relaciones Internacionales. IVAP. Oñati. 1986.
 - La Comunidad Autónoma del País Vasco y las relaciones internacionales. IVAP. Oñati. 1989.
 - La Nación y el Estado nacional en el umbral del nuevo siglo. Centro de Estudios Constitucionales. Madrid. 1990.
 - Decline of the Nation-State. Nevada University Press. Reno-Las Vegas 1994.
 - La democracia en la encrucijada. Anagrama. Barcelona. 1994.
 - Entre la tragedia y la esperanza. Vasconia ante el nuevo milenio. Ariel. Barcelona. 1996.
 - Los nacionalismos minoritarios y la Unión Europea. ¿Utopía o Ucronía?. Ariel. Barcelona. 1997.
- Además de estos libros individuales, ha coordinado o participado en la publicación de una veintena de libros, así como numerosos artículos en diversas revistas científicas tanto españolas como extranjeras.

- Es colaborador habitual, en la página de opinión, de los diarios “El País”, de Madrid, “El Correo”, de Bilbao, y “El Diario Vasco”, de San Sebastián.

- Ha obtenido, entre otros, el Premio Ana Frank por su aportación a “La Cultura de la Paz” (1996).

- Es miembro de varias asociaciones científicas internacionales, así como miembro del consejo asesor, o de redacción, según los casos, de diversas revistas científicas.

Ciudades e identidad en el umbral del siglo XXI

Gurutz Jáuregui
Catedrático de Derecho Constitucional
Universidad del País Vasco

1. El resurgimiento de las identidades colectivas.

En los últimos años se ha producido un importante surgimiento o, en su caso, resurgimiento, de las reivindicaciones identitarias y de los nacionalismos a lo largo y ancho de Europa. Algunas de las causas y manifestaciones de esta explosión provienen de antiguo. Se remontan al momento en que se inició el proceso de formación de los primeros Estados nacionales modernos europeos. Otras, más recientes, aparecen ligadas de forma más concreta al posterior desarrollo de la sociedad industrial, y particularmente a su transformación actual como sociedad tecnológica.

A partir de la consolidación de los modernos Estados nacionales se extendió en la cultura occidental, la idea de que las reivindicaciones nacionales de los colectivos o formaciones históricas premodernos constituían rémoras del pasado, careciendo, en consecuencia, de sentido alguno en la Europa moderna. Reduciendo el nacionalismo a la categoría de fenómeno histórico intrínsecamente ligado al advenimiento y consolidación de la burguesía, una vez que esta había accedido al poder, quedaba decretada de modo oficial el acta de defunción de las identidades premodernas y de los nacionalismos.

Sin embargo, la persistencia del fenómeno nacionalista durante estos doscientos años y, sobre todo, su eclosión a partir de la década de los sesenta de este siglo, ha puesto en cuestión esa creencia generalizada. La, cada vez más extendida, exigencia de recuperación de la propia identidad por parte de tantas y tantas formaciones que aparentemente se creían desaparecidas muestran la inconsistencia de las tesis hasta ahora dominantes, según las cuales la revolución industrial y tecnológica con el correspondiente desarrollo de los bienes culturales y de la educación de masas provocaría un proceso de asimilación en directa proporción al proceso de industrialización y modernización. Tales tesis partían de una base errónea cual era la de considerar la diversidad de culturas no como un

fenómeno natural, resultante de las relaciones directas o indirectas entre las sociedades, sino como una especie de monstruosidad o escándalo.

La diversidad de culturas y su protección no constituye un lujo de antropólogos sino una necesidad perentoria. En contra de lo reseñado por los teóricos de la modernización la tendencia a la uniformización y homogeneización por parte de la sociedad industrial hasta ahora, y tecnológica actualmente, no constituyen un proceso necesariamente consustancial al de la modernización. Otra cuestión diferente es que por parte de los actores dominantes de esas sociedades, y en beneficio de sus propios intereses, se presente tal uniformización como sistema ideal.

Es así como se entiende el, a primera vista, sorprendente resurgimiento del fenómeno nacionalista, al menos en Europa. Este resurgimiento no puede explicarse sólo en base a una reactivación de razones históricas que se hallaban en estado de hibernación. Obedece también a determinadas causas que tienen una relación directa con la presente situación de las sociedades desarrolladas, y que pueden resumirse en una doble crisis social y jurídico-política vigente en el actual mundo desarrollado. De una parte el rechazo de la anomia provocada por la sociedad tecnológica y, de la otra, la crisis del Estado-nación derivada del proceso de globalización.

Gobernada como una superempresa, la sociedad tecnológica actual tiende a condenar a la ineficacia muchas de las formas de solidaridad humana, sustituyéndolas por relaciones de pura funcionalidad. Tanto las manifestaciones de identidad como los valores culturales resultan sustituidos, o cuando menos subordinados, a los modelos de comportamiento y a las formas de pensamiento directamente ligadas a la productividad y al consumo. Ello provoca una tendencia a una reducción generalizada tanto del individuo como de las colectividades humanas, a través de fórmulas de integración que hacen ver lo diferente como no conveniente, en cuanto no acorde con las pautas marcadas por los poderes homogeneizantes.

La sociedad de consumo y el desarrollo tecnológico han provocado una pérdida de la autonomía individual. Tal pérdida no resulta tan sólo una consecuencia del progreso técnico, el cual tiende en cierto modo a anular la individualidad, sino que, en no pocas ocasiones, constituye también una

consecuencia conscientemente buscada por los grupos dominantes de la sociedad actual.

Como respuesta a esta situación se ha iniciado una impugnación de los valores propugnados por la sociedad tecnológica, y la búsqueda de una nueva concepción no sólo de la sociedad, sino de la propia vida, manifestada a través de fórmulas o alternativas capaces de accionar, de algún modo, la reconstrucción de la identidad tanto individual como colectiva de los seres humanos.

La sociedad tecnológica se asienta, en buena medida, en el rechazo o la negación de la diferencia. En la sociedad actual, *quien se desvía* es puesto en lugar aparte, resulta expulsado de la coherencia social. Se produce así un conflicto real que da origen a una pugna, en la práctica social y política, entre los *poderes homogeneizantes* y las *capacidades diferenciales*. Uno de los debates que más profundamente dividen al mundo actual es el que enfrenta a los partidarios de la diferencia, del multiculturalismo, y a los defensores de la uniformización universalista.

La homogeneización uniformadora resulta consustancialmente contradictoria con la diversidad de los seres humanos. Por ello, la reivindicación de la diferencia puede contener connotaciones transformadoras de la sociedad actual en cuanto cuestionadora de las propias bases de legitimación de la sociedad tecnológica. Pero también puede provocar y de hecho está provocando males inmensos y brutales tales como la limpieza étnica, la eliminación física o síquica del diferente, etc...

Pues bien, en el momento actual en el que las ideas se encierran sobre sí mismas y en el que las formas más cerradas de nacionalismo se atrincheran para resistir la invasión de los poderes homogeneizantes, la única salida consiste en el establecimiento de una sociedad que asocie "la mayor cantidad posible de diversidad cultural con el uso más extenso posible de la razón"¹.

¹. Touraine, Alain. *¿Qué es la democracia?*. Temas de Hoy. Madrid. 1994. Pags. 297/8.

Para ello resulta imprescindible precisar qué se entiende por *diferencia*. El término *diferencia* no resulta antónimo del término *igualdad*, sino del de *uniformidad*. La diferencia no tiene porqué resultar necesariamente contradictoria con la igualdad social, económica y política, sino todo lo contrario. Antropológicamente, los seres humanos, en cuanto únicos e irrepetibles, somos diferentes, y por tanto, en muchos aspectos, desiguales. Ello implica el reconocimiento y ejercicio en plena libertad de esas diversidades, pero partiendo siempre de una igualdad en el plano jurídico, político, social y económico.

Por esa razón, el derecho a la diferencia, al igual que cualquier otro derecho, se halla limitado por un sustrato básico de derechos común a todos los individuos, y que se halla representado por las Declaraciones de Derechos consustanciales a los Estados democráticos. El espíritu democrático debe sustentarse en la necesidad de una permanente interdependencia entre la unidad y la diversidad, una interdependencia que permite reconocer a los seres humanos como individuos libres, pero al mismo tiempo como miembros de determinadas colectividades culturales, religiosas, económicas, etc...

Es precisamente esa reivindicación de la diferencia la que en buena medida se encuentra en el origen de numerosos movimientos sociales alternativos y ONGs surgidos en las últimas décadas. Se expresa en campos muy diversos, que afectan a las diferencias más íntimamente ligadas al ser humano individual: el rol del hombre y la mujer, la sexualidad, las relaciones familiares, etc.; a situaciones humanas diversas: derechos de los minusválidos físicos y mentales, de los ancianos y los niños; a la defensa de las condiciones de vida mediante la exigencia de un equilibrio ecológico, de una ciudad habitable, o de la reivindicación del apego al lugar de residencia; al desarrollo del tercer mundo; y así hasta una sucesión infinita de manifestaciones que, en definitiva, provocan un trastocamiento de la filosofía de la sociedad tecnológica, al situar al ser humano tanto individual como colectivamente, en el centro teleológico de todas las actividades humanas.

La reivindicación de la diferencia adquiere así una importancia extraordinaria en cuanto elemento de contestación del sistema sociocultural de las sociedades tecnológicas, al producir una ruptura con esa filosofía de

la selección de los mejores y de la competitividad, que incentiva y premia a quienes actúan de conformidad con el papel previamente asignado por los grupos dominantes.

Uno de los numerosos campos en los que se manifiesta la reivindicación de la diferencia lo constituye la lucha contra la aculturación. Una lucha que se manifiesta en una tendencia cada vez más creciente, por parte de grupos culturales y sociales minoritarios, a reivindicar su propia identidad. Es precisamente ahí, en esa línea de contestación a la homogeneización y anomia de la sociedad actual, donde cabe situar algunas de las causas recientes de la, a primera vista, sorprendente y contradictoria explosión de las reivindicaciones nacionales. No constituye precisamente un accidente el hecho de que el resurgimiento moderno de las reivindicaciones nacionales en Europa occidental haya coincidido en el tiempo con los movimientos pacifistas, ecologistas, feministas, etc...

2. Las identidades colectivas y el poder político.

La supervivencia y el afianzamiento de las colectividades humanas exige el mantenimiento de un determinado grado de poder político. Toda autonomía cultural que no vaya acompañada de un auténtico poder político se halla condenada al fracaso. La reivindicación de tal poder político por parte de los grupos o movimientos nacionalistas se ha concretado tradicionalmente en la exigencia del reconocimiento del derecho de autodeterminación. Tal exigencia chocaba frontalmente con el derecho a la soberanía esgrimido por parte de los Estados nacionales.

Hasta ahora esa contradicción había resultado insalvable. Hay, sin embargo, ciertos datos recientes que nos permiten abrir una vía de esperanza, al menos en Europa occidental. Los extraordinarios cambios sociales, económicos, tecnológicos, etc... que se están produciendo en el mundo actual van a afectar -de hecho ya están afectando en buena medida- a las bases y principios políticos en los que se sustenta el mundo actual. Uno de esos principios que más están siendo afectados es la consideración del Estado nacional como forma jurídico-política universal de estructuración de las naciones.

Los Estados nacionales se hallan sujetos a una importante crisis². No voy a insistir aquí en las razones de la misma, ya explicadas en otros trabajos³. Lo que ahora me interesa destacar es que, como consecuencia de esa crisis, los Estados nacionales comienzan a ser cuestionados y superpuestos por otras estructuras jurídico-políticas más acordes con la sociedad actual. Ello hace que el poder político tanto de las naciones que ya lo detentan, como de las que aspiran a obtenerlo no tenga por qué identificarse, necesariamente, con el Estado nación.

Estamos viviendo un acelerado proceso de interdependencia y transnacionalización en todos los órdenes de la vida política, social, cultural y económica. Cada vez resulta más difícil establecer una diferencia entre instituciones públicas y privadas, o entre el Estado y la sociedad civil. Lo mismo ocurre con las instituciones internacionales e internas.

Estos cambios no sólo afectan al ámbito político-institucional, sino a todos los ámbitos, social, cultural, familiar, etc..., de la vida del ser humano considerado tanto individual como colectivamente. Nos enfrentamos ante una profunda crisis del modelo estatal, tal como ha sido concebido hasta ahora. Junto a los conceptos de etnia, nacionalidad, ciudadanía, etc... cada vez nos resultan más comunes conceptos y realidades nuevas tales como integración, asimilación, sincretismo, pluralismo, intercambio cultural, aculturación, etc... La era de la globalización mundial trae consigo no sólo el fenómeno de la transnacionalización económica, política, etc... sino también el de la propia transnacionalización humana a través de los flujos migratorios⁴. La idea de los Estados europeos asentados en sociedades perfectamente homogéneas es una mera ficción. La sociedad europea actual constituye de hecho un complejo y abigarrado *melting-pot* humano donde pugnan por convivir razas, religiones, lenguas, culturas, costumbres y tradiciones extraordinariamente variadas.

² Cuando hablo de la crisis de los Estados nacionales me estoy refiriendo, obviamente, a la situación de los países desarrollados. Carece de sentido hablar de crisis del Estado-nación en el Tercer Mundo sencillamente porque apenas existen Estados nacionales.

³ Vid Jáuregui, G. *Contra el Estado-nación. En torno al hecho y la cuestión nacional*. Siglo XXI. Madrid. 1986; *La nación y el estado nacional en el umbral del nuevo siglo*. Centro de Estudios Constitucionales. Madrid. 1990 y, más recientemente, *Los nacionalismos minoritarios y la Unión Europea: ¿Utopía o Ucronia?*. Ariel. Barcelona. 1997.

⁴ Sobre el impacto de las migraciones en la actual era de la globalización, vid. Nina Glick Schiller y otros (Ed.) *Towards a Transnational Perspective on Migration*. The New York Academy of Sciences. Nueva York. 1992.

Por otra parte, actualmente todos los Estados se hallan abocados de modo irremisible a un estrechamiento de sus relaciones de cooperación, y a una renuncia a parcelas fundamentales de su soberanía, tanto en aspectos territoriales como sectoriales. El ejercicio del poder por parte del Estado está dejando de tener un carácter de exclusividad para basarse en criterios alternativos de compartición o concurrencia. Basta con lanzar una mirada a Europa para percatarnos de que las relaciones intraeuropeas, basadas hasta épocas recientes en el antagonismo entre los diversos Estados nacionales, están derivando hacia una enriquecedora y positiva relación de cooperación que se extiende más allá de los niveles y estructuras rígidamente estatales. A mayor cooperación entre los Estados, mayor el ámbito de asuntos que deben ser regulados conjuntamente y, consecuentemente, menor el ámbito de asuntos objeto de una soberanía exclusiva.

En el mundo actual el protagonismo de las relaciones internacionales no es ya exclusivo de los Estados, sino que corresponde a otros muchos entes, instituciones u organizaciones (intergubernamentales, no gubernamentales, infraestatales o, incluso a entidades privadas de carácter mercantil, profesional, cultural, social, etc...). Estamos pasando de una rígida y hermética estatalización de las relaciones internacionales a una enriquecedora segmentación tanto territorial como funcional. Junto a la diplomacia, aparecen varias formas (global, interregional, transfronteriza, intermetropolitana, etc...) de paradiplomacia cuyo sujeto no es el Estado, y que son perfectamente compatibles con la diplomacia estatal. Las colectividades territoriales (nacionalidades, regiones, municipios, etc.) están adquiriendo un gran protagonismo en esa nueva paradiplomacia mediante una presencia cada vez más intensa (convenios de cooperación transfronteriza, conferencias de poderes locales y regionales, *jumelages*, etc...) en el ámbito de las relaciones internacionales.

Se ha roto definitivamente con la linealidad del Estado nacional sustentada solo en dos grandes pivotes: el pueblo, entendido como la suma de individuos-ciudadanos y el Estado. La soberanía popular, expresada a través de la voluntad de los ciudadanos, sigue constituyendo condición *sine qua non* para la existencia del poder político democrático. Sin embargo, en la actual sociedad de la complejidad, ciudadanía y nacionalidad no tienen porqué ir necesariamente unidas. La nacionalidad designa la pertenencia a

un Estado nacional, mientras que la ciudadanía funda el derecho de participación en la gestión de la sociedad. La nacionalidad crea una solidaridad de deberes, la ciudadanía da unos derechos. Como señala A. Touraine, la idea de Estado nacional ha sido liberadora mientras ha manifestado la unión del Estado y de los actores sociales y culturales particulares en una sociedad política libre, en una nación autoinstituida. Pero ha amenazado a la democracia cuando ha considerado al Estado como el depositario exclusivo de los intereses de la sociedad y, con tal título, lo ha dotado de un poder legítimo sin límite⁵.

El ser humano individual es una entidad muy compleja tanto en sí mismo considerado como en relación con los demás individuos, y por tanto no puede quedar reducido a la sólo condición de ciudadano. En una sociedad desarrollada como la actual somos al mismo tiempo, y sin solución de continuidad, miembros de una familia, de una unidad de parentesco, de un círculo de amigos, de un grupo de vecinos, de grupos de trabajo con los que vivimos experiencias comunes, de una determinada colectividad religiosa, de una comunidad lingüística, de una determinada región, de una o varias estructuras políticas que se desarrollan en escalas y segmentos diferenciados, de agrupaciones ideológicas, o de colectividades que persiguen fines comunes de numerosa y variada índole, y así sucesivamente.

Este conjunto de nuevas realidades está originando un profundo cambio de las concepciones teóricas sobre las que se han asentado tradicionalmente los Estados nacionales. Nos encontramos en el umbral de un nuevo mundo en el que la simbiosis Estado nacional-revolución industrial comienza a ser sustituida por nuevas formas de organización y estructura políticas más adecuadas para la nueva sociedad tecnológica actual. Ni el Estado étnico ni el Estado-nación permiten, salvo bajo las formas de ghettos étnicos y sociales diferenciados, la existencia de la pluralidad y la diversidad.

Resulta muy difícil predeterminar en este momento cuál va a ser la configuración política del futuro, pero sí está claro que, cualesquiera que fueren tales fórmulas, la regulación del propio contenido del poder político y de la soberanía van a ser completamente diferentes del hasta ahora conocido como clásico. Y no es menos evidente que, junto a las realidades

⁵. Alain Touraine. *op. cit.* Pag. 152.

institucionales y territoriales clásicas va a producirse la presencia institucionalizada de otros muchos protagonistas.

Entre estos protagonistas cabe destacar de modo particular a las nacionalidades, regiones, ciudades, asociaciones de municipios, etc..., o incluso los grupos y corporaciones de carácter económico, social, cultural, religioso, etc... Por otra parte, es preciso tener también en cuenta que la relación generada por todos estos colectivos no sólo va a ser de carácter vertical en dirección a las instituciones europeas centrales y viceversa, sino también de carácter horizontal. Así, se van a producir -de hecho se están dando ya⁶- múltiples relaciones tanto bilaterales como multilaterales, perfectamente institucionalizadas, entre los grupos, entes intermedios, *jumelages*, conferencias de poderes locales y regionales, etc... Todo ello va a provocar, como ya se indicó más arriba, importantes consecuencias sobre la vieja concepción de la soberanía.

Es en el marco de esas nuevas formas de organización política donde puede conciliarse la autonomía de ciertas colectividades humanas y el interés general donde puede establecerse una compatibilidad entre los principios de autodeterminación y soberanía. En la actual estructura política ya no resulta imprescindible el mantenimiento del nexo entre autodeterminación y secesión. Ahora bien, la ruptura de ese nexo requiere la expansión de nuevas formas de organización política capaces de superar la rígida estructura en la que hasta ahora se han asentado los viejos Estados nacionales. Para ello, es necesario lanzarse sin miedo a imaginar qué formas de organización política están sustituyendo a los Estados nacionales, y cómo pueden legitimarse y consolidarse en el futuro.

Tales fórmulas deben ser novedosas, acordes con las nuevas circunstancias en las que va a desenvolverse el mundo y, en nuestro caso Europa, en el próximo siglo. Por lo tanto, aunque resulte cómodo inicialmente, hay que huir de ideas, mecanismos e instrumentos que históricamente quizás hayan sido válidos, pero que no son adaptables a las nuevas realidades. Resulta preciso huir de mimetismos. Deben crearse estructuras políticas capaces de

⁶ Existe ya una red de Eurociudades integrada por numerosas ciudades que pertenecen a la mayoría de los países de los Estados miembros. También, a escala más regional, la Red de ciudades C-6, a cargo de seis ciudades españolas y francesas, o la reciente configuración de un Observatorio Fronterizo para una Eurociudad vasca suscrito por la Diputación de Guipúzcoa y el distrito Bayona-Anglet-Biarritz.

revolver y desordenar muchas de las fronteras geográficas y mentales heredadas del Estado-nación y capaces de responder a ese mundo de la complejidad y la multilateralidad en el que nos hallamos ya plenamente insertos.

A las ciudades les espera, en este sentido, una labor importante a realizar. La reivindicación de la identidad suele sustentarse, en no pocas ocasiones, en visiones comunitaristas de Arcadias felices que jamás existieron. Identidad y ciudad han constituido, frecuentemente, términos y realidades separados, cuando no antagónicos. Siempre se ha tendido a considerar a la ciudad moderna como el prototipo de la negación de las identidades que el comunitarismo pretende recuperar⁷.

Tal visión, además de injusta, carece totalmente de sentido. La inmensa mayoría de la actual población mundial reside en ciudades grandes, medianas o pequeñas. Por ello, toda recuperación de las identidades que no tenga en cuenta a las ciudades se halla irremisiblemente condenada al fracaso. Por ello, resulta imprescindible el establecimiento de políticas urbanas acordes con el respeto y el desarrollo de las identidades. Las ciudades y las colectividades identitarias (lingüísticas, culturales, religiosas, colectivos de inmigrantes, etc...) deben dejar de darse la espalda y comenzar a elaborar políticas de desarrollo social, cultural, urbano, etc.. basadas en el reconocimiento de la pluralidad tanto de los individuos como de los grupos. La tarea que espera a las ciudades en este ámbito es realmente inmensa y apasionante.

7. Iris Marion Young, *Justice and the Politics of Difference*. Princeton University Press, 1990, pág. 239.



Ciutats per als drets humans · UN-APEN · A.E. FIDEA
COMARRENDIA FIDEORIA · **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme · CIVIL RIGHTS · **BARCELONA**
ET ALPIAN · UN-APEN · **Cities for human rights**

Gurutz Jáuregui



Gurutz Jáuregui. Curriculum Vitae resumido .

Catedrático de Derecho Constitucional en la Facultad de Derecho de la Universidad del País Vasco, en San Sebastián. Ha sido profesor visitante en diversas Universidades extranjeras: Universidad de Oxford (St. Antony's College), Universidad de Nevada, Universidad de Reykyavik, y Consiglio Nazionale delle Ricerche, en Roma.

Ha sido Vicerrector de la Universidad del País Vasco, Decano de la Facultad de Derecho de San Sebastián, y Director del Departamento de Derecho Constitucional y Administrativo de la misma Universidad.

También ha sido consultor científico de las Naciones Unidas (UNRISD), en materia de resolución de conflictos étnicos.

Ha publicado los siguientes libros:

- Ideología y estrategia política de ETA. Siglo XXI. Madrid. 1981.
 - Contra el Estado-Nación. En torno al hecho y la cuestión nacional. Siglo XXI. Madrid. 1986.
 - Las Comunidades Autónomas y las Relaciones Internacionales. IVAP. Oñati. 1986.
 - La Comunidad Autónoma del País Vasco y las relaciones internacionales. IVAP. Oñati. 1989.
 - La Nación y el Estado nacional en el umbral del nuevo siglo. Centro de Estudios Constitucionales. Madrid. 1990.
 - Decline of the Nation-State. Nevada University Press. Reno-Las Vegas 1994.
 - La democracia en la encrucijada. Anagrama. Barcelona. 1994.
 - Entre la tragedia y la esperanza. Vasconia ante el nuevo milenio. Ariel. Barcelona. 1996.
 - Los nacionalismos minoritarios y la Unión Europea. ¿Utopía o Ucronía?. Ariel. Barcelona. 1997.
- Además de estos libros individuales, ha coordinado o participado en la publicación de una veintena de libros, así como numerosos artículos en diversas revistas científicas tanto españolas como extranjeras.

- Es colaborador habitual, en la página de opinión, de los diarios “El País”, de Madrid, “El Correo”, de Bilbao, y “El Diario Vasco”, de San Sebastián.

- Ha obtenido, entre otros, el Premio Ana Frank por su aportación a “La Cultura de la Paz” (1996).

- Es miembro de varias asociaciones científicas internacionales, así como miembro del consejo asesor, o de redacción, según los casos, de diversas revistas científicas.

Ciudades e identidad en el umbral del siglo XXI

Gurutz Jáuregui
Catedrático de Derecho Constitucional
Universidad del País Vasco

1. El resurgimiento de las identidades colectivas.

En los últimos años se ha producido un importante surgimiento o, en su caso, resurgimiento, de las reivindicaciones identitarias y de los nacionalismos a lo largo y ancho de Europa. Algunas de las causas y manifestaciones de esta explosión provienen de antiguo. Se remontan al momento en que se inició el proceso de formación de los primeros Estados nacionales modernos europeos. Otras, más recientes, aparecen ligadas de forma más concreta al posterior desarrollo de la sociedad industrial, y particularmente a su transformación actual como sociedad tecnológica.

A partir de la consolidación de los modernos Estados nacionales se extendió en la cultura occidental, la idea de que las reivindicaciones nacionales de los colectivos o formaciones históricas premodernos constituían rémoras del pasado, careciendo, en consecuencia, de sentido alguno en la Europa moderna. Reduciendo el nacionalismo a la categoría de fenómeno histórico intrínsecamente ligado al advenimiento y consolidación de la burguesía, una vez que esta había accedido al poder, quedaba decretada de modo oficial el acta de defunción de las identidades premodernas y de los nacionalismos.

Sin embargo, la persistencia del fenómeno nacionalista durante estos doscientos años y, sobre todo, su eclosión a partir de la década de los sesenta de este siglo, ha puesto en cuestión esa creencia generalizada. La, cada vez más extendida, exigencia de recuperación de la propia identidad por parte de tantas y tantas formaciones que aparentemente se creían desaparecidas muestran la inconsistencia de las tesis hasta ahora dominantes, según las cuales la revolución industrial y tecnológica con el correspondiente desarrollo de los bienes culturales y de la educación de masas provocaría un proceso de asimilación en directa proporción al proceso de industrialización y modernización. Tales tesis partían de una base errónea cual era la de considerar la diversidad de culturas no como un

fenómeno natural, resultante de las relaciones directas o indirectas entre las sociedades, sino como una especie de monstruosidad o escándalo.

La diversidad de culturas y su protección no constituye un lujo de antropólogos sino una necesidad perentoria. En contra de lo reseñado por los teóricos de la modernización la tendencia a la uniformización y homogeneización por parte de la sociedad industrial hasta ahora, y tecnológica actualmente, no constituyen un proceso necesariamente consustancial al de la modernización. Otra cuestión diferente es que por parte de los actores dominantes de esas sociedades, y en beneficio de sus propios intereses, se presente tal uniformización como sistema ideal.

Es así como se entiende el, a primera vista, sorprendente resurgimiento del fenómeno nacionalista, al menos en Europa. Este resurgimiento no puede explicarse sólo en base a una reactivación de razones históricas que se hallaban en estado de hibernación. Obedece también a determinadas causas que tienen una relación directa con la presente situación de las sociedades desarrolladas, y que pueden resumirse en una doble crisis social y jurídico-política vigente en el actual mundo desarrollado. De una parte el rechazo de la anomia provocada por la sociedad tecnológica y, de la otra, la crisis del Estado-nación derivada del proceso de globalización.

Gobernada como una superempresa, la sociedad tecnológica actual tiende a condenar a la ineficacia muchas de las formas de solidaridad humana, sustituyéndolas por relaciones de pura funcionalidad. Tanto las manifestaciones de identidad como los valores culturales resultan sustituidos, o cuando menos subordinados, a los modelos de comportamiento y a las formas de pensamiento directamente ligadas a la productividad y al consumo. Ello provoca una tendencia a una reducción generalizada tanto del individuo como de las colectividades humanas, a través de fórmulas de integración que hacen ver lo diferente como no conveniente, en cuanto no acorde con las pautas marcadas por los poderes homogeneizantes.

La sociedad de consumo y el desarrollo tecnológico han provocado una pérdida de la autonomía individual. Tal pérdida no resulta tan sólo una consecuencia del progreso técnico, el cual tiende en cierto modo a anular la individualidad, sino que, en no pocas ocasiones, constituye también una

consecuencia conscientemente buscada por los grupos dominantes de la sociedad actual.

Como respuesta a esta situación se ha iniciado una impugnación de los valores propugnados por la sociedad tecnológica, y la búsqueda de una nueva concepción no sólo de la sociedad, sino de la propia vida, manifestada a través de fórmulas o alternativas capaces de accionar, de algún modo, la reconstrucción de la identidad tanto individual como colectiva de los seres humanos.

La sociedad tecnológica se asienta, en buena medida, en el rechazo o la negación de la diferencia. En la sociedad actual, *quien se desvía* es puesto en lugar aparte, resulta expulsado de la coherencia social. Se produce así un conflicto real que da origen a una pugna, en la práctica social y política, entre los *poderes homogeneizantes* y las *capacidades diferenciales*. Uno de los debates que más profundamente dividen al mundo actual es el que enfrenta a los partidarios de la diferencia, del multiculturalismo, y a los defensores de la uniformización universalista.

La homogeneización uniformadora resulta consustancialmente contradictoria con la diversidad de los seres humanos. Por ello, la reivindicación de la diferencia puede contener connotaciones transformadoras de la sociedad actual en cuanto cuestionadora de las propias bases de legitimación de la sociedad tecnológica. Pero también puede provocar y de hecho está provocando males inmensos y brutales tales como la limpieza étnica, la eliminación física o química del diferente, etc...

Pues bien, en el momento actual en el que las ideas se encierran sobre sí mismas y en el que las formas más cerradas de nacionalismo se atrincheran para resistir la invasión de los poderes homogeneizantes, la única salida consiste en el establecimiento de una sociedad que asocie "la mayor cantidad posible de diversidad cultural con el uso más extenso posible de la razón"¹.

¹. Touraine, Alain. *¿Qué es la democracia?*. Temas de Hoy. Madrid. 1994. Pags. 297/8.

Para ello resulta imprescindible precisar qué se entiende por *diferencia*. El término *diferencia* no resulta antónimo del término *igualdad*, sino del de *uniformidad*. La diferencia no tiene porqué resultar necesariamente contradictoria con la igualdad social, económica y política, sino todo lo contrario. Antropológicamente, los seres humanos, en cuanto únicos e irrepetibles, somos diferentes, y por tanto, en muchos aspectos, desiguales. Ello implica el reconocimiento y ejercicio en plena libertad de esas diversidades, pero partiendo siempre de una igualdad en el plano jurídico, político, social y económico.

Por esa razón, el derecho a la diferencia, al igual que cualquier otro derecho, se halla limitado por un sustrato básico de derechos común a todos los individuos, y que se halla representado por las Declaraciones de Derechos consustanciales a los Estados democráticos. El espíritu democrático debe sustentarse en la necesidad de una permanente interdependencia entre la unidad y la diversidad, una interdependencia que permite reconocer a los seres humanos como individuos libres, pero al mismo tiempo como miembros de determinadas colectividades culturales, religiosas, económicas, etc...

Es precisamente esa reivindicación de la diferencia la que en buena medida se encuentra en el origen de numerosos movimientos sociales alternativos y ONGs surgidos en las últimas décadas. Se expresa en campos muy diversos, que afectan a las diferencias más íntimamente ligadas al ser humano individual: el rol del hombre y la mujer, la sexualidad, las relaciones familiares, etc.; a situaciones humanas diversas: derechos de los minusválidos físicos y mentales, de los ancianos y los niños; a la defensa de las condiciones de vida mediante la exigencia de un equilibrio ecológico, de una ciudad habitable, o de la reivindicación del apego al lugar de residencia; al desarrollo del tercer mundo; y así hasta una sucesión infinita de manifestaciones que, en definitiva, provocan un trastocamiento de la filosofía de la sociedad tecnológica, al situar al ser humano tanto individual como colectivamente, en el centro teleológico de todas las actividades humanas.

La reivindicación de la diferencia adquiere así una importancia extraordinaria en cuanto elemento de contestación del sistema sociocultural de las sociedades tecnológicas, al producir una ruptura con esa filosofía de

la selección de los mejores y de la competitividad, que incentiva y premia a quienes actúan de conformidad con el papel previamente asignado por los grupos dominantes.

Uno de los numerosos campos en los que se manifiesta la reivindicación de la diferencia lo constituye la lucha contra la aculturación. Una lucha que se manifiesta en una tendencia cada vez más creciente, por parte de grupos culturales y sociales minoritarios, a reivindicar su propia identidad. Es precisamente ahí, en esa línea de contestación a la homogeneización y anomia de la sociedad actual, donde cabe situar algunas de las causas recientes de la, a primera vista, sorprendente y contradictoria explosión de la reivindicaciones nacionales. No constituye precisamente un accidente el hecho de que el resurgimiento moderno de las reivindicaciones nacionales en Europa occidental haya coincidido en el tiempo con los movimientos pacifistas, ecologistas, feministas, etc...

2. Las identidades colectivas y el poder político.

La supervivencia y el afianzamiento de las colectividades humanas exige el mantenimiento de un determinado grado de poder político. Toda autonomía cultural que no vaya acompañada de un auténtico poder político se halla condenada al fracaso. La reivindicación de tal poder político por parte de los grupos o movimientos nacionalistas se ha concretado tradicionalmente en la exigencia del reconocimiento del derecho de autodeterminación. Tal exigencia chocaba frontalmente con el derecho a la soberanía esgrimido por parte de los Estados nacionales.

Hasta ahora esa contradicción había resultado insalvable. Hay, sin embargo, ciertos datos recientes que nos permiten abrir una vía de esperanza, al menos en Europa occidental. Los extraordinarios cambios sociales, económicos, tecnológicos, etc... que se están produciendo en el mundo actual van a afectar -de hecho ya están afectando en buena medida- a las bases y principios políticos en los que se sustenta el mundo actual. Uno de esos principios que más están siendo afectados es la consideración del Estado nacional como forma jurídico-política universal de estructuración de las naciones.

Los Estados nacionales se hallan sujetos a una importante crisis². No voy a insistir aquí en las razones de la misma, ya explicadas en otros trabajos³. Lo que ahora me interesa destacar es que, como consecuencia de esa crisis, los Estados nacionales comienzan a ser cuestionados y superpuestos por otras estructuras jurídico-políticas más acordes con la sociedad actual. Ello hace que el poder político tanto de las naciones que ya lo detentan, como de las que aspiran a obtenerlo no tenga por qué identificarse, necesariamente, con el Estado nación.

Estamos viviendo un acelerado proceso de interdependencia y transnacionalización en todos los órdenes de la vida política, social, cultural y económica. Cada vez resulta más difícil establecer una diferencia entre instituciones públicas y privadas, o entre el Estado y la sociedad civil. Lo mismo ocurre con las instituciones internacionales e internas.

Estos cambios no sólo afectan al ámbito político-institucional, sino a todos los ámbitos, social, cultural, familiar, etc..., de la vida del ser humano considerado tanto individual como colectivamente. Nos enfrentamos ante una profunda crisis del modelo estatal, tal como ha sido concebido hasta ahora. Junto a los conceptos de etnia, nacionalidad, ciudadanía, etc... cada vez nos resultan más comunes conceptos y realidades nuevas tales como integración, asimilación, sincretismo, pluralismo, intercambio cultural, aculturación, etc... La era de la globalización mundial trae consigo no sólo el fenómeno de la transnacionalización económica, política, etc... sino también el de la propia transnacionalización humana a través de los flujos migratorios⁴. La idea de los Estados europeos asentados en sociedades perfectamente homogéneas es una mera ficción. La sociedad europea actual constituye de hecho un complejo y abigarrado *melting-pot* humano donde pugnan por convivir razas, religiones, lenguas, culturas, costumbres y tradiciones extraordinariamente variadas.

² Cuando hablo de la crisis de los Estados nacionales me estoy refiriendo, obviamente, a la situación de los países desarrollados. Carece de sentido hablar de crisis del Estado-nación en el Tercer Mundo sencillamente porque apenas existen Estados nacionales.

³ Vid Jáuregui, G. *Contra el Estado-nación. En torno al hecho y la cuestión nacional*. Siglo XXI. Madrid. 1986; *La nación y el estado nacional en el umbral del nuevo siglo*. Centro de Estudios Constitucionales. Madrid. 1990 y, más recientemente, *Los nacionalismos minoritarios y la Unión Europea: ¿Utopía o Ucronía?*. Ariel. Barcelona. 1997.

⁴ Sobre el impacto de las migraciones en la actual era de la globalización, vid. Nina Glick Schiller y otros (Ed.) *Towards a Transnational Perspective on Migration*. The New York Academy of Sciences. Nueva York. 1992.

Por otra parte, actualmente todos los Estados se hallan abocados de modo irremisible a un estrechamiento de sus relaciones de cooperación, y a una renuncia a parcelas fundamentales de su soberanía, tanto en aspectos territoriales como sectoriales. El ejercicio del poder por parte del Estado está dejando de tener un carácter de exclusividad para basarse en criterios alternativos de compartición o concurrencia. Basta con lanzar una mirada a Europa para percatarnos de que las relaciones intraeuropeas, basadas hasta épocas recientes en el antagonismo entre los diversos Estados nacionales, están derivando hacia una enriquecedora y positiva relación de cooperación que se extiende más allá de los niveles y estructuras rígidamente estatales. A mayor cooperación entre los Estados, mayor el ámbito de asuntos que deben ser regulados conjuntamente y, consecuentemente, menor el ámbito de asuntos objeto de una soberanía exclusiva.

En el mundo actual el protagonismo de las relaciones internacionales no es ya exclusivo de los Estados, sino que corresponde a otros muchos entes, instituciones u organizaciones (intergubernamentales, no gubernamentales, infraestatales o, incluso a entidades privadas de carácter mercantil, profesional, cultural, social, etc...). Estamos pasando de una rígida y hermética estatalización de las relaciones internacionales a una enriquecedora segmentación tanto territorial como funcional. Junto a la diplomacia, aparecen varias formas (global, interregional, transfronteriza, intermetropolitana, etc...) de paradiplomacia cuyo sujeto no es el Estado, y que son perfectamente compatibles con la diplomacia estatal. Las colectividades territoriales (nacionalidades, regiones, municipios, etc.) están adquiriendo un gran protagonismo en esa nueva paradiplomacia mediante una presencia cada vez más intensa (convenios de cooperación transfronteriza, conferencias de poderes locales y regionales, *jumelages*, etc...) en el ámbito de las relaciones internacionales.

Se ha roto definitivamente con la linealidad del Estado nacional sustentada solo en dos grandes pivotes: el pueblo, entendido como la suma de individuos-ciudadanos y el Estado. La soberanía popular, expresada a través de la voluntad de los ciudadanos, sigue constituyendo condición *sine qua non* para la existencia del poder político democrático. Sin embargo, en la actual sociedad de la complejidad, ciudadanía y nacionalidad no tienen porqué ir necesariamente unidas. La nacionalidad designa la pertenencia a

un Estado nacional, mientras que la ciudadanía funda el derecho de participación en la gestión de la sociedad. La nacionalidad crea una solidaridad de deberes, la ciudadanía da unos derechos. Como señala A. Touraine, la idea de Estado nacional ha sido liberadora mientras ha manifestado la unión del Estado y de los actores sociales y culturales particulares en una sociedad política libre, en una nación autoinstituida. Pero ha amenazado a la democracia cuando ha considerado al Estado como el depositario exclusivo de los intereses de la sociedad y, con tal título, lo ha dotado de un poder legítimo sin límite⁵.

El ser humano individual es una entidad muy compleja tanto en sí mismo considerado como en relación con los demás individuos, y por tanto no puede quedar reducido a la sólo condición de ciudadano. En una sociedad desarrollada como la actual somos al mismo tiempo, y sin solución de continuidad, miembros de una familia, de una unidad de parentesco, de un círculo de amigos, de un grupo de vecinos, de grupos de trabajo con los que vivimos experiencias comunes, de una determinada colectividad religiosa, de una comunidad lingüística, de una determinada región, de una o varias estructuras políticas que se desarrollan en escalas y segmentos diferenciados, de agrupaciones ideológicas, o de colectividades que persiguen fines comunes de numerosa y variada índole, y así sucesivamente.

Este conjunto de nuevas realidades está originando un profundo cambio de las concepciones teóricas sobre las que se han asentado tradicionalmente los Estados nacionales. Nos encontramos en el umbral de un nuevo mundo en el que la simbiosis Estado nacional-revolución industrial comienza a ser sustituida por nuevas formas de organización y estructura políticas más adecuadas para la nueva sociedad tecnológica actual. Ni el Estado étnico ni el Estado-nación permiten, salvo bajo las formas de ghettos étnicos y sociales diferenciados, la existencia de la pluralidad y la diversidad.

Resulta muy difícil predeterminar en este momento cuál va a ser la configuración política del futuro, pero sí está claro que, cualesquiera que fueren tales fórmulas, la regulación del propio contenido del poder político y de la soberanía van a ser completamente diferentes del hasta ahora conocido como clásico. Y no es menos evidente que, junto a las realidades

⁵. Alain Touraine *op. cit.*, Pag. 152.

institucionales y territoriales clásicas va a producirse la presencia institucionalizada de otros muchos protagonistas.

Entre estos protagonistas cabe destacar de modo particular a las nacionalidades, regiones, ciudades, asociaciones de municipios, etc..., o incluso los grupos y corporaciones de carácter económico, social, cultural, religioso, etc... Por otra parte, es preciso tener también en cuenta que la relación generada por todos estos colectivos no sólo va a ser de carácter vertical en dirección a las instituciones europeas centrales y viceversa, sino también de carácter horizontal. Así, se van a producir -de hecho se están dando ya⁶- múltiples relaciones tanto bilaterales como multilaterales, perfectamente institucionalizadas, entre los grupos, entes intermedios, *jumelages*, conferencias de poderes locales y regionales, etc... Todo ello va a proveer, como ya se indicó más arriba, importantes consecuencias sobre la vieja concepción de la soberanía.

Es en el marco de esas nuevas formas de organización política donde puede conciliarse la autonomía de ciertas colectividades humanas y el interés general, donde puede establecerse una compatibilidad entre los principios de autodeterminación y soberanía. En la actual estructura política ya no resulta imprescindible el mantenimiento del nexo entre autodeterminación y secesión. Ahora bien, la ruptura de ese nexo requiere la expansión de nuevas formas de organización política capaces de superar la rígida estructura en la que hasta ahora se han asentado los viejos Estados nacionales. Para ello, es necesario lanzarse sin miedo a imaginar qué formas de organización política están sustituyendo a los Estados nacionales, y cómo pueden legitimarse y consolidarse en el futuro.

Tales fórmulas deben ser novedosas, acordes con las nuevas circunstancias en las que va a desenvolverse el mundo y, en nuestro caso Europa, en el próximo siglo. Por lo tanto, aunque resulte cómodo inicialmente, hay que huir de ideas, mecanismos e instrumentos que históricamente quizás hayan sido válidos, pero que no son adaptables a las nuevas realidades. Resulta preciso huir de mimetismos. Deben crearse estructuras políticas capaces de

⁶. Existe ya una red de Eurociudades integrada por numerosas ciudades que pertenecen a la mayoría de los países de los Estados miembros. También, a escala más regional, la Red de ciudades C-6, a cargo de seis ciudades españolas y francesas, o la reciente configuración de un Observatorio Fronterizo para una Eurociudad vasca suscrito por la Diputación de Guipúzcoa y el distrito Bayona-Anglet-Biarritz.

revolver y desordenar muchas de las fronteras geográficas y mentales heredadas del Estado-nación y capaces de responder a ese mundo de la complejidad y la multilateralidad en el que nos hallamos ya plenamente insertos.

A las ciudades les espera, en este sentido, una labor importante a realizar. La reivindicación de la identidad suele sustentarse, en no pocas ocasiones, en visiones comunitaristas de Arcadias felices que jamás existieron. Identidad y ciudad han constituido, frecuentemente, términos y realidades separados, cuando no antagónicos. Siempre se ha tendido a considerar a la ciudad moderna como el prototipo de la negación de las identidades que el comunitarismo pretende recuperar⁷.

Tal visión, además de injusta, carece totalmente de sentido. La inmensa mayoría de la actual población mundial reside en ciudades grandes, medianas o pequeñas. Por ello, toda recuperación de las identidades que no tenga en cuenta a las ciudades se halla irremisiblemente condenada al fracaso. Por ello, resulta imprescindible el establecimiento de políticas urbanas acordes con el respeto y el desarrollo de las identidades. Las ciudades y las colectividades identitarias (lingüísticas, culturales, religiosas, colectivos de inmigrantes, etc...) deben dejar de darse la espalda y comenzar a elaborar políticas de desarrollo social, cultural, urbano, etc.. basadas en el reconocimiento de la pluralidad tanto de los individuos como de los grupos. La tarea que espera a las ciudades en este ámbito es realmente inmensa y apasionante.

7. Iris Marion Young, *Justice and the Politics of Difference*. Princeton University Press, 1990, pag. 239.



Ciutats per als drets humans CONFERÈNCIA EUROPEA
CONFERENCIA EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFÉRENCE EUROPÉENNE
EUROPEAN CONFERENCE **Cities for human rights**

Fèlix Martí

FÈLIX MARTÍ

Born in Barcelona 1938. Degree in Philosophy from the University of Barcelona (1965). Teacher of Philosophy and Director of the Pre-University Course at the Institut Catòlic d'Estudis Socials (Catholic Institute for Social Studies) in Barcelona, from 1968 to 1970, and Director of the Laboratori de Sociologia (Laboratory of Sociology) at the same institution from 1972 to 1975. Director of the Fundació Jaume Bofill (1969 to 1971), specializing in research in the social sciences. Advisor to the same foundation between 1971 and 1994. Chairman of the International Movement of Catholic Intellectuals (Pax Romana) from 1975 to 1984. Member of Honour of the Patronat de la Fundació per la Pau (Board of the Foundation for Peace). Director since 1984 of the Centre UNESCO de Catalunya, an independent, non-profit organisation with official relations with UNESCO. Organiser of the European seminars on the rights of peoples (1991 and 1993). Chairman of the UNESCO seminars on the contribution by religions to the culture of peace (1993 and 1994). Founder member of the Federació Catalana d'Organitzacions no Governamentals per als Drets Humans (Catalan Federation of Non-Governmental Organisations for Human Rights). President since 1995 of the Federació d'Organitzacions Catalanes Internacionalment Reconegudes (Federation of Internationally Recognized Catalan Organisations). President of the Centre Català de Prospectiva (Catalan Centre for Futures Studies) since 1991 and member of the council of the World Futures Studies Federation from 1993 to 1997. Director of the international courses in futures studies held in Andorra (1993 and 1994). Editor of the magazine *Papers de Prospectiva* since 1994. President of the Advisory Committee to the UNESCO Language Division, since 1998. Organiser of the first and second Latin-American Linguapax seminar in Cochabamba (1996 and 1997) and of the Linguapax seminar in Hiroshima (1996). Moderator at the Basque Country Peace Conference (1995). UNESCO Human Rights award 1995. Secretary General of the international NGO "Cultures of the World". Author of the book *Nacions, estats i fronteres* («Nations, states and borders»), published by Eumo in 1996. Member of the Executive Board of the Universal Forum of Cultures Barcelona 2004.

October 1998

RESUM

L'expressió "minories" inclou sovint realitats molt diferents com són les nacions sense estat, les minories nacionals que es troben fora del seu estat de referència, els emigrants a la recerca de millors condicions de vida, els desplaçats i els refugiats. En cada cas els drets socials i culturals han de ser objecte d'un tractament específic.

En el context d'una globalització creixent, s'ha d'evitar el risc de pèrdua d'identitat de les ciutats. L'afirmació de la identitat és el punt de partida del reconeixement dels drets socials i culturals de les minories. En la recerca de valors comuns entre les diverses cultures, les ciutats són laboratoris privilegiats.

S'han de crear mecanismes de diàleg i de participació entre les administracions locals i les minores que componen les ciutats. Han de ser objecte d'especial atenció les minories religioses. Les ciutats han de fer compatibles el caràcter laic de les estructures públiques i la llibertat de les diverses comunitats creients. S'han d'establir col.laboracions regulars entre la ciutat i les minories religioses i facilitar el diàleg entre elles.

En el camp dels drets lingüístics, també s'ha de distingir entre els processos de recuperació de les llengües nacionals que han sofert repressions polítiques i els drets de les persones pertanyents a minories lingüístiques. S'ha de fomentar una educació multilingüe orientada al coneixement de les llengües de les minories.

Les ciutats han de preocupar-se per la formació i el reciclatge de les seves policies en una perspectiva multicultural, en col.laboració amb les ONG especialitzades i plantejar-se el recrutament d'agents que siguin membres de les diverses minories.

A la ciutat les escoles són actors de primer ordre per a aconseguir simultàniament la integració social i la normalització del pluralisme. L'escola ha d'ajudar l'alumnat a viure sense complexes dues o més identitats alhora.

Els drets socials i culturals de les minories només es podran promocionar si els mitjans de comunicació hi contribueixen. Les ciutats i els ciutadans han de demanar l'establiment de codis de funcionament a favor de les minories.

No n'hi ha prou amb lleis favorables a les minories. Tots els ciutadans han de crear valors i estils de convivència que siguin la base del reconeixement dels drets socials i culturals de les minories. Les ciutats, en col.laboració amb les ONG, han d'ajudar a crear un clima on es pugui viure la diversitat com una celebració.

ELS DRETS SOCIALS I CULTURALS DE LES MINORIES
I EL SEU EXERCICI EN EL MARC DE LES CIUTATS

I. Reflexions inicials

Les ciutats, com els països, s'estan convertint en espais de convivència de grups de persones de característiques molt diverses. Augmenta el caràcter multireligiós, multilingüe i multicultural de les ciutats. El tema de les minories planteja nous desafiaments a les societats contemporànies. La primera clarificació necessària és la distinció entre els diversos tipus de minories. En textos jurídics del Consell d'Europa i de l'Organització per a la Cooperació i la Seguretat a Europa, així com en textos de la Comissió de Drets Humans de les Nacions Unides no es distingeix entre les nacions sense estat, les minories nacionals que es troben fora del seu estat original, els emigrants a la recerca de millors condicions de vida, i els desplaçats o refugiats a causa de les guerres. En cada cas la qüestió dels drets socials i culturals s'ha de plantejar amb accents específics. Cada ciutat té una configuració pròpia pel que fa a la composició de les seves minories i, per tant, cada ciutat ha de crear experiències originals a favor dels drets de les minories.

En un context de creixent mobilització de les poblacions i d'atracció cap a les ciutats, s'ha d'evitar el risc de pèrdua d'identitat cultural de les ciutats. Els processos de globalització en el camp econòmic i cultural podrien fer pensar en un futur en el qual les ciutats fossin concentracions humanes que viurien una suposada cultura universal que podria prescindir de la seva inscripció en una tradició cultural concreta. Seria el triomf d'una mitologia única, d'un pensament únic, d'una llengua única, d'uns valors uniformes. És molt millor imaginar un futur amb ciutats capdavanteres d'identitats culturals específiques que fan compatibles l'expressió d'una personalitat cultural concreta, arrelada a una història, i l'articulació, en el seu teixit social, de les aportacions culturals de totes les seves minories. La invocació a la cultura universal amaga sovint les temptacions imperialistes de la cultura dominant. La gràcia de les ciutats és que poden desenvolupar els aspectes d'universalitat de cada cultura concreta i que poden esdevenir espais privilegiats de diàleg intercultural. La pèrdua d'identitat cultural de les ciutats contribueix a augmentar la deriva nihilista que produeixen els processos de pèrdua de referències bàsiques. Molts immigrants es despersonalitzen per la doble pèrdua de la seva cultura d'origen i per la dificultat de participar en la cultura de la ciutat d'acolliment quan aquesta ciutat no li ofereix clarament unes coordenades culturals concretes.

Per altra banda, és convenient que el diàleg intercultural ens permeti consensuar alguns valors mínims per a fonamentar la convivència global al planeta. És bo reconèixer que, a totes les cultures, hi ha afirmacions comunes sobre la dignitat de les persones humanes i invitacions a construir societats solidàries. Fa anys que la UNESCO treballa en la

formulació d'una ètica universal i es pot esperar un text que sigui complementari de la Declaració Universal dels Drets Humans i que expressi les orientacions comunes de les diverses cultures. Es tracta d'un itinerari de diàleg universal que respecta la diversitat i la irreductibilitat d'unes cultures a les altres però que identifica valors i objectius comuns en ordre a una convivència universal pacífica, justa i harmònica. En aquest itinerari les ciutats poden jugar un rol importantíssim perquè són un laboratori privilegiat de diàleg i d'experimentació sobre l'ètica universal. Quan es demana el reconeixement del pluralisme de les ciutats no s'ha d'entendre que les ciutats no poden proclamar cap tipus de valor sinó que han de trobar, com a marc referencial de la convivència, els valors comuns de les seves comunitats humanes. En la mesura en què cada ciutat és el resultat d'una interacció entre majories i minories culturals concretes, el disseny dels valors constitutius de cada ciutat presenta aspectes originals i intransferibles. Evidentment el disseny dels valors evoluciona amb el temps de la mateixa manera que evolucionen totes les cultures vives. En el camp dels drets humans cada ciutat pot tenir una sensibilitat especial en funció de la seva història, de la seva composició actual i de les seves opcions de futur.

II. la promoció dels drets socials i culturals

Tradicionalment, les minories han sofert processos de discriminació i de marginalització. Per aquesta raó les ciutats han de crear mecanismes específics per a promoure la justícia envers les minories i la seva integració en la vida de la ciutat. En algunes situacions cal establir mesures de discriminació positiva per a trencar rutines socials que es resisteixen a canviar. Tot i que les lleis i normatives que afecten els drets socials i culturals de les minories són habitualment competència dels governs estatals o de les institucions intergovernamentals, és molt important que, en el seu marc d'atribucions, les autoritats municipals exerceixin una política clarament favorable als drets de les minories. Les condicions de treball, l'escolarització de joves i d'adults, els serveis de salut, l'urbanisme i la reglamentació de l'habitatge, la promoció de les activitats culturals i la gestió de la ciutat i dels seus barris, són en bona part competència municipal. En cada un d'aquests camps la qüestió de les minories pot ser abordada d'una manera intel·ligent, integradora i oberta. És important no solament la consulta a les minories afectades per qualsevol decisió sinó la participació plena de les minories en els processos de presa de decisions i, sempre que sigui possible, processos d'autoadministració i d'autonomia operativa de les mateixes minories evitant la creació de guetos o les pràctiques contràries als drets humans. És legítim, per tant, que les condicions de residència a una ciutat comportin l'acceptació d'estàndards bàsics de respecte als drets humans per part dels membres de totes les minories.

Hi ha punts especialment sensibles en la convivència entre les minories en l'aspecte cultural. Un dels més importants és el pluralisme religiós. Les ciutats, com els estats, han de ser institucions no confessionals i, a la vegada, facilitar la vida de les diverses tradicions religioses presents a la ciutat. Les ciutats que tenen una història confessional han d'evolucionar progressivament cap a un marc de referència no confessional, és a dir, laic. S'han de crear intàncies que facin possible que les diverses confessions dialoguin amb

l'administració municipal i, en la mesura del possible, entre elles. També hauria de ser possible la creació d'espais físics interconfessionals i que els fidels de cada tradició religiosa, així com el conjunt de la ciutadania, coneguessin la presència de les altres famílies religioses, els seus llocs de culte i els aspectes bàsics dels seus calendaris religiosos. Als països europeus una bona part de la població no pertany a cap confessió religiosa i s'ha de crear un clima de respecte mutu entre creients i no creients. El respecte a la llibertat religiosa significa també el respecte a les persones que viuen distants de qualsevol confessió religiosa. Seria bo que, a les ciutats, als seus centres universitaris i intel·lectuals es visqués un clima de diàleg amable entre representants de les diverses confessions sense excloure els punts de vista crítics respecte de l'univers religiós. Cal recordar la Declaració sobre la Tolerància proclamada per la Conferència General de la UNESCO l'any 1995.

Un altre punt sensible és la qüestió del pluralisme lingüístic. Durant molts segles van tenir prestigi els imperialismes lingüístics. Es van despreciar i reprimir moltes llengües. Actualment el clima és completament diferent. Es valora positivament el pluralisme lingüístic tot i que, en la pràctica, costa trobar els criteris adequats de política lingüística. En aquest camp es va consensuant el criteri de reconeixement legal de les llengües de les minories, la seva presència a l'administració, al sistema educatiu, als mitjans de comunicació, al món empresarial i comercial. No s'han de confondre els processos de recuperació d'algunes llengües nacionals, que han sofert repressions polítiques ferotges, amb els drets de les persones pertanyents a les minories lingüístiques. En cada cas hi ha necessitat de polítiques lingüístiques adaptades. S'ha de vetllar a fi que els estats de composició plurinacional i plurilingüística no utilitzin la presència de parlants de la llengua estatal majoritària en els territoris de les altres llengües nacionals per a perpetuar els processos de minorització lingüística. S'ha d'avançar més en la reflexió sobre drets lingüístics en la línia de la Declaració Universal dels Drets Lingüístics aprovada per les ONG convocades a Barcelona pel Pen club Internacional l'any 1996. Per altra part, s'hauria d'extendre la pràctica d'una educació plurilingüe a tots els sistemes d'ensenyament tal com ho proposa des de fa anys el programa Linguapax de la UNESCO. A les ciutats s'ha de promocionar el coneixement de les llengües de totes les minories que hi conviuen. No es tracta només d'oferir als membres de cada minoria els mitjans per a cultivar la seva llengua, sinó també d'oferir al conjunt de ciutadans el coneixement de les llengües de les minories presents a la ciutat.

III. Agents del combat pels drets humans

L'administració municipal és la instància que, de manera exemplar, s'ha de preocupar per la promoció dels drets humans a les ciutats. Seria bo que a tots els ajuntaments existís una regidoria de drets humans. Un dels aspectes fonamentals que hauria de tractar la regidoria és el de vetllar pels drets socials i culturals de les minories. Aquesta funció té dos aspectes: en primer lloc ajudar positivament les minories a desenvolupar una vida normal d'acord amb els seus valors i els seus objectius, i en segon lloc desautoritzar moralment i jurídica

les manifestacions d'intolerància, discriminació i sectarisme. S'haurien de crear consells de col.laboració amb els diversos tipus de minories. Ja hem mencionat les minories religioses i lingüístiques. A una ciutat hi ha molts tipus de minories que poden necessitar ajuda: minories representatives de les diverses orientacions sexuals, dels sectors de marginació social o pobresa, de malalts o discapacitats, de grups ètnics, d'indocumentats, de drogadictes, d'expresoners, etc. Respecte d'algunes d'aquestes minories s'ha d'establir una col.laboració entre les administracions que en són responsables i amb les ONG que s'hi dediquen. Convindria que la composició del funcionariat municipal comptés amb persones procedents d'algunes d'aquestes minories. L'administració ha de reflectir el pluralisme dels administrats.

Una atenció especial mereix la preparació de la policia municipal, així com la preparació de les altres forces de seguretat que operen a les ciutats. La Unió Europea ja té un programa específic per a la formació dels cossos de seguretat en relació a la multiculturalitat. L'experiència és molt positiva i s'hauria de fer extensiva a tots els països. Els principis bàsics són clars. La policia opera cada vegada més en ciutats multiculturals. Han de conèixer els codis essencials de les cultures que no són la seva cultura originària. S'ha de realitzar aquesta sensibilització en diàleg amb les minories que hi ha a la ciutat i en diàleg amb les ONG que treballen en la protecció dels drets humans de les minories. És bo que persones procedents de les minories tinguin accés a la policia municipal. Les policies han de convertir-se en policies multiculturals. En països de poca tradició democràtica es fa difícil que els ciutadans considerin la policia municipal com un cos de servidors de la ciutadania. En aquest aspecte, les ciutats han de crear mecanismes de reciclatge ideològic i polític de les seves policies per a aconseguir que siguin agents al servei de la ciutadania i garants dels drets humans.

Fa temps que a molts països occidentals hi ha un debat interessant sobre les orientacions fonamentals del sistema educatiu i sobre la conveniència d'equilibrar la formació científica i tecnològica amb l'educació ètica. Justament els drets humans són considerats, cada vegada més, com un conjunt de propostes ètiques que tenen l'avantatge de ser universals i a la vegada d'aplicació local. El sistema educatiu és un espai privilegiat per a promoure, tant en l'aspecte teòric com en el pràctic, els drets de les minories. L'escola ha de servir per a oferir als infants la cultura pròpia del país i a la vegada la valoració positiva de la seva cultura minoritària i, en la mesura del possible, una educació simultània en les dues cultures. Si l'escola respecta la diversitat es formen ciutadans que no s'estranyen pel fet del pluralisme i aprenen a viure en un context de valor comuns i d'amistat intercultural. L'escola és el millor instrument per a lluitar contra les temptacions de viure en guetos i contra la fragmentació social. Tant l'escola pública com la privada han de regir-se amb criteris de no discriminació, de celebració del pluralisme cultural, de lluita contra la fragmentació social i d'inscripció en la tradició cultural pròpia de cada país. Les ciutats han de vetllar tant per les escoles municipals com per les altres escoles que funcionen al municipi a fi que tinguin en compte aquests criteris.

Un factor decisiu en el reconeixement dels drets de les minories és el que correspon als mitjans de comunicació. La ràdio, la televisió, el cinema i la premsa escrita exerceixen una influència decisiva en la difusió d'idees, mites i valors de cada societat. Tenen un poder immens per a condicionar els sentiments humans i orientar els comportaments socials. Per aquesta raó el teòric reconeixement dels drets de les minories es convertiria en pura retòrica si els mitjans de comunicació no compartissin efectivament aquest objectiu. Els programes televisius poden encoratjar la celebració de la diversitat o generar odis, suspicàcies o ignorància respecte de les minories de qualsevol tipus. Seria convenient que tant les televisions de titularitat urbana com les altres cadenes acceptessin codis de funcionament a favor de les minories de manera semblant a l'acceptació d'autoregulacions en relació a la violència. De la mateixa manera que les autoritats municipals han d'establir mecanismes de col.laboració amb les diverses minories, també s'ha de demanar que ho facin els programadors i altres responsables dels mitjans de comunicació. Seria desitjable que els centres d'investigació de la comunicació incloguessin la qüestió dels drets de les minories en els seus projectes de recerca.

No s'ha d'oblidar que les responsabilitats per a estendre els drets socials i culturals de les minories està àmpliament compartida per tots els ciutadans. No n'hi ha prou amb lleis. Les lleis es poden ignorar quan les persones tenen altres prioritats. De vegades la por a les accions de la justícia no tenen prou força per a fer complir les lleis. Per aquesta raó s'ha d'aconseguir que la protecció dels drets de les minories formi part dels valors i dels hàbits socialment establerts. Les condicions laborals ofertes a un immigrant, l'accés al lloguer d'un habitatge, el tracte que rep en una botiga, la seva pertinença a una associació, depenen moltíssim de l'actitud de les persones amb els quals es relaciona. El mateix marc legal permet tractes diferents. Tots els ciutadans construeixen el clima social i cultural que afecta les minories. En el mateix llenguatge amb el qual ens referim a les persones pertanyents a alguna minoria o a la minoria com a tal, s'hi poden detectar llavors de menyspreu, d'intolerància o d'odi o bé expressions de simpatia, d'obertura i de respecte pel seu univers de valors.

Seria molt interessant que les ciutats col.laboressin efectivament amb les ONG especialitzades en drets humans i en drets de les minories per a treballar més i millor en aquest terreny. Una bona aliança entre ciutats i ONG seria la millor garantia de progrés en el combat pels drets humans i específicament pels drets socials i culturals de les minories. Tant de bo si la conferència "Ciutats pels Drets Humans" hi pot contribuir amb imaginació i coratge. Tampoc no es pot oblidar que tots els drets estan interrelacionats i que els drets socials i culturals no es poden protegir prou bé si no es respecten els drets polítics de les minories. Aquest és un gran tema de debat. Seria bo que les ciutats donessin suport a les legítimes aspiracions polítiques de les minories. Passa sovint que els estats temen els drets polítics de les minories perquè pot implicar revisar constitucions, moure fronteres, i acceptar les conseqüències dels processos d'autoadministració i d'autodeterminació. Les ciutats poden contribuir a desdramatitzar moltes qüestions difícils i, amb la seva vocació innovadora, ajudar a trobar, per mitjans no violents, experiències democràtiques més justes

per a les minories i més racionals sobre la base d'unes estructures de poder on no hi hagi ni exclosos ni grups marginats. Les ciutats han de posar la seva bona experiència de gestió de la complexitat al servei d'una humanitat més lliure, més harmònica i més feliç.

Fèlix Martí
Director del
Centre UNESCO de Catalunya



Ciutats per als drets humans ciutat@cdh86.org
Ciudades por los derechos humanos
Villes pour les droits de l'homme
Cities for human rights

 **Enric Masllorens**

“Curriculum Vitae”

Enric Masllorens i Escubós (1958)

Llicenciat en Ciències Geològiques i Doctor en Pedagogia.

Educador.

Membre de la Fundació per la Pau.

President del Centre UNESCO de Catalunya.

Actualment és Director Gerent de l'Escola Pia Balmes, escola de 1250 alumnes d'educació infantil, primària, secundària i secundària postobligatòria.

Va estar treballant a la Fundació per la Universitat Oberta de Catalunya durant els seus inicis i va posar en marxa el curs d'accés a la universitat pels més grans de 25 anys i inicià els treballs per tal de dur a terme les activitats de formació continuada.

Va ésser professor, encarregat de la formació permanent i director de l'Escola Universitària de Formació de Mestres Blanquerna (Universitat Ramon Llull).

CIUTATS PELS DRETS HUMANS

**Conferència Europea
Barcelona, 14-17 d'octubre del 1998**

EL DRET A L'EDUCACIÓ I EL RESPECTE AL DRET A LA DIFERÈNCIA

Enric Masllorens

Resum

La mundialització i la globalització s'han convertit en signe del nostre temps, tant en el camp de l'economia, de les finances i del comerç com, evidentment, des del camp del saber i del coneixement. Cal que l'educació i el dret a la diferència i a l'educació per tothom siguin instruments protagonistes i conformadors de futur.

L'ideal de societat que volem es projecta en el procés educatiu i és en la institució escolar on s'han de donar els grans canvis, les grans renovacions i les grans innovacions per tal de conformar la marxa dels pobles i per tal de respectar totes les cultures, àdhuc en la mateixa ciutat.

A més a més, és del tot evident que no hem d'ignorar el passat; això ens porta a respectar les diferents tradicions i, alhora, refer i adequar les interpretacions que ens mouen.

Tot això pressuposant la nostra intuïció profunda i conscient del respecte exquisit i absolut per les diferències que, al cap i a la fi, ens enriqueixen.

Es fa, per tant, del tot necessari reinventar els currículum i les metodologies de l'ensenyament a les escoles per tal de possibilitar l'equilibri necessari entre la cultura de la convivència i la solidaritat i la cultura de mercat, per compatibilitzar, en definitiva, cooperació i competència com a valors ambdós cohabitables.

Un altre cop és demana massa als mestres, altra cop massa imperatius per un lloable col·lectiu. Al entendre, però, que el seu paper és cada cop més fer de crític entre l'Administració (de la ciutat, l'Estat ...) i la societat civil, esdevenint, així, una enorme força de progrés i de desenvolupament que possibiliten el dret a l'educació per tothom.

Per fer-ho, hem d'arribar a una filosofia global de formació que estimuli el diàleg, que confronti l'aula amb el món en canvi permanent, que allargui les visions personals per assolir mitjans d'interpretació de la realitat. Aquesta filosofia global sobre la qual parlem, ens porta a cadascun i en conjunt als quatre pilars que la Comissió Delors de la UNESCO va identificar com les bases de l'educació del futur, és a dir: aprendre a conèixer, aprendre a fer, aprendre a viure junts i aprendre a ser.

Quan el ciutadà exerceixi amb plenitud i llibertat la seva capacitat de reflexionar, l'estat avançat de societat educativa --i de ciutat educadora-- serà una realitat, esdevindrà una societat que haurà consolidat allò nou sobre el llegat de la seva memòria col·lectiva.

El dret a l'educació i el respecte al dret a la diferència

Introducció

“La història esdevé,
cada cop més,
una cursa entre
l'educació i el desastre”.

H.G. Wells

Com tots sabem, estem commemorant enguany el cinquantè aniversari de la proclamació de la Declaració Universal dels Drets Humans. Aquesta important i “occidental” Declaració --tot i que s'ha de revisar i actualitzar-- continua sent un referent necessari i l'ideal comú que ens ha de moure i al qual hi hem de tendir.

El 1948 --any que es va promulgar la Declaració-- les Nacions Unides eren formades, encara més que ara, per uns estats que no estaven en igualtats de condicions i predominantment marcats per la cultura anglosaxona, vencedora de la extenuant Guerra Mundial de la qual sorgí la societat de les Nacions Unides.

En l'actualitat, quasi tots aquests mateixos estats, són terres de pas, de frontera i de pont entre cultures, necessàriament plurals i fruits del mestissatge. Són societats on ara, més que mai, s'escau resoldre totes les situacions conflictives amb el diàleg i la convivència.

En aquest context l'educació hi té un paper cabdal i que no podem menystenir, esdevenint el mitjà de que disposa l'individu per a arribar a ser amo del seu propi destí i de la seva persona. Més encara, no cal tractar les persones com si tinguéssim les mateixes capacitats, sinó com si tinguéssim el mateix valor.

El paper dels educadors esdevé peça clau d'aquest procés. Estic convençut --encara que pugui sonar a tràgic-- que la sort de la humanitat està en les mans d'aquells cridats a educar, cridats a infondre raons per a esperar i raons per a viure.

La mundialització dels intercanvis, la globalització de les tecnologies i, de forma particular, la consecució de la societat de la informació han augmentat les possibilitats d'accés dels individus a la informació, al coneixement i a la cultura. Però, al mateix temps, totes aquestes situacions comporten una modificació de les competències adquirides i dels sistemes de treball. Per a tothom, aquesta evolució ha augmentat les incerteses. Per a alguns, ha creat situacions d'exclusió (seguint la terminologia de Federico Mayor) del tot intolerables. En front l'intolerable és precís reaccionar i respondre; no fer res fora una contradicció.

Fins ara el treball ha estat un element de cohesió bàsica, la guerra ha estat sempre present, les polítiques de ple treball no han donat el resultat que d'elles s'esperava, les diferents cultures no sempre han sabut conviure ... Cal un canvi de filosofia de fons. La persona s'ha de declarar digna de pertànyer a una societat pel sol fet d'haver nascut en ella, no per les diferències culturals i/o formatives. L'individu s'ha de sentir útil per a no ser un marginat o un exclòs; la marginació afectarà no únicament als qui no tinguin els mínims per a viure (com fins ara), sinó que inclourà aquells que no estiguin formats i educats. Serà un marginat qui --voluntàriament o no-- no hagi tingut accés a la cultura i a l'educació i a tots els aspectes d'autoestima i pròpia acceptació que això comporta. Actualment es tendeix a incrementar el nombre de marginats per aquest motiu, fins i tot en els països suposadament "desenvolupats".

En el nou context de la mundialització de l'economia, de la difusió de les noves tecnologies i del risc de la uniformitat cultural, l'educació és més que mai un nivell pertinent de reflexió i actuació. Les conseqüències de la llibertat de circulació de les persones i de les idees ens ho confirmaran en el futur, la qual cosa farà indispensable que els sistemes nacionals d'educació i de culturització ho tinguin molt present i hagin d'adequar-se. Comparteixo la idea de que serà un enriquiment per a tothom.

Normalment els immigrants s'han desplaçat per necessitat; és oportú recordar-ho i tenir-ho en compte tot fent-ne una lectura positiva. Hem de tenir present que en la història d'alguns països, algunes grans immigracions portaren a un temps d'obscurantisme absolut. Hem de preservar les diferents cultures sempre que aquestes respectin a la resta de la humanitat.

Multiculturalitat i educació: respecte a la diferència

“Yo soy porque tú eres”

Jorge Guillén

Una llarga llista de factors constitueix la complexa equació que hem de tractar de resoldre en un món interdependent i carregat d'incerteses. Un món complex, profundament complex. I precisament per això, ric i interessant.

Tot i la tendència generalitzada d'obertura de fronteres i actituds envers les altres cultures, persones, valors, respecte al propi planeta, encara resta molta tasca per fer. No és estrany actualment, però, trobar escoles immerses en tasques de sensibilització i de treball seriós sobre temes com el medi ambient, la pau, la solidaritat i la tolerància, la multiculturalitat, contra la xenofòbia ...

Caldrà, doncs, seguir trobant uns nous valors per compartir. Entesos i viscuts des d'una perspectiva més universalista, pensant més enllà de la pròpia realitat. Potser pensant en termes d'humanitat, món, planeta Terra, naturalesa ...

Estem novament jugant amb un component de capteniment, tot i que fortament lligat al coneixement. Un nou imperatiu i repte pels mestres. Ens caldrà, des de la pròpia identitat cultural, aprendre a conèixer, a valorar i estimar els altres (en el sentit més genèric), i òbviament aprendre a transmetre-ho.

En l'Informe Delors de la UNESCO es presenten de forma molt interessant, els quatre pilars de l'educació: *Aprendre a conèixer* (coneixements i sabers), *Aprendre a fer* (capacitació cultural més que capacitació professional), *Aprendre a ser* (desenvolupament global de la persona) i *Aprendre a viure junts* (a conèixer descobrint-se un mateix tot descobrint l'altre, conèixer la individualitat per estimar la diferència).

És precisament el d'*Aprendre a viure* el pilar més novedós de tots quatre. Aquesta prioritat tant tòpica i volguda, pressuposa una crítica a la marxa de la humanitat, plena de guerres, lluites i intoleràncies. La proposta de cultura de pau propugnada per Federico Mayor, entre d'altres, representa un lloable desig relacionat directament amb l'educació.

En aquest camí, és del tot necessària la “celebració de la diversitat” (Carneiro). Ens cal l’acceptació de l’alteritat, el reconeixement de l’altre com a portador d’una dignitat inviolable, igual en tot a la nostra, la qual cosa ha de tenir-se en compte en el procés educatiu i ho ha d’assumir l’escola institució durant massa temps mantenidora d’idees de perpetuació de cultures dominants.

Aprendre a comunicar-se i relacionar-se amb els altres, a escoltar al pròxim, a apreciar el patrimoni cultural, resistir-se a l’autocentrisme cultural, descobrir l’encant de la diversitat, alliberar-se de prejudicis i dogmes estèrils, combatre el sectarisme, adquirir esperit crític però dialogant, han de ser tasques de l’educació actual.

Una escola participativa (la participació s’ha d’entendre com un deure alhora que com un desig) s’haurà de basar en didàctiques d’una intensitat intercultural que vol formar consciències íntegres, despertes i amb capacitat per a discernir entre l’acolliment i la convivència o l’exclusió, la diferència i el conflicte.

Per intentar assolir a les escoles una perspectiva d’una formació intercultural per a tots, caldrà tenir en compte algunes propostes concretes com ara:

- afavorir la participació de tota la comunitat educativa en la redacció i construcció de l’ideari i projecte del centre;
- potenciar la màxima participació a tots nivells;
- promoure l’adquisició de competències interculturals (metodologies específiques);
- ensenyar les competències per convertir-se en ciutadans actius (pedagogia del què és essencial);
- tenir màxima cura de les llengües maternes (especialment des d’educació infantil), així com de la història i la literatura de les cultures d’origen;
- afavorir el coneixement de la sociologia de l’educació aplicada a situacions discriminatòries;
- tenir molta cura de la formació permanent del professorat i inculcar als alumnes la formació al llarg de tota la vida (es comentarà amb escriu més endavant);
- tenir cura, a nivell de tota la comunitat educativa, inclòs el personal d’administració i de serveis, de les actituds i de les relacions;
- estimular l’elaboració i la utilització de materials didàctics interculturals específics que promoguin la comprensió de les diferències i l’autoestima;
- avaluar de forma continuada els objectius assolits tot establint les metodologies i les competències necessàries;
- ...

Amb tot això, a) els professors es converteixen en creadors culturals (i estan en el rovell de l'ou com agents de canvi); i b) es requereixen canvis significatius en la gestió dels centres i els currículum.

Massa sovint en parlar d'educació es confon amb alfabetització, i les situacions en que aquesta barrera se supera es dona una idea d'educació en la qual es magnifica la importància del contingut. És molt important en tractar aquests temes, reflexionar sobre la finalitat d'aquesta educació; s'ha de saber perquè es fan les coses, no solament com es fan. L'objectiu de l'educació, sigui el nivell que sigui, ha de tractar-se àmpliament i, és del tot evident que l'ètica global que postulem ha de tenir respostes a totes aquestes qüestions.

Caldrà prioritzar quins aspectes de l'educació s'han de tenir en compte i treballar per ells sense la ingenuïtat de creure que podrem amb tots. Amb això volem remarcar la importància que te ser cautelosos i realistes en crear perspectives.

Tots compartim la idea que les noves possibilitats ofertes als individus exigeixen de cadascú un esforç d'adaptació, de forma particular per a construir-se un mateix la seva pròpia qualificació, recomposant coneixements elementals adquirits amb anterioritat. La societat del futur serà una societat cognitiva. En aquesta perspectiva se situa el paper central dels sistemes educatius --i amb més força del professorat-- i de tots els agents de la formació i en particular els interlocutors socials, en l'exercici de les seves responsabilitats. La participació activa de tots és encara més important donat que condiciona com serà demà el món on habitem.

Amb tot això el repte de l'educació és important: consisteix en donar respostes immediates a les necessitats actuals de formació en un món intercultural; es tracta de preparar el futur i traçar una perspectiva de conjunt.

El tema de la mundialització, l'aldea global, la multiculturalitat ..., complica encara més assolir una solució. La integració es dificulta i la hipocresia social pot aparèixer. És necessària una opció política clara i sincera, opció que demana uns mitjans i uns recursos que, avui per avui, la majoria de països no inverteixen o no disposen.

El coneixement és el recurs humà més eficaç, sigui per la nostra destrucció o per a resoldre els conflictes --sempre existents on hi ha persones-- i aconseguir el progrés en pau.

Necessitat de l'educació al llarg de tota la vida

“Solament es feliciten
per haver arribat
aquells que se saben incapaços
d'anar més lluny”

Amin Malouf

El model d'educació plural, àmplia i oberta que es defensa requereix, sens dubte, una major preparació i dedicació del professorat i una major inversió pública (que no despesa!) en educació. Però, també, aquest model haurà de comportar reconèixer la necessitat de l'aprenentatge al llarg de tota la vida per part de tothom així com unes actituds que possibilitin --si més no ho intentin-- l'accés equitatiu al benestar personal i col·lectiu. La avaluació d'aquest tipus d'educació no és gens fàcil, ha d'estar relacionada amb uns indicadors de benestar social i de progrés (cobertura de mínims econòmics, convivència democràtica i participativa, tolerància, felicitat, justícia, solidaritat, pau, llibertat ...).

Front la manca de cultura, front l'atur i front les grans transformacions tècniques, aquesta exigència de formació supera el marc de la formació inicial i planteja el problema d'una capacitat permanent d'evolució de les persones mitjançant la renovació dels coneixements professionals i tècnics assentats sobre una sòlida base de cultura general.

I, tal com s'ha dit, els professionals de l'ensenyament ho necessitem encara més. Els mestres i professors tenim la important tasca de millorar el nivell de qualitat de l'educació i de l'ensenyament. Tothom està d'acord que, per a aconseguir-ho, cal una formació adient. D'altra banda la figura del mestre es troba, des de fa anys, en crisi. El professor, dia a dia, s'adona que la societat li exigeix ser un home nou que promogui i prevegi el canvi, que s'erigeixi en portaveu d'aquest projecte d'home i societat constituït per una sèrie de valors universals pels quals val la pena treballar. I sovint el mestre es troba sol amb aquesta responsabilitat, i deixa d'observar el seu entorn i de mantenir un contacte directe amb els que l'envolten. Això repercuteix en la seva actitud diària quan comprova que, per moltes i variades raons, les expectatives creades al seu voltant no sempre s'assoleixen.

Per a sortir-se'n cal veure la necessitat i tenir el desig d'aconseguir el propi perfeccionament. Per a assolir aquesta formació cal actualitzar-se en funció de les necessitats del sistema educatiu i en funció de les necessitats socials i personals.

I cal renovar-se. Entenc aquesta renovació com una resposta adequada als problemes i als reptes dels professionals en exercici, com un apropament a les necessitats reals, el qual s'assoleix amb el bescanvi d'experiències, amb la recerca i amb l'experimentació de noves tècniques, nous mètodes i nous corrents pedagògics i l'actualització contínua dels mestres mitjançant els ensenyaments dels formadors de mestres que aportaran als professionals nous coneixements i actituds.

Constato, per tant, que les activitats de formació contínua han d'anar integrant el mateix mestre i donar-li més protagonisme en oferir-li la possibilitat d'expressar-se lliurement i col·laborar directament en l'organització.

Cal, doncs, considerar que l'ensenyament-aprenentatge ha de ser significatiu, i dir-ho amb aquest adjectiu qualificatiu és una cosa que faig conscientment, atès que n'és el moll de l'ós i el punt primordial ara com ara. En efecte, una cosa és significativa en relació amb alguna persona o per alguna persona. Un ensenyament és significatiu per a l'estudiant o aprenent quan es relaciona amb la seva vida actual o futura, o amb els seus coneixements, desigs o expectatives. Allò que és significatiu és, aleshores, el lloc just de connexió entre les estratègies del professor i les de l'alumne o aprenent. És així que el docent escull unes estratègies encertades o que donen bon resultat quan aconsegueix que els continguts, els valors o els hàbits que transmet arribin a l'alumne com quelcom significatiu per a ell.

El principal atribut dels professors serà, però, la capacitat de reflexionar sobre la pròpia pràctica amb la finalitat d'educar als altres i d'avançar en el domini dels coneixements. Aquesta fita passa per incentius adequats, per unes condicions que premiïn l'esforç de l'autosuperació, per estímuls a la creativitat i a la innovació, per una cultura d'avaluació de l'exercici professional, i per la incorporació a la carrera professional del dret a formar-se i perfeccionar-se.

Final

“L’únic home educat
és aquell que ha après
com aprendre, com adaptar-se
i com canviar”

Carl Rogers

És evident que en aquest món i en aquest temps, en el qual es produeixen i s’estenen grans i ràpides mutacions, ens ha de guiar la utopia que pretén dirigir el món cap a una més gran comprensió mútua, cap a un més gran sentit de la responsabilitat i de la solidaritat, acceptant les nostres diferències espirituals i culturals (Informe Delors).

Un dels problemes inherents a l’educació, que únicament remarca la complexitat de la mundialització, recau en el fet que constantment vivim lligats als nostres valors locals i, contradictòriament, volem tenir una visió planetària. Tota educació amb vocació multicultural ha de basar-se en un respecte profund de la pluralitat i la diversitat de les nostres cultures, les nostres conviccions i les nostres històries.

Això vol dir, en particular, que els programes educatius mundials han de tenir en compte el context específic en el qual s’apliquen (per exemple la pròpia ciutat) i, per tant, els seus continguts no han de definir-se de manera rígida, segons unes regles aplicables en totes les situacions. Caldrà abans, però, compartir algunes idees i valors com ara: reconciliar l’home i la natura, el temps i l’espai; entendre una única cultura cívica; cercar apassionadament la veritat amb integritat, desinterès i mètode; voler contribuir al desenvolupament humà; saber acollir tots els corrents del pensament i del coneixement; dialogar amb les cultures més diverses en recerca de la pau i del progrés; ...

Podem dir que quan arribi el dia en el qual, mitjançant un procés continuat d’intercanvis, puguem aprendre uns dels altres, haurem superat aleshores les malfiances inherents a una cultura sense diàleg, haurem emprés l’aventura de conviure en una cultura de pau.

Massa sovint l’educació s’esforça per conèixer millor als homes en la seva particularitat, sempre contradictòria i diversa, s’oblida, massa cops, de l’esdevenidor global del món, que és on hem de realitzar el nostre projecte de vida individual i col·lectiu.

Potser d'aquí deriva el fracàs com a paper crític o com a font d'inspiració per a una perspectiva global internacional en resposta als requeriments realment prioritaris del món.

Amb tot, la gran esperança que, amb raó, dipositem en l'educació es deriva de la força dels mestres, de la creativitat, el coneixement i la saviesa, la capacitat de compassió o solidaritat vers l'ésser humà que vol conrear quan s'inspira realment en principis ètics transcendents. L'educació segueix estant, en tot cas, en el centre de les expectatives i oportunitats de l'home.

“Tothom té dret a l'educació”: breu comentari de l'article 26 de la DECLARACIÓ UNIVERSAL DELS DRETS HUMANS, de 10 de desembre del 1948

Article 26:

1. Tothom té dret a l'educació. L'educació ha d'ésser gratuïta, almenys pel que fa a l'ensenyament elemental i fonamental. La instrucció elemental serà obligatòria. La instrucció tècnica i professional haurà d'ésser generalitzada; l'accés als estudis superiors serà igual per a tots, en funció dels mèrits respectius.
2. L'educació tindrà per objecte el ple desenvolupament de la personalitat humana i l'enfortiment del respecte als drets humans i a les llibertats fonamentals; afavorirà la comprensió, la tolerància i l'amistat entre totes les nacions i tots els grups ètnics o religiosos; i promourà el desenvolupament de les activitats de les Nacions Unides per al manteniment de la pau.
3. Els pares tindran dret preferent a escollir el tipus d'educació que s'haurà de donar a llurs fills.

Interessa molt que ens fixem amb cura en el contingut d'aquest article, donada la relació directa amb el que estem dient.

Efectivament, aquest breu article de la Declaració estableix la base del que s'esdevé el conjunt de drets i llibertats relatius a l'educació:

En primer lloc, la proclamació del dret de tothom a l'educació i, consegüentment, la gratuïtat dels ensenyaments bàsics i la no discriminació.

En segon lloc, la necessitat de generalitzar els ensenyaments no obligatoris i, per això, el deure dels poders públics d'ajudar als centres docents a fi i efecte de fer-los assequibles a tothom.

En tercer lloc, el principi de l'educació humana i per l'essencial de la personalitat dels alumnes com a objectiu propi de l'acció educativa escolar.

Bibliografia Bàsica

- DELORS, J. et al. (1996): *Educació: hi ha un tresor amagat a dins*. Informe per la UNESCO de la Comissió Internacional sobre educació per al segle XXI. Barcelona: Editorial Mediterrània-Centre UNESCO de Catalunya.
- NNUU. (1948): *Declaració Universal dels Drets Humans*.
- PÉREZ de CUÉLLAR, J. et al. (1997): *La nostra diversitat creativa*. Informe de la Comissió Mundial sobre Cultura i Desenvolupament. Barcelona: Editorial Mediterrània-Centre UNESCO de Catalunya.



Ciutats per als drets humans CONFERENCIA EUROPEA
CONFERENCIA EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFERENCE EUROPEENNE
EUROPEAN CONFERENCE **Cities for human rights**

Desmond O'Byrne

CURRICULUM VITAE

Name	Dr Desmond Joseph O'BYRNE
Present address	16 domaine de Riodel Ornex F-01210 France
Date of birth	14 March 1945
Place of Birth	Dublin, Ireland
Nationality	Irish
Marital Status	Married
Profession	Sociologist, Health Education & Promotion Specialist
Education	D. Phil., (Oxon). Received doctorate in Philosophy from the University of Oxford, England, UK

Dr O'Byrne is currently the Chief of the Health Education and Health Promotion Unit (HEP) within the Division of Health Promotion, Education and Communication (HPR) at the World Health Organization (WHO), Geneva. He is responsible for the planning and implementation of the programme and management of staff of the HEP unit and in assisting the Director, HPR, in the work of the Division.

Previously, Dr O'Byrne was the responsible officer for the education for health and the smoking and health programmes in the European Regional Office of WHO, Copenhagen.

Before joining WHO in 1984, he was Head of the Research and Information Division of the Health Education Bureau, Dublin, Ireland.



Ciutats per als drets humans ciutat per als drets humans
Ciudades por los derechos humanos ciudad por los derechos humanos
Villes pour les droits de l'homme ville pour les droits de l'homme
Cities for human rights city for human rights

Louis Edmond Pettiti

PETTITI (Louis Edmond) Avocat. Né le 14 Janvier 1916 à Asnières (Seine).

Etudes: Collège Masséna à Nice. Faculté de droit de Paris. Dipl. Licence en Droit. Carr. : Avocat inscrit au Barxxxx de Paris (1935), Membre du Conseil de l'Ordre (1988), Batonnier (1978-1979) de l'ordre des Avocats à la Cour de Paris, Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme (de 1980). Vice-Président de la Société de Législation comparée, Vice Président de Lixxxx Justice, Président de l'Institut de formation des droits de l'homme du Barreau de Paris (1978) Membre de l'Académie de droit international du Mexique, Juge au tribunal européen en matière d'immunités des états (1985), Président honoraire de la Société des Prisons, Membre de la commission nationale des Droits de l'Homme et de la commission française pour l'UNESCO, Oeuvres: Les droits de l'Homme en Amérique Latine Informatique et Libertés (1969), Convention européenne et réserves (1974), Droit xxxxx quitter le territoire (1975), Le procès Tcharansky (en col. 1979), Mission en Iran, Le rôle actuel du Conseil de l'Europe (1983), La Cour Européenne des droits de l'Homme (1983), Liberté d'expression (1985), Aspects juridiques des droits de l'Homme, Droits fondamentaux. Déc.: Commandeur de la Légion d'Honneur du Mérite, Grand Officier de l'ordre de la République italienne, Commandeur de l'Ordre de Saint Grégoire, (Saint Siège); Officier de l'ordre de la République du Sénégal, Officier du Phoenix (République de Grèce) Commandeur de la Légion d'Honneur (France).

DIST. Prix UNESCO des droits de l'Homme (1979). Sports: de montagne, escrime.

CONFERENCE DE BARCELONE

Les Droits de l'Homme et la Politique des Grandes Villes.

=====

L. PETTITI

La protection des Droits de l'Homme est directement concernée par la politique des Villes et celle-ci peut trouver dans la thématique des Droits de l'Homme un support à ses initiatives et activités.

Les directions à suivre en Droits de l'Homme principalement sont les suivantes :

- 1.) Connaissance des principes généraux et des instruments de protection,
- 2.) Analyse des cas de violations particulières aux Villes :
 - . Violations urbaines et scolaires,
 - . Défaillances des forces de Sécurité,
 - . Atteintes et agressions contre les enfants et les adolescents.
- 3.) Initiation à l'anthropologie et aux Droits de l'Homme et Libertés publiques dans le cadre de la formation des fonctionnaires municipaux.
- 4.) Mise en place de nouvelles structures spécifiques pour les grandes Villes afin de répondre à ces programmes 1, 2, 3.

II - DES REPOSES ADAPTEES

La lutte contre la violence en milieu scolaire constituera désormais le cinquième objectif du plan départemental de sécurité, élaboré sous la responsabilité conjointe du préfet et du procureur de la République. Le plan départemental de prévention de la délinquance, prévu par le pacte de relance pour la ville, vient en complément du plan départemental de sécurité. La lutte contre la violence se traduit aussi dans la politique de l'établissement scolaire.

* Les actions conjointes de prévention

Elles peuvent prendre plusieurs formes : journées « portes ouvertes », expositions, débats, production de documents pédagogiques, campagnes à thèmes (par exemple, prévention du racket ou du recel). Elles visent notamment à faire connaître et comprendre la loi aux élèves.

Ces actions prennent appui sur la formation des personnels. On privilégiera des actions de formation interministérielles conjointes, conduites dans le cadre de la politique de la ville, ou bien assurées au titre du ministère chargé de la fonction publique ou encore, mises en oeuvre par les organes de formation des différents ministères. Les formations sont offertes prioritairement aux fonctionnaires nouvellement nommés.

* La prise en compte des situations difficiles

Elle implique :

- sur le plan administratif, la mise en place
 - de cellules académiques d'audit et de soutien pour aider des établissements confrontés à des problèmes de violence,
 - de groupes interministériels d'accompagnement technique, comme les groupes de traitement locaux de la délinquance.

- sur le plan pédagogique, l'accueil et la scolarisation, au sein de structures expérimentales, d'adolescents en voie de déscolarisation ou de marginalisation, dans le but de les aider à trouver une solution scolaire ou pré-professionnelle. Ces structures sont placées sous la responsabilité d'un collège qui peut utilement faire appel à la collaboration de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et des collectivités territoriales. Le projet de mise en oeuvre de telles structures est soumis pour approbation aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale .

* L'information réciproque des services sur les situations susceptibles de justifier des poursuites pénales.

En vertu de l'article 40 du code de procédure pénale, tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de lui transmettre tous les renseignements qui y sont relatifs.

3

A cet effet, les chefs d'établissement ou les inspecteurs d'académie adresseront au procureur de la République de leur département un signalement systématique, directement et en temps réel, de toute situation d'enfant en danger, d'absentéisme scolaire répété et de tout incident grave ou pénalement répréhensible commis dans un établissement scolaire.

Un magistrat du parquet, spécialement désigné, pourra être joint à tout moment par téléphone ou par télécopie ; il appréciera la réponse la plus adaptée qu'il convient d'apporter au signalement. En retour, les inspecteurs d'académie et les chefs d'établissement seront informés des suites judiciaires qui auront été données.

Les circuits et les procédures de signalement seront définis par les responsables départementaux pour que puissent être prises en compte les situations d'urgence. Ils seront explicités dans les conventions départementales établissant les conditions de coopération entre les services.

Les modalités pratiques du signalement à l'autorité judiciaire sont précisées dans la circulaire n° JUS.D.96-30033 C du 22 mars 1996 du ministère de la justice qui sera adressée par ailleurs aux préfets de région, aux recteurs d'académie, aux préfets de département et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale.

III - DEUX NIVEAUX PRINCIPAUX D'INTERVENTION

S'ajoutant aux politiques éducatives conduites dans chaque académie, la lutte contre la violence en milieu scolaire prend forme aux niveaux départemental et local.

* Au niveau départemental

Le niveau départemental constitue l'échelon moteur du partenariat, pour l'observation comme pour la prévention et le traitement de la violence.

Il appartient au préfet de département et au procureur de la République, d'assurer la mise en cohérence de l'ensemble de ces structures (groupes de suivi départementaux de sécurité, conseil départemental de la prévention de la délinquance et à terme, comités restreints de lutte contre la toxicomanie) qui rassemblent en règle générale les mêmes représentants des administrations d'Etat concernées par des problématiques voisines et largement interdépendantes.

* Au niveau local

De la même façon, il convient au niveau local, de mettre en cohérence les interventions conjointes de l'Etat et des collectivités locales. Le rôle des correspondants permanents, mis en place en matière de sécurité dans les établissements scolaires, ainsi que celui des groupes locaux d'appui à la sécurité (GLAS) constituent un facteur d'efficacité du partenariat.

/

DLC D2 - JLDL - A. VEDJUSINZ

I- LA GESTION DES CRISES URBAINES dans

l'expérience française transposable

Relevant de la prévention de la délinquance et du maintien de l'ordre public, les crises urbaines n'appellent pas, à leur commencement, de réaction principalement judiciaire.

Mais, outre le fait qu'elles trouvent parfois leur facteur déclenchant dans une infraction pénale, voire dans une décision de justice, il est essentiel que le parquet soit, dès le départ, associé à leur gestion dans la mesure où l'ampleur et l'efficacité de la réponse judiciaire dépendront pour une bonne part des dispositions qui auront été prises en amont de sa saisine.

Il est, par exemple, certain que le décalage qui peut exister entre la gravité des infractions commises et les suites qui leur sont réservées tient souvent à l'absence d'interpellation, à l'insuffisance des éléments de preuve, ou au fait que les personnes interpellées n'ont commis que des délits mineurs alors que les meneurs n'ont pas été identifiés.

Les crises urbaines commandent donc d'abord une action concertée entre le préfet et le procureur de la République, action qui doit s'asseoir sur une habitude constante de travail en commun. Elles impliquent, en effet, par nature, une réaction dans l'urgence.

Le cadre dans lequel doit s'inscrire cette action concertée existe. Il a été créé par la circulaire interministérielle du 9 septembre 1993 : il s'agit du plan départemental de sécurité, et du comité qui en est l'organe exécutif.

La circulaire interministérielle assignait, en effet, aux préfets et aux procureurs de la République, à titre de première priorité, la lutte contre les violences urbaines.

Acte public, valant instruction pour les services concourant à la sécurité, le plan départemental de sécurité doit donc d'abord être le lieu de convergence des actions administratives et des actions judiciaires pour l'amélioration de la sécurité urbaine. Pour autant, les plans qui ont été arrêtés ne portent qu'imparfaitement la trace de cette préoccupation.

Il m'apparaît donc primordial que les procureurs de la République qui en sont les co-signataires et qui co-président avec les préfets les comités départementaux de sécurité fassent en sorte que les plans soient complétés, à chaque fois que cela n'a pas été fait, sur deux points qui, à l'analyse des crises survenues ces derniers mois, apparaissent essentiels :

.../...

A) La mise en place d'indicateurs d'alerte

Les quartiers dans lesquels surviennent des crises graves font généralement l'objet de contrats de ville, relèvent de la compétence de conseils communaux de prévention de la délinquance et l'intervention de l'Etat y est le plus souvent importante.

Il est pourtant trop rare que ce maillage permette d'anticiper sur une crise à venir et donc que les décideurs publics soient mis en mesure de prendre, en temps utile, les décisions qui seraient de nature à empêcher les troubles ou à en limiter les effets.

Davantage centrées sur la délinquance, les actions qui y sont menées doivent développer un effort de prévention des crises urbaines.

Il convient donc que les procureurs de la République se rapprochent des préfets pour examiner avec eux la possibilité de mettre sur pied, dans chaque ressort, un outil susceptible de les alerter sur l'imminence d'une crise et de leur permettre de prendre, en temps réel, les dispositions nécessaires. Les modalités précises doivent, à l'évidence, en être arrêtées au plan local, en fonction de l'infrastructure existante (observatoires locaux de la délinquance etc...) et avec les interlocuteurs habituels du préfet et du procureur de la République.

Il appartiendra notamment aux procureurs de la République de mobiliser à cette fin les services dépendant du Ministère de la Justice, le cas échéant dans le cadre des "cellules ville".

B) L'instauration d'une cellule de crise

Quelles que soient les difficultés particulières propres à telle ou telle zone urbaine, on sait qu'une crise de cette nature surgit toujours à la suite d'un élément déclencheur. Même si celui-ci n'est, le plus souvent, que le prétexte dont se saisissent quelques meneurs, décidés à en découdre notamment avec les forces de l'ordre, sa survenance doit entraîner une réaction immédiate des autorités pour que soient mieux prévenus des événements devenus, dès cet instant, prévisibles.

Ainsi que cela a été dit, ces événements ont souvent une connotation judiciaire. Beaucoup trouvent, en effet, leur source dans des faits dont un ou plusieurs habitants du quartier en question sont considérés, à tort ou à raison, comme victimes.

Il appartient donc au procureur de la République qui en est, dans cette hypothèse, le premier avisé, de se rapprocher immédiatement de l'autorité administrative afin de demander que le comité départemental de sécurité se réunisse en cellule de crise.

6

Cette cellule doit avoir deux missions :

- Une mission d'information

Quel qu'il soit, le facteur déclenchant est souvent grossi et déformé. La rumeur s'en empare aussitôt et, lorsque les autorités réagissent, il est souvent trop tard. Leur réaction prend alors l'apparence d'un démenti, insuffisant pour remédier à une situation qui a pris de l'ampleur. Il est donc essentiel que soit immédiatement assurée, tant auprès des médias que de la population, une information complète et précise.

S'agissant d'affaires judiciaires, c'est le plus souvent au procureur de la République ou, sous son contrôle, aux officiers de police judiciaire missionnés à cet effet, qu'il reviendra de la mettre en oeuvre.

- La mise en place d'un dispositif de police judiciaire

Le procureur de la République doit, dès qu'il a connaissance d'un risque de troubles, demander aux responsables de la police ou de la gendarmerie de mettre en place un dispositif de police judiciaire doté des moyens techniques nécessaires, par exemple caméra-vidéo, et seulement chargé d'une mission de police judiciaire (identification et interpellation d'éventuels auteurs de troubles dans des conditions telles qu'ils puissent ensuite être utilement jugés pour les faits qui leur sont reprochés) à l'exclusion de toute autre.

Ce dispositif devra néanmoins s'adosser sur celui qui aura été mis en place par le préfet aux fins de maintien de l'ordre. Il convient donc qu'il soit arrêté au sein de cette cellule de crise et en parfait accord avec l'autorité administrative.

II- LE TRAITEMENT DE LA DÉLINQUANCE URBAINE

L'amélioration des modalités de la saisine de l'autorité judiciaire et le travail que les parquets peuvent faire en "amont" de leur intervention avec leurs interlocuteurs habituels n'est susceptible d'améliorer l'efficacité du traitement de la délinquance urbaine que si l'institution procède à certains choix organisationnels (A) et si elle se donne les moyens de tirer les enseignements des situations auxquelles elle s'est trouvée confrontée (B).

.../...

A) - ÉVOLUTIONS ORGANISATIONNELLES

1. Le traitement en temps réel des infractions pénales

Par ce qu'elle suppose d'immédiateté dans la direction de la police judiciaire puis de rapidité dans la conduite de l'action publique, la délinquance urbaine nécessite, plus encore que les autres types de délinquance, que le parquet soit organisé pour traiter en temps réel les infractions pénales.

Tous les chefs de parquets ont été destinataires, le 16 février 1995, du rapport du groupe dont les travaux ont permis de définir le traitement en temps réel des procédures pénales, sa portée et ses modalités. Une trentaine de parquets de taille différente ont d'ores et déjà adopté une organisation conforme à celle qui est définie dans ce rapport. Ce système doit maintenant être généralisé à l'ensemble des parquets. Des outils méthodologiques, qui ont pris la forme de mémentos pratiques élaborés en fonction de la taille des juridictions à partir de la réflexion de chefs de parquet et de magistrats de l'administration centrale ont été diffusés, et doivent permettre aux parquets d'effectuer ce changement dans les meilleurs conditions.

Intervenant dans l'enquête dès son commencement, le procureur de la République dont le parquet fonctionne en temps réel peut ainsi mieux influencer sur son déroulement, et prendre au moment utile les décisions d'action publique les plus adaptées.

2. Les sites d'action publique prioritaires

La mise en place, dans le cadre du plan départemental de sécurité, d'indicateurs d'alerte doit notamment permettre au parquet d'adapter ses modes d'actions dans certains quartiers.

De ce point de vue, l'expérience menée par plusieurs parquets consistant à mettre en place des groupes locaux de traitement de la délinquance permettant d'assurer une meilleure prise en charge de quartiers ou de sites présentant un niveau de délinquance élevé, paraît devoir être étendue.

Les secteurs où le niveau d'insécurité est devenu tel qu'il met en péril la cohésion sociale et constitue un frein à tout projet de réhabilitation, doivent constituer une priorité absolue pour le parquet.

A condition d'être limitée dans l'espace et dans le temps, la définition de sites d'action publique prioritaire avec des objectifs précis peut prolonger utilement le dispositif institué par le plan départemental de sécurité.

Dirigé par le procureur de la République ou l'un de ses substituts, ce groupe a d'abord pour objet de permettre une meilleure identification des différents acteurs intervenant sur le quartier : un seul représentant pour les services de police ou de gendarmerie, un seul représentant pour la collectivité locale concernée ; il doit ensuite permettre une meilleure association, en fonction des sujets traités, des autres partenaires de l'action judiciaire : représentants de l'éducation nationale, des bailleurs institutionnels, des commerçants implantés dans le site, etc...

Les objectifs qui peuvent être assignés à ce groupe sont variables en fonction des difficultés particulières rencontrées dans le quartier concerné. Ils impliquent en réalité des actions administratives et des actions judiciaires dont la cohérence doit être assurée au sein du comité départemental de sécurité :

- Accélération et diversification de la réponse pénale tant au stade des poursuites qu'à celui de l'exécution, (l'exécution systématique et rapide des décisions de justice apparaît en effet essentielle).
- Suivi de l'ensemble de la délinquance locale et notamment des phénomènes de violences urbaines par un seul magistrat du parquet, y compris en ce qui concerne les mineurs.
- Traitement rapide de l'absentéisme scolaire, (en liaison avec l'académie).
- Demande d'une présence policière renforcée.
- Demande de protection des points qui peuvent constituer des lieux à risques (transports en commun, écoles, lieux de culte, etc...).

Dans le même temps, le ministère de l'Intérieur a organisé tant à l'échelon départemental qu'à l'échelon local, la coordination des actions policières de lutte contre les violences urbaines. Ce dispositif exposé dans la circulaire du 31 octobre 1995 jointe en annexe, doit permettre de donner leur pleine efficacité tant aux plans départementaux de sécurité qu'aux groupes de traitement de la délinquance partout où il en existera.

L'efficacité de l'action judiciaire dans le traitement de ces crises est également conditionnée par une transmission, à différents niveaux, de l'information collectée par les acteurs de terrain.

B) - AMÉLIORATION DE L'INFORMATION

Après n'avoir d'abord concerné que les zones très urbanisées, les violences urbaines ont progressivement gagné une partie des banlieues de la quasi-totalité des grandes villes puis, plus récemment, des villes de moindre importance.

L'efficacité de la réponse qui leur est apportée est donc devenue un véritable enjeu national auquel il appartient pour une bonne part à l'autorité judiciaire de répondre.

Mais l'intervention des parquets ne pourra atteindre son objectif que si elle est cohérente. C'est notamment le rôle de la direction des affaires criminelles et des grâces que de veiller à ce que cette cohérence soit assurée.

Elle ne pourra néanmoins le faire que si des informations sur les actes de violence urbaine lui sont données en temps réel.

Vous trouverez, annexé à la présente circulaire, un modèle de rapport d'attente, court et simple, destiné à assurer l'information immédiate de la chancellerie. Il a été conçu comme une fiche téléphonique pouvant être renseigné comme telle et devra être envoyé par télécopie, à la sous-direction des affaires pénales générales et des grâces, pour les actes de violence urbaine d'une certaine gravité.

Il appartiendra aux procureurs généraux d'arrêter avec les procureurs de la République de leur ressort les modalités de transmission de ces fiches d'alerte à la Chancellerie. Quelles que soient les dispositions dont ils conviendront, elles devront évidemment être inspirées par un impératif de célérité.

Dans toute la mesure du possible, ces fiches d'alerte permettront d'éviter aux parquets des rapports longs et fastidieux. Des précisions pourront néanmoins leur être demandées sur le déroulement des crises urbaines les plus graves. Afin de faciliter leur tâche, un rapport-cadre, également joint en annexe a été établi. Il pourra être renseigné soit d'office par le parquet lorsqu'il l'estimera nécessaire, soit à la demande de la direction des affaires criminelles et des grâces (sous-direction des affaires pénales générales et des grâces). Il a également été conçu pour simplifier le travail des parquets et a essentiellement pour objet d'analyser les circonstances qui auront favorisé le développement de la crise.

A intervalles réguliers, des représentants de la direction des affaires criminelles et des grâces se déplaceront, avec des représentants de la direction générale de la Police Nationale, sur un site, choisi d'un commun accord entre les deux directions, qui apparaîtra particulièrement intéressant soit en raison de l'importance et de la nature des troubles qui s'y seront déroulés, soit en raison des réponses qui leur auront été apportées.

.../...

Après la deuxième guerre mondiale la mise en œuvre des Traités-Pactes-Conventions de protection des droits fondamentaux, l'équation police droits de l'homme était souvent présentée comme un rapport antagoniste.

Les images des polices et de leurs violences se situaient dans la dimension verticale des Pactes : l'Etat oppresseur contre le citoyen. Cette vision négative a laissé place à une toute autre perspective en même temps que la dimension horizontale des instruments de protection s'affirmait.

Désormais dans les grandes démocraties occidentales, il est évident que le plus grand nombre de violations des droits fondamentaux émanent des groupes contre les individus, plus que des abus des pouvoirs publics. L'évolution criminologique le démontre et le crime est bien l'élément le plus violateur des droits de l'homme.

Certes, l'action des polices peut prêter à des constats de défaillances qui appellent réformes et sanctions. C'est la partie grise du rapport entre autorités et sociétés et quelques réflexions seront énoncées ci-après.

Mais ce qu'il importe de rappeler à une période de désagrégation, c'est que l'Etat redevient le meilleur rempart pour préserver les communautés contre les fanatismes, les injustices, les exclusions. Le regard de méfiance qui était porté en même temps par les magistrats et agents d'autorité face à la Convention Européenne de sauvegarde s'est transformé en attention.

On ne voit plus dans cet instrument un outil qui réduirait l'action ou la rendrait plus difficile, mais au contraire un soutien à l'ingérence légitime. *en même temps que vigilance à l'égard des abus*

9
Pendant longtemps, en France notamment, le rôle de prévention, de défense des mineurs et des handicapés, tant des Parquets que des services de police, a été méconnu. Seule l'action de répression était commentée.

Encore de nos jours à l'occasion de la réforme de la justice, des Parquets, des liens et statuts magistrature police, c'est l'action pénale qui est presque exclusivement enrayée. Certains projets de réforme ignorent l'incidence des liens Chancellerie-Parquet dans le domaine civil de l'action du Ministère Public et ??? les graves conséquences qui résulteraient d'une coupure, d'une rupture du lien hiérarchique. *melle*

x Il est un domaine où l'action de la police, en particulier par la mission de la brigade de protection des mineurs, a été d'une portée considérable pour la protection de l'enfance. Pendant quelques années, l'ampleur du trafic sexuel, de la prostitution d'enfants n'avait pas été suffisamment prise en compte par les pouvoirs publics. L'opinion mal informée restait aussi passive.

Ce fut le mérite de la brigade de protection des mineurs aidée *par Interpol* par les associations familiales et à objectif moral et éthique d'alerter, de révéler, de prévenir avec au deuxième stade le relais de toute la police et de la magistrature. Le sursaut observé en 1996-97 en ce domaine en est une des résultantes.

Police et Déontologie

La critique la plus souvent formulée contre les autorités de police ou les ordres d'avocats et de médecins tient au dysfonctionnement du système professionnel : Insuffisance d'une doctrine qui devrait mieux exprimer la finalité de la profession. Insuffisance des mécanismes de contrôle de l'exercice. La déontologie des professions a été renouvelée par la thématique des droits de l'homme en y ajoutant la dimension de la dignité pour le professionnel et celle du droit d'autrui pour le

10

citoyen interlocuteur de celui-ci. La déontologie ne doit pas être seulement le code d'éthique de la profession, elle doit ressourcer ce code par la référence aux droits de l'homme. Le contrôle disciplinaire instauré pour faire respecter cette déontologie ne doit pas se borner à assurer la discipline et la cohésion du corps, il doit aussi être élément d'exemplarité et de dissuasion. En ce sens, il devient aussi un élément de la formation.

Le mécanisme de ce contrôle doit échapper aux critiques légitimes qui constitueraient un excès de protectionnisme corporatif. Pour ce faire, la composition de la commission, la procédure suivie devraient intégrer les principes dégagés par la jurisprudence CEDH sur l'article 6.

La thématique droits de l'homme considère aussi bien la protection contre les ingérences d'autorités qui ne seraient pas justifiées par des intérêts légitimes et porteraient atteinte aux droits garantis, que la protection des corps de l'Etat qui, dans l'intérêt général, assurent la sécurité, la sûreté pour aider les particuliers. Le rôle positif de la police doit être mis en parallèle avec le rôle positif du Ministère Public gardien des libertés, des enfants et des personnes vulnérables.

Police et Education

Une dimension nouvelle qui doit permettre un nouvel élan pour l'amélioration des formations est apportée par l'institution d'une décennie d'éducation aux Droits de l'homme décidée par l'Assemblée Générale des Nations Unies et qui s'impose à tous les états membres et devant faire l'objet de rapports annuels.

L'éducation aux Droits de l'homme doit s'entendre d'une éducation au civisme, à la citoyenneté, à la démocratie et à la tolérance et la paix. Chaque corps, chaque profession doit prendre en compte la nécessité d'une réforme de l'enseignement, de la formation.

41

citoyen interlocuteur de celui-ci. La déontologie ne doit pas être seulement le code d'éthique de la profession, elle doit ressourcer ce code par la référence aux droits de l'homme. Le contrôle disciplinaire instauré pour faire respecter cette déontologie ne doit pas se borner à assurer la discipline et la cohésion du corps, il doit aussi être élément d'exemplarité et de dissuasion. En ce sens, il devient aussi un élément de la formation.

Le mécanisme de ce contrôle doit échapper aux critiques légitimes qui constitueraient un excès de protectionnisme corporatif. Pour ce faire, la composition de la commission, la procédure suivie devraient intégrer les principes dégagés par la jurisprudence CEDH sur l'article 6.

La thématique droits de l'homme considère aussi bien la protection contre les ingérences d'autorités qui ne seraient pas justifiées par des intérêts légitimes et porteraient atteinte aux droits garantis, que la protection des corps de l'Etat qui, dans l'intérêt général, assurent la sécurité, la sûreté pour aider les particuliers. Le rôle positif de la police doit être mis en parallèle avec le rôle positif du Ministère Public gardien des libertés, des enfants et des personnes vulnérables.

Police et Education

Une dimension nouvelle qui doit permettre un nouvel élan pour l'amélioration des formations est apportée par l'institution d'une décennie d'éducation aux Droits de l'homme décidée par l'Assemblée Générale des Nations Unies et qui s'impose à tous les états membres et devant faire l'objet de rapports annuels.

L'éducation aux Droits de l'homme doit s'entendre d'une éducation au civisme, à la citoyenneté, à la démocratie et à la tolérance et la paix. Chaque corps, chaque profession doit prendre en compte la nécessité d'une réforme de l'enseignement, de la formation.

plans et pédagogies (cf. Rapport du Comité Français décennie 1996-1997).

12

Le sommet des chefs d'Etat européens tenu en 1997 à Strasbourg a manifesté la volonté des états à rallier les différentes actions du Conseil de l'Europe, pour assurer le progrès social dans les démocraties en y associant toutes les autorités et administrations qui concourent au service public.

Comme l'a souligné M. Stoyanov, Président de la Bulgarie : "En Europe, nous vivons dans des sociétés dans lesquelles nous étions couverts d'obligations. Aujourd'hui, nous devons lutter contre l'illusion que nous n'aurions que des droits. Cette illusion se rencontre dans d'autres parties de l'Europe." #

Il est prévu d'encourager les élèves et les étudiants à décider dans le cadre de séminaires et de projets pilotes et à comprendre l'importance des valeurs démocratiques, de la prééminence du droit des institutions civiques, de l'honnêteté dans la vie publique et de la tolérance.

Cette action, associée à un effort pour diffuser plus largement ce message dans les médias et les institutions civiles par l'intermédiaire d'un nouveau programme d'échanges de jeunes proposé par la Norvège, contribuera à soutenir le développement durable.

La déclaration ouvre des pistes, que le plan d'action développe, en ce qui concerne les droits de l'homme, la lutte contre l'intolérance, la protection des minorités nationales. Les pages qui suivent y sont consacrées.

Elle appelle à une abolition universelle de la peine de mort et insiste sur le maintien, entre-temps, des moratoires en place. Elle exprime la détermination de renforcer la capacité d'action collective contre la torture.

13
Ainsi, la déclaration du sommet comporte les points suivants pour lesquels la police est concernée, notamment dans son rôle de prévention et d'éducation au civisme.

Interdiction du clonage d'êtres humains : Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se félicitent à interdire tout usage des techniques de clonage ayant pour but de créer un être humain génétiquement identique à un autre et donnent mandat au Comité des Ministres d'adopter, à cette fin, un protocole additionnel à la Convention d'Oviedo sur les droits de l'homme et la bio-médecine dans les meilleurs délais.

Lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance : Les chefs d'Etat et de Gouvernement se félicitent des actions menées par le Conseil de l'Europe dans ce domaine depuis le Sommet de Vienne et décident de renforcer les activités de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, en soulignant l'importance d'une coopération étroite avec l'Union européenne.

Lutte contre la criminalité et le blanchiment (référence : la résolution 1147 de 1998 du Conseil de l'Europe : criminalité des affaires : une menace pour l'Europe))

Protection des minorités nationales : Les Chefs d'Etat et de Gouvernement, prenant en considération l'entrée en vigueur imminente de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, décident de compléter l'acquis normatif du Conseil de l'Europe en la matière par des initiatives pratiques, telles que des mesures de confiance et une coopération renforcée, impliquant à la fois les gouvernements et la société civile.

Promotion des droits sociaux : Les chefs d'Etat et de Gouvernement s'engagent à promouvoir les normes sociales, telles qu'elles résulteraient de la Charte sociale et d'autres instruments du Conseil de

14
l'Europe, et apporteraient l'adhésion la plus large possible à ces instruments ; ils décident d'améliorer les échanges de bonnes pratiques et d'informations entre les Etats membres d'intensifier leur coopération dans ce domaine.

Nouvelle stratégie de cohésion sociale : Les Chefs d'Etat et de Gouvernement chargent le Comité des Ministres de définir une stratégie de carte sociale pour répondre aux défis de société et de procéder aux restructurations appropriées au sein du Conseil de l'Europe, notamment par la création d'une unité spécialisée dans l'observation, la comparaison et l'approche de problèmes liés à la cohésion sociale.

Programme pour l'enfance : Les chefs d'Etat et de Gouvernement encouragent l'adoption d'un programme pour promouvoir les intérêts des enfants en partenariat avec les organisations internationales et non gouvernementales concernées.

Fonds de Développement social : Les chefs d'Etat et de Gouvernement décident de renforcer les activités du Fonds de développement et les invitent à participer activement à l'action du Conseil de l'Europe en matière de cohésion sociale et lui demandent instamment d'accroître son pouvoir d'investissement dans le domaine social et la création d'emplois. Ils appellent tous les Etats à ratifier la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime.

Lutte contre la toxicomanie : Les Chefs d'Etat et de Gouvernement décident de renforcer leur coopération, par l'intermédiaire du Groupe Pompidou, pour le traitement des problèmes touchant à l'usage et au trafic de drogues illicites ; ils marquent leur approbation pour le nouveau programme de travail du Groupe et saluent en particulier les activités destinées à prévenir l'abus de drogue chez les jeunes et à faciliter la réinsertion des toxicomanes et usagers de drogue dans la société.

15

Protection des enfants : Les Chefs d'Etat et de Gouvernement décident de réexaminer leurs législations nationales en vue de parvenir à des normes communes de protection des enfants victimes ou menacés de traitements inhumains ; ils conviennent de développer leur coopération, dans le cadre du Conseil de l'Europe, en vue de prévenir toute forme d'exploitation des enfants, y compris par la production, la vente, la commercialisation et la détention de matériel pornographique impliquant des enfants.

H

L'éducation aux droits de l'homme doit s'effectuer selon trois pôles en interdépendance :

- le savoir, les connaissances, les concepts,
- les pratiques éducatives et les projets interdisciplinaires,
- les débats concernant les valeurs.

Ce triptyque pédagogique permet de ne pas creuser le fossé existant trop souvent entre le savoir et l'action. Se contenter de dire les Droits de l'Homme et les faire mémoriser ne conviendrait pas à une éducation qui a pour visée des attitudes de respect de l'autre et des actions pour promouvoir le droit, les droits. Au reste, les enfants sont extrêmement sensibles aux décalages entre la parole des adultes et leurs attitudes, entre le dire et le faire. Ils voient là une insincérité, une injustice qui les conduisent à ne plus avoir confiance dans les adultes et à douter du bien-fondé de ce qu'on leur dit sur les droits de l'homme. La contribution des autorités de police à l'action du Comité européen pour la prévention de peines et de traitements dégradants ou inhumains a été positive.

Ce comité ne limite pas son action à contrôler certains comportements ou pratiques, il recherche par sa visite des locaux et des investigations à mieux connaître au plan médical, hygiène, prévention sanitaire les moyens d'améliorer la condition des gardes à vue, détenus ou internés psychiatriques. Il construit une pénologie à l'échelle européenne, avec l'aide des fonctionnaires de police.

16
A cet effet, l'Assemblée parlementaire invite à accorder une attention particulière aux critères de la formation professionnelle du sexe et de l'âge, afin d'assurer une composition plus équilibrée du comité et, notamment, une plus grande participation de spécialistes des questions pénitentiaires et de médecine légale, ainsi qu'un nombre accru de femmes parmi ses membres.

L'Assemblée charge sa commission des questions juridiques et des droits de l'homme :

- de suivre de près les travaux du CPT, (*Comité de Protection contre la Torture*)
- de coopérer étroitement avec le CPT et de lui transmettre sans délai toute information concernant les conditions de détention dans un Etat membre.

2
On peut souhaiter à l'avenir que, sous l'influence du CEM (*Comité Européen contre la Torture*), il y ait une véritable politique volontariste des Etats en ces domaines.

La préparation du plan triennal du Conseil de l'Europe consacré aux problèmes de police va permettre d'accomplir de nouveaux progrès.

De même, la contribution des Ministères de l'Intérieur à la décennie d'Education aux Droits de l'Homme, accentuera les réformes positives dans le domaine de la formation, avec adéquation aux nouveaux problèmes de violence et de corruption.

Le projet "Police et droits de l'homme 1997-2000" fait suite aux travaux déjà menés avec de hauts fonctionnaires de police et qui avaient révélé la nécessité de coordonner l'action au niveau européen. Ce projet a pour objectif d'informer tous les fonctionnaires de police des Etats membres du Conseil de l'Europe sur les normes en vigueur en matière de droits de l'homme, en particulier celles contenues dans la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

A

Le projet instituera un réseau de fonctionnaires de police jouant un rôle très actif dans le domaine des droits de l'homme. Ils développeront une coopération avec d'autres forces de police, en travaillant au moyen de bases de données spécialement conçues, par des échanges d'informations et des séminaires. Ils aideront aussi à concevoir des programmes d'appui pédagogique dans le domaine des droits de l'homme et à élaborer des contrôles internes de qualité afin de prévenir les dérapages. (référence : le document d'information concernant le programme : Police et droits de l'homme, 1997-2000 du Conseil de l'Europe du 24 octobre 1997, et l'avis de la Commission Nationale Consultative des droits de l'homme de 1998 relatif au projet de loi créant un Conseil supérieur de la déontologie de la sécurité).

Plusieurs activités sur le thème ont été organisées dans les années 1980, dont un colloque intitulé "La police au service des droits de l'homme", qui a formulé des recommandations concernant la coordination et la promotion de la sensibilisation aux droits de l'homme dans la police ; une réunion spéciale des directeurs et représentants des écoles supérieures de police et centres de formation de la police, qui a mis en évidence le besoin d'un manuel de formation de la police en matière des droits de l'homme, d'un échange régulier d'informations et de l'établissement d'un système d'agents de liaison ; la publication de deux manuels intitulés "Les droits de l'homme et la police" et "La formation de la police concernant les relations avec les migrants et les groupes ethniques" ; et une série de visites d'échanges entre fonctionnaires de police en exercice.

Plus récemment (décembre 1995), la Direction des Droits de l'Homme a organisé un séminaire destiné aux hauts fonctionnaires de police, aux autorités nationales de la police et aux experts en la matière. D'une part, ce séminaire a conduit à la production d'affiches dans plusieurs langues et au lancement d'une série de publications visant à sensibiliser les fonctionnaires de police à divers aspects de la protection des droits de l'homme. D'autre part, il a fait apparaître le besoin urgent, au sein de la police, d'une approche des droits de l'homme structurelle, coordonnée et paneuropéenne.

Trois priorités majeures ont été dégagées dans le cadre d'un programme triennal :

- la construction d'un réseau et d'une structure de communication ;
- l'élaboration d'un programme de soutien pédagogique "police et droits de l'homme" ; et
- la mise au point d'instruments pour le contrôle interne de la qualité et d'activités visant à mesurer le succès du programme.

Dans le cadre du programme, le Conseil de l'Europe s'efforcera de mettre en place un réseau de fonctionnaires de police, directement impliqués en matière de droits de l'homme, capables de promouvoir et coordonner la sensibilisation aux droits de l'homme au sein de la police à un niveau national. En pratique, cela signifie que le Secrétariat du Conseil de l'Europe, dans le cadre du programme "Police et droits de l'homme", va :

- a) inviter les autorités policières nationales à conclure un accord de coopération dans le domaine du travail de la police et des droits de l'homme ;
- b) encourager les autorités responsables de la police dans chaque Etat membre à constituer un groupe de travail national chargé de mettre en œuvre les activités mentionnées au point a) et de désigner un ou plusieurs coordinateurs "police et droits de l'homme" pour chaque pays ou chaque service de police, qui maintiendra(ont) des contacts avec le Conseil de l'Europe et ses(leurs) collègues des autres Etats membres ;
- c) soutenir, selon les cas, des initiatives et activités des groupes de travail nationaux et des coordinateurs "police et droits de l'homme" ;
- d) établir une base de données à partir des adresses pertinentes d'institutions policières, d'experts, d'individus et d'organisations non gouvernementales (ONG) ;

19

e) favoriser les réunions, échanges et séminaires à l'intention des membres du réseau ;

f) organiser des réunions et établir des contacts entre ONG droits de l'homme et institutions policières ou fonctionnaires de police intéressés.

Le programme prévoit l'intégration des éléments suivants :

a) stimulation et assistance en vue de partenariats bilatéraux entre les écoles supérieures de police de tous les pays d'Europe. Le but de ces partenariats est de travailler ensemble à l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans leurs programmes d'enseignement ;

b) inventaire (recours à un consultant) de tous les matériels déjà existants ainsi que des besoins. Ces informations constitueront une base de données, tenue à jour et à la disposition des institutions de police et autres institutions pertinentes, via Internet et autres moyens

c) conseils de conception et production de documents et autres matériels utiles pour la formation des personnels de police, y compris des matériels de sensibilisation en général (dépliants, brochures, affiches, etc.), en collaboration étroite avec les fonctionnaires de police responsables dans ce domaine et en fonction des besoins identifiés lors de l'inventaire précité sous b). En parallèle, sera encouragée et favorisée la production - par d'autres - de matériels de formation pertinents en matière de droits de l'homme : étude de cas, transparents pour rétroprojecteurs, manuels, vidéos, supports interactifs et ensembles "former les formateurs" ;

d) assistance pour l'organisation de stages de formation pour les agents de la force publique et apport concret en matière de droits de l'homme aux dits stages, séminaires et conférences organisés sur ce thème par ou pour la police - par exemple, la mise à disposition d'experts en matière de droits de l'homme.

Le programme "Police et droits de l'homme, 1997-2000" fera partie des activités déjà en cours en vue du 50ème anniversaire de la signature de la Convention européenne des droits de l'homme. Cela devrait servir de cadre stimulant et approprié pour prêter attention, à long terme, aux droits de l'homme dans le travail de la police. Les autorités compétentes des Etats membres pourront elles-mêmes lancer des initiatives correspondant au développement et aux besoins de leur propre police, ainsi qu'aux attentes du public concernant le travail de la police dans la société.

Le projet de réforme de la justice comporte pour répondre aux besoins de sécurité :

- la coopération justice police gendarmerie accrue,
- la réaffirmation de pouvoir de direction de la police judiciaire, du procureur de la république avec contrat d'enquête, contrôle d'activité des OPJ avec une évaluation judiciaire,
- la mise en place de nouvelles procédures de médiation réparation pour les mineurs et la convocation rapide devant les tribunaux, recours renforcé aux travaux d'intérêts généraux et à la réception.

La justice mise au service des libertés par des modifications substantielles du code de procédure pénale, en particulier :

- par des délais légaux dans le déroulement de la procédure d'enquête et de l'instruction afin de faire le point sur le dossier,
- par des audiences publiques afin de permettre le débat contradictoire sur les charges,
- par la réaffirmation de la présomption d'innocence avec renforcement de la réparation des atteintes portées à celle-ci.

→ la fixation

Pour assurer une meilleure répression du crime, le recours aux nouvelles technologies a apporté une plus grande efficacité et a favorisé une déontologie prenant en compte les exigences de l'éthique.

21

Cette politique pénale est accompagnée de mesures de précaution à l'échelle internationale, afin d'éviter les détournements de matériel de police par des firmes subversives.

Ainsi, dans son avis de 1998, la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (France), préconise des dispositions relatives aux transferts militaires, de sécurité et de police et aux transferts illicites d'armes et leur éventuelle utilisation par des pays à des fins de violations des droits de l'homme.

H/

Le recours aux nouvelles technologies, support de progrès considérables pour la police, est encadré par les Recommandations du Conseil de l'Europe : la recommandation européenne sur "l'utilisation des analyses génétiques à des fins de poursuites et d'enquêtes pénales" ne s'est pas limitée à se référer à la recommandation sur l'utilisation des données dans le domaine de la police (1987) et à la convention n° 108 relative à la protection des données. En effet, elle est non seulement venue préciser certaines garanties concernant l'utilisation et la conservation de ces données, mais elle a aussi énoncé plusieurs principes concernant la protection de "l'échantillon" lui-même, support de l'information, contenant tout le patrimoine génétique de l'individu et révélateur de ses caractéristiques les plus intimes. Une législation exemplaire sur ce point est apportée par la loi du 8 décembre 1992 sur la vie privée à l'égard des "traitements" de données à caractère personnel. (Belgique)

La "collecte" et le "traitement" par la police de données à caractère personnel ont ainsi trouvé leurs "bases légales" dont se dégage le principe de la "finalité" de ces interventions de police.

Autorisant les services de police à recueillir des informations, traiter des données à caractère personnel et tenir à jour une documentation relative à ces événements, à des groupements et à des personnes, l'article 39 de la loi sur la fonction de police entend limiter la collecte (et le traitement) de ces données à ce qui est "nécessaire pour la prévention des risques et la limitation des délits".

Un aspect tragique du problème des Villes, est hélas, celui de l'augmentation des agressions contre les enfants et les adolescents, ce qui engendre par réaction des révoltes et des violences.

La formation des responsables doit prendre en compte, ce domaine criminologique dans la direction tracée au Conseil de l'Europe, lors des Conférences de Stockholm et de Strasbourg.

Médias et Internet favorisent ces crimes que l'on traite encore au plan de la criminologie comme au 19ème Siècle.

Pour la formation des éducateurs, des responsables des Villes, des policiers =
Il faut donc procéder à une recherche spécialisée en anthropologie, biologie, criminologie afin d'identifier la modification de la personnalité au plan génétique, psychiatrique, social.

Ensuite, il faudra repenser la prévention et la répression en ces domaines, en priorité absolue.

L'ampleur du phénomène, la mise en péril de milliers d'enfants exige une politique autre que celle actuelle, où ce secteur de criminalité n'est pas considéré comme étant plus grave que le "vol à la tire ou à la roulotte".

Ceci est d'autant plus nécessaire que l'on sait que les enfants victimes d'abus sexuels deviennent souvent des délinquants.

La société sera ce qu'elle aura déterminé pour ses enfants.

Les nouvelles données des rapports Polices, Etablissements Scolaires, Services de Sécurité et responsables des Villes, apportent des solutions aux problèmes de violences, de rebellions.

La base commune est celle de l'éducation par inter-action.

Formation des jeunes aux civisme, à la citoyenneté,
Formation des éducateurs et des policiers.

Les responsables de ces secteurs ont maintenant pris conscience de la nécessité d'incorporer l'éducation aux Droits de l'Homme dans toutes ces formations dans la ligne tracée par le programme des Nations Unies pour la décennie.

En premier lieu, il faut dresser une double constat : la doctrine classique de l'enseignement et de l'éducation qui avait déjà échoué de 1945 à 1968 (fin du mandarinat universitaire), a également échoué de 1967 à 1998 malgré les autonomies et libertés Universitaires.

Le sens des devoirs et obligations, le civisme, l'honnêteté se sont dégradés, ce qui fait obstacle à l'esprit de citoyenneté, face aux problèmes de plus en plus conflictuels.

L'homme, l'adolescent de 1998 sont plus aptes à l'incivisme, si non à la délinquance, que ceux des générations précédentes.

Apparaît un type nouveau d'homme, peut-être par mutation génétique ou mutation/de l'acquis qui engendre des comportements nouveaux.

L. Dettici

-4-

La création en France d'un
Conseil Supérieur de la Déontologie de la
Sécurité

Une garantie pour tous les citoyens. En cela, la déontologie constitue un élément essentiel de la sécurité que se doit d'assurer l'Etat républicain.

La création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité répond à la volonté du Gouvernement de promouvoir le respect de la déontologie au sein de toutes les professions exerçant des activités de sécurité. Cette instance nouvelle a une compétence fonctionnelle qui lui permet ainsi d'intervenir dans l'activité des différents corps en charge de la sécurité. Cette autorité exerce son action sans préjudice des prérogatives conférées par la loi à l'autorité judiciaire. De même, la création du conseil supérieur de la déontologie n'a pas pour objet de modifier la répartition des compétences et notamment de lui transférer les pouvoirs disciplinaires dont dispose l'administration sur ses agents.

Enfin, l'institution de ce conseil supérieur de la déontologie, à l'instar de celle du médiateur de la République, permet de répondre à un besoin de transparence à l'égard des citoyens dans leurs rapports avec les différents intervenants en matière de sécurité.

Conformément à l'article 1er du projet de loi, le champ d'intervention du conseil supérieur de la déontologie de la sécurité est particulièrement large : il recouvre en effet l'ensemble des acteurs qui concourent à assurer la protection des personnes, des biens et des services. Sont ainsi concernés, outre les agents des administrations publiques dans la seule mesure, bien entendu, où ils assurent des missions de sécurité à savoir la police nationale, la gendarmerie nationale et les douanes, les agents des services relevant des collectivités locales tels que les agents de police municipale ainsi que des gardes champêtres, gardes-chasse et gardes-pêche. La compétence du conseil supérieur de la déontologie s'exerce aussi sur les agents privés chargés de missions de sécurité. A cet égard, est notamment visé le personnel d'entreprises privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Dans la mesure où seules les fonctions de sécurité sont en cause, il est difficile de retracer le compte du nombre des personnes sur lesquelles le conseil aura compétence. Il est rappelé cependant, à titre indicatif, que la police nationale comprend 121 000 agents ; la gendarmerie nationale 98 500 ; les douanes 20 000 ; les polices municipales 12 500 ; les sociétés de surveillance et de gardiennage 90 000 salariés.

Le caractère indépendant de cette instance administrative nouvelle se reflète dans sa composition prévue à l'article 2 du projet de loi ainsi que dans son mode de désignation. Ses membres, en effet, sont désignés par les plus hautes autorités de l'Etat et les chefs de juridictions suprêmes. La durée de leur mandat, qui n'est pas renouvelable, est une garantie supplémentaire d'indépendance.

Le Gouvernement a souhaité que la saisine du conseil supérieur de la déontologie de la sécurité soit la plus large possible. Ainsi non seulement toute personne physique ou morale pourra-t-elle, comme le précise l'article 4 du projet de loi, lorsqu'elle s'estimera victime d'un manquement à la déontologie commis par un ou plusieurs membres des services et organismes visés à l'article 1 saisir ce conseil mais également lorsqu'elle n'aura été que témoin d'un tel agissement. Cette dernière possibilité permettra qu'une affaire puisse être portée à la connaissance du conseil lorsqu'au-delà d'un intérêt particulier, l'intérêt général est en cause.

Le Gouvernement n'a cependant pas souhaité que cette saisine soit directe : les personnes désirant saisir le conseil devront, en premier lieu, s'adresser à un membre du Parlement. Les parlementaires sont en effet à même de discerner parmi les réclamations qui leur seront adressées celles qui relèvent de la compétence du conseil supérieur de celles qui peuvent trouver une solution par les voies habituelles. Il est prévu que ces mêmes parlementaires pourront, de leur propre chef, saisir le conseil supérieur de même que le Premier ministre.

Si le conseil supérieur peut être saisi sans difficulté, il dispose également, pour instruire les réclamations qui lui sont adressées de prérogatives importantes, détaillées à l'article 5 du projet de loi. Ainsi a-t-il, vis-à-vis des administrations et organismes publics, et des personnes physiques ou morales de droit privé concourant à la sécurité, le pouvoir de se faire communiquer toutes informations ou pièces utiles. Il pourra également convoquer et entendre tout agent public ou toute personne privée qu'il souhaite. Afin de l'assister dans sa tâche, le conseil supérieur pourra consulter toute personne dont le concours lui paraît utile mais également demander aux ministres compétents de saisir les corps de contrôle placés sous leur autorité, aux fins notamment d'enquête relevant de leurs attributions.

De plus, le conseil aura accès aux lieux où se sont déroulés les faits. Cet accès est toutefois subordonné à un préavis, et s'exerce

dans les seuls locaux professionnels en présence des agents intéressés.

Après analyse des faits ayant donné lieu à une réclamation qui lui a été transmise, le conseil supérieur pourra en vertu de l'article 7 du projet de loi adresser aux autorités publiques et aux dirigeants des organismes ou entreprises concernés tout avis ou recommandation afin de remédier aux manquements à la déontologie constatés ou à en prévenir le renouvellement. Ces avis ou recommandations ne doivent pas rester lettre morte. Aussi le conseil supérieur peut-il les assortir d'un délai dans lequel les autorités publiques et les dirigeants des organismes ou entreprises concernés devront rendre compte de la suite qui leur a été réservée. En outre, et au vu de ce compte-rendu, le conseil supérieur pourra, s'il l'estime nécessaire, établir un rapport spécial qui sera publié au *Journal officiel* et dont le caractère particulièrement incitatif est incontestable.

Toutefois, il convient de préciser que, lorsqu'au cours de ses travaux le conseil supérieur constate des faits laissant présumer l'existence d'une infraction pénale, il les porte sans délai à la connaissance du procureur de la République compétent, conformément à l'article 8 du projet de loi. De même, lorsqu'au cours de sa mission, le conseil supérieur constate des faits laissant présumer l'existence d'une faute disciplinaire, doit-il les porter à la connaissance des personnes investies du pouvoir disciplinaire, et ce en vertu de l'article 9. Les autorités ou personnes ainsi saisies informeront le conseil supérieur de la suite donnée aux transmissions effectuées dans ce cadre. D'une façon plus générale, en tenant compte non seulement de l'ensemble des cas dont il aura été saisi mais également de la réflexion qu'auront pu faire naître ces derniers, le conseil supérieur pourra faire toute proposition au Gouvernement de modification de la législation ou de la réglementation en matière de déontologie, comme le prévoit l'article 10 du projet de loi.

Les avis et recommandations qu'émet le conseil supérieur s'ils ont pour premier destinataire l'autorité ou la personne concernée et pour utilité première celle d'amener ce destinataire à prendre les mesures de nature à remédier aux dysfonctionnements constatés, ne doivent pas pour autant demeurer confidentiels. C'est pourquoi le projet de loi prévoit, de manière il est vrai traditionnelle pour ce type d'instance, dans son article 11, qu'un rapport annuel

FONCTIONNEMENT DES MAISONS DE JUSTICE ET DU DROIT

POUR LA DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

1) Les moyens en personnel

Attributions

- Accueil-orientation-information de nature juridique en relation avec les autres intervenants notamment les permanences d'avocats.
- Secrétariat en rapport avec l'activité judiciaire de la Maison de Justice et du Droit.

Situation juridique

- Agents administrativement affectés à l'une des juridictions de première instance du département et mis à disposition de la Maison de Justice et du Droit.
- Catégorie B ou C
- Postes pourvus au regard de la situation des effectifs de fonctionnaires des juridictions du département soit par redéploiement, soit par création.

2) Les moyens matériels

Aide à l'installation

- 50.000 F seront attribués aux nouvelles Maisons de Justice et du Droit pour participer aux frais d'installation notamment pour l'équipement informatique

imputation budgétaire : chapitre 37-92 article 40. Ces crédits feront l'objet d'une délégation spécifique.

Fonctionnement courant

- Prise en charge des frais relatifs aux fournitures et aux consommables.

imputation budgétaire : chapitre 37-92 article 50, imputés sur le budget de fonctionnement du tribunal de grande instance dont dépend la Maison de Justice et du Droit.

Ces dépenses devront faire l'objet d'une prévision et d'une gestion individualisée (une adaptation de la nomenclature sera réalisée pour faciliter cette mesure).

POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

- Prise en charge de l'ensemble des frais relatifs à l'hébergement (dépenses d'investissement et/ou dépenses locatives)
- Prise en charge des frais de fonctionnement courant (électricité, chauffage, entretien des locaux, mobilier, matériel de bureau, téléphone etc...)
- Attribution d'un véhicule automobile.

ORGANISATION ET DIRECTION DES MAISONS DE JUSTICE ET DU DROIT

28

Les Maisons de la Justice et du Droit actuellement en fonction ont été créées, et sont toujours organisées, sur la base d'une convention conclue entre les chefs de la juridiction concernée et leurs interlocuteurs, à savoir :

- préfet, ou sous-préfet chargé des problèmes de la ville
- président du conseil général
- maire de la commune (ou maires des communes concernées suivant les cas)
- responsables des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'administration pénitentiaire
- directeur départemental des polices urbaines.

Les hypothèses où toutes les personnalités qui figurent dans cette liste ont signé la convention correspondent à des situations optimales.

Il est, en effet, des cas où ces conventions n'ont été conclues que sous la seule autorité du Procureur de la République ; il en est aussi où le bâtonnier, le directeur départemental de la sécurité publique ou le président du conseil général n'ont pas signé ce document.

Cette base contractuelle, recommandée par le rapport Vignoble, est également celle qui doit être adoptée pour les nouvelles Maisons de la Justice et du Droit. D'une part, en effet, elle correspond à la réalité de la démarche qui conduit à la création de ces structures, sa grande souplesse permet, d'autre part, mieux que tout autre cadre, et par exemple celui du Groupement d'Intérêt Public un temps envisagé, de tenir compte des particularités locales.

Les signataires de la convention constituent le comité de pilotage de la Maison de la Justice et du Droit. Ce comité est chargé de la mise en oeuvre de la convention qui fixe le rôle et la responsabilité de chacun des acteurs, et désigne l'autorité investie de la mission de direction.

Il est évident que plus le comité de pilotage est diversifié, meilleure est l'assise de la Maison de la Justice et du Droit dont les objectifs en termes de Justice de proximité nécessitent justement une étroite association et une concertation permanente avec les acteurs locaux de la politique de la ville.

Quelle que soit la formule choisie pour la direction au quotidien de cette structure, il importe que les deux chefs de juridiction s'y impliquent complètement, conformément au principe de dyarchie qui régit l'Institution judiciaire et qui, bien compris et bien appliqué, constitue l'une de ses richesses.



Ciutats per als drets humans (1997-2002) **CDH98**
CONFÉRENCIA EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFÉRENCE EUROPÉENNE
EUROPEAN CONFERENCE **Cities for human rights**

Jesús Riosalido

LAS CIUDADES: ESPACIOS DE CONVIVENCIA INTERRELIGIOSA.

Por Jesús Riosalido.

Las ciudades, a causa de la mayor complejidad de las relaciones que vinculan a sus habitantes, de su más alto nivel de absorción cultural y de la más amplia variedad de su población, han sido siempre, y siguen siendo hoy, espacios ideales, laboratorios perfectos, en cuyo seno puede experimentarse, tal vez mejor que en otros, la posibilidad de una convivencia religiosa entre sistemas de creencia, no sólo varios, sino también, a veces, contradictorios y opuestos.

Madrid y Barcelona, junto con Bilbao, Valencia, Sevilla, Zaragoza y otras grandes ciudades de España, son paradigmas de esta afirmación, debido a la afluente inmigración de ciudadanos de países islámicos, iberoamericanos, este-europeos, y subsaharianos a las mismas, que ha cambiado, o está cambiando, incluso, el paisaje urbano de sus calles y de sus barrios. Como si hubiésemos vuelto a la Edad Media, al tiempo en que esos baños árabes de Barcelona, recién descubiertos, aún se utilizaban, hoy vemos hombres y mujeres magribíes, pasear por las Ramblas, y, no nos engañemos, muy pronto ellos, si no sus hijos, estarán plenamente adaptados y serán parte, a título pleno, de nuestra sociedad.

En 1986, años antes de iniciarse el proceso de Paz en el Oriente Medio, el Instituto Hispano Árabe de Cultura, que yo entonces dirigía, rompió una lanza en la convivencia, organizando, con el Ayuntamiento de Toledo, el Primer Congreso de la Tres Culturas en dicha ciudad. Después, la idea prendió, y se celebraron múltiples Congresos Interreligiosos en numerosas ciudades, entre las que quiero referirme especialmente a Alcalá de Henares, cuya Universidad ya ha celebrado dos Encuentros Interreligiosos, el segundo de los cuales, en 1997, me correspondió el honor de organizar.

Lo cierto es que no todo el mundo creyó en las ciudades, y ni siquiera en Alcalá, como espacios de una nueva convivencia interreligiosa. Se pensaba que los musulmanes no acudirían, ante el temor de verse enfrentados a los israelíes y que el II Encuentro sería un fracaso. Pudimos demostrar lo contrario, y ahora desearía resumir mi experiencia por lo que tuviera de útil para otras ciudades, y superar, de este modo, las reservas que aun pudieran existir respecto de ciertos grupos minoritarios y, en especial de la población musulmana, que supera hoy en España el millón de personas.

Estas reservas, que, en el caso de Alcalá, no eran más que el trasunto de un mito que había funcionado durante años, y que se basaba en una vieja ideología árabe de no diálogo, propia de los años del enfrentamiento bélico, hoy ya completamente superada por la realidad, se demostraron totalmente injustificadas a lo largo del encuentro, animando así a otras

instancias a realizar manifestaciones, reuniones y simposios parecidos en otras ciudades, durante los meses que siguieron al éxito de Alcalá. Lo cierto es que la sociedad islámica de hoy, lábil y cambiante, se halla mucho más dispuesta de lo que se encontraba en el pasado a hablar con judíos, israelíes y cristianos, de lo que estaba en el pasado.

Naturalmente, que ello no quiere decir que este esfuerzo, llevado a cabo tanto por la ciudad de Alcalá y su Universidad como por el Ministerio de Asuntos exteriores haya sido de fácil realización, pero sí que ha servido para demostrar que las ciudades pueden ser el espacio ideal para que muchos musulmanes, a nivel de sociedad civil, y no exclusivamente de representación política, den la bienvenida a los contactos con otra sociedad civil, judía e israelí, y contribuir así eficazmente al desarrollo de Proceso de Paz. Naturalmente que existirán musulmanes, que, heridos por los acontecimientos de la historia reciente, no querrán o no podrán todavía hablar, pero sabemos que lo mismo puede ocurrir a ciertos sectores de la vida pública de Israel e incluso a otros, esta vez cristianos, pero no por ello menos extremistas, esta vez ínsitos en determinados estamentos de las diferentes sociedades árabes del Norte de África y del Oriente Medio.

Me refiero en esta ponencia, desde luego, a las que llamaríamos religiones históricas de España, que, también lo son, de algún modo, de muchos otros países europeos, pero, quizá de un modo más distante, también podría hacerlo al hablar de las nuevas religiones, que poco a poco, van instalándose en nuestros países, aunque antes fuesen prácticamente desconocidas aquí, como el hinduismo, el budismo, el shintoísmo y otras. También para ellas la ciudad debe ser foro de convivencia y comprensión.

Pero volvamos al ámbito mediterráneo que es, aquí, el que más nos toca, y al ejemplo de Alcalá. El Comité de Honor del II Encuentro Interreligioso estuvo apoyado por el Gobierno de España, por la Comisión Europea, por el Estado de Israel, por la Autoridad Nacional Palestina, que ya cuenta plenamente con dos ciudades importantes, Gaza, y Jericó, por el Estado de la Ciudad - siempre el nombre de ciudad en nuestro tema - del Vaticano, y por la UNESCO. No en balde ese catalán universal que es Federico Mayor es en la actualidad Director General del Organismo. El propio Presidente de nuestro Gobierno, José María Aznar, presidió el Comité de Honor, que, además, estuvo compuesto por Jacques Santer, Presidente de la Comisión Europea, junto con Benjamín Netanyahu, Primer Ministro del Estado de Israel, Yasser Arafat, Presidente de Palestina, el Cardenal Francis Arinze, Presidente del Consejo para el Dialógo Interreligioso de la Santa Sede, Federico Mayor Zaragoza, Director General de la UNESCO, y Manuel Gala Muñoz, Rector Magnífico de la Universidad de Alcalá. El Ayuntamiento colaboró sin reservas, e incluso desveló sendos monumentos, en donde estuvo la última mezquita y la última sinagoga de Alcalá de Henares, la primera cerrada por el Cardenal Cisneros en 1505, y la segunda, con motivo de la expulsión, en 1492. Paralelamente, también se desveló otro monumento, donde había existido la primera iglesia mayor de Alcalá que se llamaba de santos Justo y Pastor, justo al lado de donde hoy se encuentra la Magistral. Personalmente lamento que no sepamos exactamente donde estuvo la vieja mezquita de Barcelona para poder hacer lo propio, ya que de la sinagoga sí se tiene una idea, más bien aproximada.

Bajo el Comité de Honor de Alcalá funcionó un Comité Organizador, presidido por el Embajador que lee esta ponencia, y compuesto por judíos, cristianos y musulmanes, de forma

totalmente equilibrada, y que fueron Don Isaac Siboni, Presidente del Instituto Internacional de Estudios Sefardíes y Andalusíes de la Universidad de Alcalá, el profesor Jaime Contreras, Catedrático de la misma Universidad, el profesor Suleyman Al-Attar, Consejero Cultural de la Embajada de la República Árabe de Egipto en Madrid, Mohamed Chakor, Director de los Programas Islámicos de Televisión Española, y Francisco José Hernández, Gerente de Asuntos Económicos de la Universidad de Alcalá.

La presencia de la Casa Real fue asegurada por la lectura de un mensaje de Su Alteza Real el Príncipe de Asturias, lectura que fue llevada a cabo por el Secretario de Estado de Política Exterior y para la Unión Europea, D. Ramón de Miguel y Egea, durante la Sesión de Clausura. Asimismo asistió al solemne acto de clausura de los trabajos, celebrado en el Paraninfo de la Universidad de Alcalá, Su Alteza Real la Princesa Irene de Grecia, hermana de Su Majestad la Reina Doña Sofía.

Fue un momento especialmente memorable, en un lugar cuyo techo mudéjar reproduce la estrella de David, sus paredes, los brillantes estucos del Renacimiento cristiano español, y su suelo, una magnífica muestra de azulejería musulmana de cuerda seca, sistema hoy prácticamente extinguido pero bien imitado en España, con la expresión Al-Afiyya, es decir, el perdón y la misericordia de Dios. Yo les garantizo a ustedes que, si quisiéramos, podríamos encontrar lugares comparables al de Alcalá dentro de Cataluña.

Mostró su apoyo al Encuentro la Casa Real de Jordania, por medio de otro discurso del Príncipe Heredero Al-Hassan Ibn Talal, de cuya lectura se encargó el doctor Adnan Al-Bakhit, Rector de la Universidad Jordana de Al Al-Bait, o sea, la Familia de la Casa de Dios, refiriéndose a la vinculación histórica de la dinastía hachemita con la custodia de la Meca, que hoy corresponde a los wahhabíes de Arabia saudí, y que fue especialmente significativo en lo que al Proceso de Paz se refiere.

También hubo conciertos de música mozárabe, andalusí y sefardí, exposiciones, actos sociales, etc., y la ciudad se llenó de un ambiente de fraternidad y tolerancia que posiblemente no había vivido desde hacía tiempo. El castellano, el hebreo y el árabe se mezclaban como lo habían hecho hacía siglos en la vieja Alcalá de Henares, y a casi nadie importó lo que comía ni lo que bebía el vecino en los ágapes, aunque la respectiva religión pudiera prohibírselo.

Los Presidentes de Mesa, Ponentes e Invitados de Honor acudieron prácticamente en su totalidad, y sin ningún problema derivado de sus diferentes creencias o de las posturas políticas de sus respectivos gobiernos, y entre ellos podemos mencionar al Doctor Adnan Al-Bakhit, referido más arriba, a Monseñor Michael Fitzgerald, representante del Vaticano, al Rabino David Rosen de Jerusalén, al Embajador Mohamed Saleh Zaimi, jefe del gabinete del Secretario General de la Organización de la Conferencia Islámica, el antiguo Ministro de Asuntos Exteriores de Marruecos, Az Al-Din Laraki, al Doctor Carlos López, Obispo de la Iglesia Española Reformada Episcopal, a la Princesa María Teresa de Borbón Parma, al profesor Samuel Pinhas, del Hospital Hadassa de Jerusalén, a Don Rafael Mendizábal Allende, Magistrado del Tribunal Constitucional, a la Doctora María Eugenia Gálvez, Profesora de la Universidad de Sevilla, al Profesor Raul Basta, cristiano de El Cairo, al Doctor Bernard Sabella, de la Universidad Palestina de Belén, al Embajador Tahsin Basheer, del Ministerio de Asuntos Exteriores de Egipto, al Señor Hassan Tahboob, Ministro de Bienes

Habices de la Autoridad Palestina, al Señor Ibrahim Kandalajt, Director General de Relaciones Interreligiosas de dicha Autoridad, a la Doctora María Rosario Falco, Secretaria General de la Universidad del Mediterráneo de Roma, al Señor Xavier Guérand Hermès, distinguido protestante francés, y Presidente de la Fundación Hermès de París, al Doctor Santiago del Cura, famoso teólogo de la Facultad de Teología de Burgos, al Profesor Mahmud Makki, hoy día el decano de los hispanistas egipcios, al Señor Sami Musallam, Director General del Gabinete de Yasser Arafat, al Profesor Andrés Martínez Lorca, de la UNED y muchos otros que sería prolijo reproducir aquí.

Entre los invitados que, sin embargo, no fueron Presidentes de Mesa, ni leyeron ponencias, habría que mencionar la presencia de personalidades que cualquier escéptico ante la labor de las ciudades en el acercamiento interreligioso hubiese jurado que nunca asistirían, como fue nada menos que el jeque Al-Zafzaf, Subsecretario de la Universidad de Al-Azhar que equivale al Vaticano católico, y que pronunció un firme discurso en la sesión de calusura, fundamentalmente dirigido contra el integrismo islámico, que hoy día sufre Egipto, y en el que llegó a calificar de "no musulmanes" a los terroristas, añadiendo que tal actividad "no tiene nada que ver con el Islam", al Señor Yehuda Lancry, Vicepresidente de la Knesset o Parlamento Israelí, el cual habló en la sesión inaugural en tono muy conciliatorio para con los árabes, al Señor Mokhtar Al-Salami, Gran Mufti de Túnez, al Señor Abu Much, repesntante musulmán de Israel, al Señor Aharon Abu Hessera, ex Ministro de Cultos de Israel, al ex Presidente de la República de Bolivia Señor Paz Zamora, sobre todo a Monseñor Jean Claude Jeanbart Arzobispo Greco Católico de Alepo, cuya aparición personal y contribución al Encuentro echó por tierra las teorías de quienes opinaban que, en cualquier caso, los sirios no acudirían. Y, como es sabido, existe una regulación en Siria, según la cual sus nacionales no pueden asistir a congresos o reuniones en los que participen israelíes sin que medie autorización de su gobierno. Cierto es que no se trataba de un musulmán, sino de un cristiano, pero yo estoy convencido de que, con el tiempo, todo se andará.

No he dado la larga lista de nombres reproducida más arriba por azar, ni aun suponiendo que podría aburrirles, sino para proporcionarles la prueba de que las ciudades pueden ser y de hecho son centros básicos de convivencia interreligiosa aunque dicha convivencia no sea fácil y necesite de departamentos especializados, de profesionales, de gentes que al menos se entiendan en árabe y hebreo, de personas que conozcan los condicionamientos de estas dos religiones y, en fin, de una estructura que a veces no será fácil conjuntar, sin contar con el elemento suerte, que siempre ha de quedar pendiente.

La lista de participantes que figura en esta ponencia es significativa, y estimo que debe quitar definitivamente la razón a quienes han venido sosteniendo durante años que la sociead civil y ciudadana, urbana en definitiva, ya sea judía, ya cristiana o mudsulmana no puede reunirse en sesiones conjuntas y que tales iniciativas, de ocurrir, están destinadas a ser un fracaso. También es significativa la lista de los temas que, a pesar de su actualidad, en algunos casos ardiente, no dieron lugar a ningún tipo de enfrentamiento, manteniendo las diversas partes en conflicto un diálogo plenamente aceptable, sin que por ello, como es lógico, renunciaran a sus respectivas posiciones. Para dar una idea de lo que esto significa, señalaremos que, entre los asuntos propuestos y trtados, figuran los siguientes: el Diálogo entre las Religiones, la Tradición, la Renovación y la Religión Judía, la Umma Islámica en el Momento Presente, la Lectura Cristina del Año Dos Mil, el Humanismo, los Derechos Humanos en su Cincuentenario, la Etica de la Solidaridad, la Mujer y el Niño, el Medio

Ambiente y el Humanismo, la Ciencia, la Religión y la Cultura, la Conciencia Mora , el Laicismo y la Religiosidad, el Desconocimiento de los Otros y el Rechazo de Estereotipos, la Democracia y la Libertad de Formación, la Paz y la Solidaridad, el Pluralismo Religioso, el proceso de Paz en Oriente Medio, y la Discriminación y la Xenofobia, como los más delicados a tratar por partes en conflicto que aun mantienen posturas tan enfrentadas entre ellos.

Pues bien, lo que se hizo en Alcalá se puede hacer igual en cualquier otra ciudad y, especialmente, en Barcelona, que tanto interés tiene, como es lógico, en la estabilidad en el Mediterráneo, no para repetir miméticamente lo que se logró en Alcalá, sino para basarse en aquella realidad, mejorarla y transformarla. No todos los elementos de la convivencia interreligiosa tienen que ser necesariamente encuentros, sino acaso actos sociales, económicos, y culturales de toda clase, manifestaciones de comprensión por los demás, y así conseguir, como creo que es el espíritu solidario de la Declaración Universal de Derechos Humanos, que todos se sientan en casa. Personalmente me gustaría ver una mezquita construida en Barcelona, como las dos que ya existen en Madrid, una capilla de la catedral dedicada al culto mozárabe, una mayor difusión de las fiestas y actividades de la sinagoga de la ciudad Condal. Así celebraríamos, estimo, de la mejor manera posible, el Cincuentenario de la Declaración Universal, en lo que a creencias y religiones se refiere, y las ciudades tendrían en ello un protagonismo esencial.

El hecho de que el II Encuentro Interreligioso de Alcalá de Henares fuera un éxito, como así lo han reconocido tanto la parte musulmana, como la cristiana y la judía, no significa que debamos confiarnos y dar por supuesto que los Encuentros y los esfuerzos sucesivos en materias de convivencia tengan que conocer, forzosamente, el mismo éxito. En efecto, la calidad de las personas que intervinieron en la organización del II Encuentro fue muy especial, conjuntándose en un trabajo coordinado y en un fin único el Director General de Asia, Africa, y Pacífico, Don Manuel Alabart, el Director general de Relaciones Culturales, hoy Director General del Gabinete del Ministro Don Santiago Cabanas, el Rector de la Universidad de Alcalá, Don Manuel Gala, el Presidente del Instituto de Estudios Sefardíes y Andalusíes de dicha Universidad, Don Isaac Siboni, el Director del Instituto Egipcio de Estudios Islámicos y Consejero Cultural de la Embajada de Egipto, Doctor Suleuman Al-Attar, el Director de Emisiones Religiosas Islámicas de TVE, Señor Mohamed Chakor, y, desde Bruselas el Embajador de la Unión Europea para el Oriente Medio, Don Miguel Angel Moratinos, aparte, naturalmente, del Embajador que suscribe estas líneas.

Tal conjunción de voluntades y, sobre todo, de conocimiento de la mentalidad medio oriental, no sólo musulmana, sino también judía y cristiana, e incluso de las lenguas árabe y hebrea, y de las respectivas tradiciones, costumbres y estructura social de los países implicados, no fue fácil de reunir, y, presumiblemente, tampoco parece que lo sea en el futuro, cuando se convoquen nuevos encuentros o nuevos actos de convivencia ciudadana en el ámbito religioso.

El éxito o el fracaso futuro dependerá de la persona o personas a las que se encargue su organización, de la infraestructura, de los medios económicos y, de manera especial, de la forma en que se reciba y se trate a los huéspedes, en primer lugar a los musulmanes. El Islam está haciendo un enorme esfuerzo, extremadamente meritorio, de adaptación a los modos y

maneras que el occidente usa en el campo de la convivencia religiosa, sobre todo en núcleos urbanos, y necesita de nuestra ayuda, de la de aquellos que le comprenden, para ponerse plenamente al día a este respecto. De alguna manera habrán de olvidar valores tradicionales, no religiosos ni dogmáticos, naturalmente, sino simplemente sociales de sus respectivas regiones, que no son fáciles de adaptación en nuestra sociedad y adoptar los nuestros, como antes de ellos hicieron los judíos sin por ello renunciar a lo suyo. El ejemplo de los turcos musulmanes en Alemania es paradigmático a este respecto, a pesar de la persecución a la que los someten los cabezas rapadas. No tardará quizá mucho tiempo hasta que veamos algún ministro turco en un Land de la República Federal de Alemania. Así podremos ir creando una base común de acción y establecer un diálogo aceptable por todos, que lleve a conclusiones claras y prácticas respecto de todos los problemas que puedan plantearse, y no solo respecto de la cuestión israelo-palestina.

Me parece útil que conozcan ustedes aquí, en Barcelona, que, entre las actitudes de nuestros huéspedes árabes y musulmanes del II Encuentro Interreligioso de Alcalá de Henares, hay que resaltar las de palestinos, jordanos y egipcios, por cuanto el proceso de homologación al que me he referido más arriba está, respecto de ellos, más avanzado, ya que tienen relaciones cordiales o por lo menos estables con Israel y con la Unión Europea, y, por consiguiente, se hallan más entrenados que otros en el intercambio de opiniones según el modelo y los parámetros que se suelen utilizar en occidente. Los amigos y colegas musulmanes procedentes de otros países actuaron de una forma más tradicional, con mayores reservas, y tendieron a reproducir en España los modos lógicos de sus sociedades que, naturalmente, suelen ser malinterpretados en España, como impacencias, falta de disciplina congresual, etc., cuando no son otra cosa que el resultado de la aplicación de su propio protocolo en un lugar en que no se comprende. Hay que tener mucho cuidado con este punto, pero, a decir verdad, y en lo que a Alcalá se refiere, debo decir que tampoco ello causó problema alguno, por cuanto todas las otras partes, judíos o cristianos, hicieron paralelamente a los musulmanes un notable esfuerzo de adaptación, de forma que las reuniones resultaran un éxito.

Insisto en que este problema de adaptación mutua será una de las principales cuestiones con las que tendrán que enfrentarse los temas de convivencia dentro de las ciudades, aunque también estoy seguro de que los posibles escollos que se hallan serán superados, con buena voluntad de manera relativamente fácil.

Me gustaría terminar leyendo el enunciado de la llamada "Declaración de Alcalá de Henares", resultado del II Encuentro Interreligioso, que fue difundida en castellano, árabe e inglés al final del acto de clausura, y traducida posteriormente al francés. Dice lo siguiente:

"Nuestro Dios es un solo Dios y Dios de todos los seres humanos.

Por ello creemos que la paz del hombre con Dios conduce a la paz del hombre con el hombre.

Sabemos que la religión conforma nuestra vida en sociedad, esto es, nuestra cultura, y, por tanto, como herederos de una cultura común afirmamos que la religión debe conducir a la convivencia en paz, y que nunca el enfrentamiento y el odio deben partir de la religión.

Por todo ello, convocamos a los hombres de paz, creyentes y laicos a buscar la paz y la justicia entre los pueblos, educando a las nuevas generaciones en el entendimiento con las otras religiones, e impulsando el diálogo interreligioso como medio para la mutua comprensión".

Al final de la declaración se incluye la siguiente llamada por parte del Rector de la Universidad de Alcalá Sr. Gala:

"En calidad de Rector de la Universidad de Alcalá me dirijo a Vd. para hacerle partícipe de la Declaración de Alcalá de Henares, formulada con ocasión del II Encuentro Interreligioso del Conflicto al Diálogo (noviembre de 1997).

Este encuentro, así como dicha Declaración son el resultado de nuestra vocación de hombres de paz deseosos de integrarse al proceso iniciado en Barcelona y cuya Declaración ya establecía que "La comprensión entre las principales religiones presentes en la Región Euromediterránea favorecerá la tolerancia mutua y la cooperación.

Convencidos de la importancia de la causa de la paz y de la necesidad de mantener un diálogo permanente, solicito de Vd. la adhesión a esta Declaración con su firma. Igualmente le rogamos haga partícipe de este proyecto a otras personas y entidades."

Habiendo leído el texto que precede, cumpliendo así con los deseos de mi buen amigo, el Rector de la Universidad de Alcalá, deseo añadir que todas las delegaciones presentes en Alcalá subrayaron la Declaración, así como otras instituciones no gubernamentales que contribuyeron al encuentro, entre ellas el Instituto Peres para la Paz de Israel, la Universidad Mohamed V de Rabat, la Universidad de Al Al-Baid, la Universidad de Tel Aviv, el Consejo Pontificio para el Diálogo Interreligioso del Vaticano, la Organización de la Conferencia Islámica, la Federación Evangélica Española, la Fundación Hadassa de Jerusalén, la Universidad de Sevilla, la Universidad de Belén, la Universidad de Gurion del Neguev, la Universidad del Mediterráneo de Roma, la Organización Al-Haqq, de Palestina, la Fundación 'Hermès de París y la Universidad Nacional de Educación a Distancia entre otras.

Esperamos que pronto lo hagan también otras instituciones. Esta Conferencia de Barcelona me parece el lugar ideal para convenir un mayor número de firmas y de adhesiones a la Declaración de Alcalá, porque ésta, al promover la paz, promueve asimismo una base firme y necesaria para llevar a cabo la Declaración Universal de Derechos Humanos en su plenitud, y con ella, la plena convivencia y armonía en tan delicada zona del planeta como es el área mediterránea. Estamos convencidos de que cualquier instancia o institución que desee, entre las presentes en la ciudad Condal, sumar su firma a las que ya existen, y devenir así partícipe en la Declaración de Alcalá, habrá contribuido a apoyar la plena vigencia de los Derechos Humanos reconocidos y a hacer de su respectiva ciudad un más auténtico espacio de convivencia interreligiosa.

Barcelona, 15 de octubre de 1998

RESUMEN DE LA PONENCIA.

LAS CIUDADES: ESPACIOS DE CONVIVENCIA INTERRELIGIOSA.

Por Jesús Riosalido

La Ponencia señala que las ciudades españolas, y europeas, en general, debido a la afluencia de inmigrantes extranjeros, están cambiando de paisaje urbano y convirtiéndose en magníficos espacios de convivencia religiosa.

Respecto de España, esta convivencia se inició con el Congreso de las tres Culturas, organizado por el Instituto Hispano Árabe de Cultura del Ministerio de Asuntos Exteriores en 1986 continuándose después en numerosos lugares.

Uno de los más señalados lugares de Encuentros interreligiosos es, hoy día, la Ciudad de Alcalá de Henares, en la Comunidad de Madrid, en la que se han celebrado ya dos Encuentros, organizados por su Universidad, y, el segundo, en 1997, coordinado por el autor de la ponencia. Se describe cómo fue el Segundo Encuentro, sus Mesas y Ponencias, indicando que se hizo bajo el lema "Del Conflicto al Diálogo", y en el marco del Proceso de Paz en Oriente Medio.

Se describen las dificultades iniciales del Encuentro referido y cómo fueron superándose poco a poco, acabándose así con la falsa impresión que hasta entonces existía de que los musulmanes no acuden, juntamente con judíos, a este tipo de celebraciones, y dejando abierta la puerta a otros Encuentros en el futuro, en Alcalá o en cualquier otra ciudad que desee celebrarlos.

Se detallan las importantes contribuciones y apoyos que se tuvieron, de la Casa Real, de otras Casas Reales extranjeras, del Gobierno, de la Unión Europea, etc., y la presencia de líderes religiosos y políticos de primera fila de las partes en conflicto. Se indica cómo se pueden superar las desconfianzas mutuas y se reproduce la "Declaración de Alcalá" de convivencia interreligiosa, indicándose que todo el que lo desee, puede suscribirla.



Ciutats per als drets humans Associació sense ànim de lucre
Ciudades por los derechos humanos
Villes pour les droits de l'homme Association sans but lucratif
Cities for human rights

Gyorgy Szepe

G. Szépe (Pécs, Hungary):

Language policy and linguistic rights in multilingual cities

(Text of a presentation at the
EUROPEAN CONFERENCE CITIES FOR HUMAN RIGHTS
October 15-17 1998, Barcelona)

1. Human rights/linguistic human rights

I prefer to focus on 'linguistic human rights', an emerging novel branch of human rights. This is a proposed human right which would range into the third generation of human rights.

(The three generations of human rights could be shortly characterized in the following way. The first generation, born at the end of 18th century referred to the fundamental political rights of the 'homo politicus' in a civil society. The second generation - added in the 20th century - tried to guarantee the rights of the 'homo oeconomicus', i.e. assure the rights of all those who were threatened by the new circumstances created by industry, market (including labor market) and generally by a competitive world. (This is a very rough characterization.)

The third generation of human rights should indicate the future of 'homo sapiens'; this set serves the survival of Humankind living on a peaceful Globe. Wisdom is needed to assure friendly cohabitation both between diverse peoples and between human being and his/her natural setting.

Language is a defining trait of human beings which has originated in the needs of cooperation of a community: verbal cooperation is called 'communication'. The communication of human beings is built upon language. All human beings have got language and no other being possesses it; from a linguistic viewpoint there are more common traits in idioms, than diverse ones. This assures that any human being can acquire or learn any (other) human idiom. Language on the one hand is common to the human species, while on the other hand it is manifested by separate idioms. Language unites and separates people at the same time.

There is, another linguistic function which has developed into an instrument of separation: this is a symbolic function serving to display the special characteristics of a human group opposed to other human groups. This one of the main way to symbolize group identity.

The linguistic common core - manifest in different idioms - has got some other functions of paramount importance, e.g. cognition and action. The importance of language goes beyond communication and the symbolization of identity, therefore it should not be reduced to these most mentioned aspects, i.e. communication and group identification.

Linguistic human rights - as I understand them - try to contribute to the elimination of all kinds of discrimination bound to language, and to the promotion of equal chances for decisions concerning the linguistic practice of any person (extending over each function of language).

Linguistic human rights should contribute to the survival of a healthy and happy humanity, just like any other human right.

2. Living together in difference

The philosophy of human rights is - as I see it - always utopian; it does not offer precise rules of procedure in single cases in special historical contexts. Linguistic human rights could serve

as guidelines jointly with other human rights and other considerations (among others scholarly views on language and human communication).

On the surface human languages are different. From a broad anthropological viewpoint, this diversity belongs to the essence of human nature.

In the 20th century of Europe, the issue of linguistic diversity can be divided into two levels: the inter-state (i.e. international, inter-governmental; global) level, and the intra-state (national) level comprising also cities.

For the first level, it has been tacitly accepted that "Europe is the continent of nations" where 'nation' is meant as état-nation in the French sense. (West)-European institutions (and even the all-European Organization of Security and Cooperation of Europe) seem to act along this way of thinking. (This is somehow softened by the activity of inter-regional - and international - organizations which are not dominated by the nation-states; the role of minority organizations should be emphasized here.)

The intra-state level of nation-states, however, exposes the following paradox: representatives of the national majority decide about the cases of the minority, therefore the rights of the minority are concessions given to or tolerated by the majority. The model of état-nation does not work any more smoothly within most European States having considerable ethnic/ linguistic minorities.

There are several ways out of this situation. One way is shown by different kinds of legal instruments of European institutions; these institutions are still created (in most cases) by governments or majorities.

Another way is to reach a supreme (i.e. United Nations level) agreement: a Charter of Language Rights, which would be subsequently enforced for the governments. This was proposed by various sources, united in Barcelona in 1996 into a Universal Declaration of Linguistic Rights. This is a hopeful endeavor; the Barcelona document is now being refined in the center of UNESCO.

This action, however, should be amended by all kinds of actions started at the bottom, i.e. initiated by citizens, local communities and generally speaking the 'civil sphere'. Human rights education is of paramount importance. Peoples - especially the youth - can be best 'educated' by cooperatively solving of current issues in live contexts.

No other way should be excluded, of course. Not even examples from other continents on peaceful coexistence of languages.

3. Majority - minority

It is - at least verbally - more and more accepted that there should be no discrimination to any human being and to any minority group. There are, however, considerable differences among 'minorizing' principles. I am going to focus on the linguistic aspect.

In the 19th century it was relatively easy to handle language; it was either the official language, i.e. the idiom of the majority; or it was an idiom of the minority, and then it was relegated to the private of local sphere. It was assumed that speakers of minority idioms will acquire the official language of the State without any reluctance. Speakers of minority languages were treated as citizens of the nation-state. An ethnic/linguistic minority was included into the nation-state but its human rights were reduced because the legal system of nation-states was tailored for the needs of a homogeneous majority (with some remarkable exceptions).

In large parts of the world religion was also an important factor in creating minorities. The slogan Cuius regio, eius religio projected a possible discrimination toward members of minority religions groups.

Unequal relations between human groups and/or individuals could be created under any of the five discriminatory parameters (namely: national, ethnic, linguistic, religious and racial discrimination); they can overlap, they can be combined in any way. Cumulative minority status may cause cumulated disadvantages.

I shall return to the aspect of local identity which may cross the dichotomy of majority versus minority.

4. Possible types of linguistic rights in a multilingual city (focussing on education)

Linguistic human rights in education appear classically (a) in the sphere of education and (b) in the teaching of mother tongue as a school subject. They can be rather diverse. I have chosen four types for a rapid classification of minority education:

(a) In The majority type has got high priority in teaching the standard variety of the majority idiom (i.e. the official language of the State) to each pupil; in many cases, it does not prohibit to teach the minority idiom in the extra-scholar sphere. However, any minority language action is relegated to the extra-scholar, i.e. to the private sphere (to the afternoon, to the weekend, or to the framework of boy scouts etc.).

(b) The parallel (co-existence) type two - linguistically - independent school systems can be found, where L1 is the medium of instruction in one system, while L2 may also be offered as a 'second language' or 'language of environment' in the same school as a subject; and vice versa. This constellation has been developed by the 'method of immersion' introduced in Quebec into an efficient bilingual type of education

(c) In The bilingual type the importance of two idioms is acknowledged: one is the mother tongue of the pupils which has to be maintained, and where another idiom has to be acquired or strengthened; the latter one may be either the official language of the State (in the case of national minority schools), or a language of world wide diffusion (in the case of élite bilingual schools). This type targets one linguistic group in order to enrich it by the acquisition of another language. (May I remark that 'bilingual education' may be used against minorities if it is organized for substituting minority schools running parallel with majority schools; bilingual education should be requested by the minority and not ordered by the majority.)

(d) The multicultural type - in spe (or in statu nascendi) - is basically such a school where pupils belonging to two or more linguistic groups learn partially jointly, partially in separate classes. Such a school may offer more than one second or foreign language for each group. In this type pupils belonging to more linguistic groups have got the chance to interact, to learn each others' language, and to respect cultural values of other groups; further more bilingual pupils may feel at home in such a school. (A word of caution: multicultural education should not be played out against parallel minority education. Once more again: multi-cultural education should be initiated by minorities rather, than by the majority.)

There may be other combinations, too. (Religion is left out from the actual discussion.)

May I refer back to the title of my lecture: this set is not a juridical issue, it belongs much more to educational policy.

Nevertheless the right to mother tongue education could be extended over cases where pupils have got multicultural identity and/or multilingual aspirations.

5. Issues of identity

I do not deal with clear cases, e.g. when L1 is spoken in a village and it carries the ethno-linguistic identity versus L2 spoken in the next village and carrying another ethno-linguistic identity. I am much more concerned with identity of cities where identity may be somehow more complicated. As an example I chose a real existing city in Central Europe (not in Hungary) where one can find - in a schematic way - the following combinations of three languages (L) and five religious groups (R):

	Calvinist	Roman Catholic	Lutheran	Greek Catholic	Greek Orthodox
[current majority language = L1] -		L1-R2	-	L1-R4	L1-R5
[former majority language = L2] L2-R1		L2-R2	L2-R3	L2-R4	-
[third language = L3]		L3-R2	L3-R3	-	-

(Not mentioning the vanishing Jewish community which would be R-6, neither the 'minor religious communities'.)

It is clear that for linguistic group L2, religion R1 can establish a strong identity; for linguistic group L1 religion R5 can be the stronger combination for identity; while linguistic group L3 has to rely more on language than on religion for its identity. 'Identity' means here different culture vis-à-vis the other groups, which is, of course, only one parameter of identity.

There are, namely, two other aspects of identity in this city (not to speak on social issues). The first aspect is the following: all the three linguistic groups are the citizens of the same State, therefore they belong for external use to the political nation lending L1 as official idiom of the State. The second aspect is the practical trilingualism of the citizens. This assures a kind of local-patriotic identity: if people hear, see, move, laugh, smell and taste in the same way, based on their common experience, then they may feel and also think in a some-what similar way. Urban environment may be a major factor of local identity.

There has been a technique of coexistence ever since the Middle Ages which could survive in many cities and villages in spite of nationalistic periods of 19th and 20th centuries.

I want to mention - without discussing - the linguistic aspects of allophone non-residents, i.e. foreigners living in a country and only weakly integrated into any traditional community (neither of the majority, nor of the minority). Refugees form a similar group. Their linguistic human rights are usually reduced to the right of having interpretation is legal procedures. (It was quite exceptional if children of refugees could quickly integrate into a school system as it happened with Bosnian and Croatian children in Hungary where they could find Croatian medium schools.)

6. Two issues in linguistic human rights

Here I want to speak on two issues: (a) the technical interest of a unitary (monolingual) administration; (b) affirmative action.

(a) Human rights are derived from the sphere of political philosophy. They are the legal expression of equality of humankind. Legislation in humanitarian law tries to keep tracks of critical issues, but it trails behind flares of actual conflicts. Legislators have to sail against the wind.

One of the major winds is modernization where the human factor is left out or is considered in a narrow way. Nobody doubts that it is cheaper, simpler and faster to run an administration - and the entire public sphere - in one single idiom, i.e. in the official language of the majority.

On the other hand, in a plurilingual administration - where the all idioms of the citizens are used and respected - we find not only legal aspects of equality and non-discrimination toward members of a minority, but also such spiritual factors as peace and happiness of its citizens. Such a constellation may be, on the long run, a major component of the harmony within a State. Many people say they can be happiest in the language of their mother, of their family, their home, of their childhood. Language is an exceptional instrument of personal identity, too.

All I suggest here is very simple: modernization should have a human component extending over human rights (including linguistic human rights) and guidelines of conduct toward any minority group.

(b) The second issue here is about 'positive discrimination' (in European terms) or 'affirmative action' (in American terms). If human beings suffer discrimination because they belong to a certain group, then they should be recompensed as being members of this group. 'Recompense' means that they should get more, because thus far they got less.

The terms 'more' and 'less' refer not only to public support, but they refer to a general spirit of equity.

Affirmative action can also be understood referring to results of language education. This would certainly augment linguistic diversity within a country, but linguistic diversity is an asset for the entire country. The increase of numbers of educated minority speakers is also an investment; it differs from investing into the learning 'world languages' but it also contributes to the linguistic wealth of a country or a city. Further more minority language education is such a domestic affair which usually entails consequences at the international scene.

7. The role of the international community

The body of international norms seems to proliferate (for a non-lawyer as I am). Therefore we need some clear manuals helping to grasp ideas and to have access to relevant documents.

As I have already tried allude: I am sure that a United Nations Charter of Linguistic Rights would be more than welcome in the future. This might restructure the entire zone.

In actual terms, however, the prevention and solution of linguistic conflicts may be on the agenda. The Hague Recommendations and the Oslo Recommendations formulated for the High Commissioner of Minority Affairs of OSCE offer viable guidelines for minority language right issues both within and outside education.

For advising governments and local authorities in glotto-juridical issues, the best way would be to organize mixed teams of specialists in humanitarian law, education and language studies (not forgetting about political scientists either). However, for being able to set up such teams, research, higher education and professional organizations should contribute to the training or retraining of already existing specialists. This should develop

somehow into an interdisciplinary field where specialists of a combined expertise should maintain a scholarly communication.

(Here I do not mention that the topic - i.e. linguistic human rights - should be included into university courses e.g. socio-linguistics, language policy.)

The field of human rights in general, and linguistic human rights (as well as rights to education) in special, should be legitimate parts of the culture of citizens, and an active part of the culture of intellectuals.

All we suffer from wars which can be considered as 'hard arbitration' if they can be considered arbitration at all. Discrimination generates defence, the spiral of aggression can be tamed by a establishing global security.

Ever since the Helsinki Final Act language has been acknowledged as a positive factor in cultural and political cooperation of European States and peoples. In the last 23 years a 'Fourth Basket' was added to the three 'Helsinki-baskets': the new dimension of internal (domestic) peace & security of the States. After the historical changes of 1989-1991 a new era was born, where - as it appears - European Union has got a central role. European institutions have got a high priority in human rights (in most of its ramifications). It has to be seen what kind of language policy could be deployed in this framework.

8. Language policy wanted

As a conclusion I want to sketch what kind of language policy could contribute to the harmony of Europe.

First of all language policy should be explicitly formulated for each State in a cooperative way: taking into account

- (a) global,
- (b) continental, and
- (c) regional language issues,
- (d) where both the intra-state minority languages, and
- (e) languages of the neighboring State(s) should be included;
- (f) and where linguistic human rights play a filtering role;
- (g) it should contain not only parts on foreign language communication,
- (h) but it should also extend over mother tongue education,
- (i) including literacy education (of illiterate adults),
- (j) and the aspects (rights and problems) of all those who suffer from communicational handicaps, e.g. as the deaf person:
- (k) and finally where bilingualism gets is fair treatment at all relevant levels of users.

Such a language policy should be outlined in its contours and coordinated at national level, but it should be elaborated - wherever possible - at local level according to the principle of 'subsidiarity'. Subsidiarity principle in language policy requires that speakers and local leaders - for whom each idiom of the city is a friendly medium - should be authorized to have their decisive voice. Cuius urbs - eius lingua could be the slogan, if 'possession' implied by the genitive is a right assigned to and exerted by the local community.

* References have been omitted from the manuscript.



Ciutats per als drets humans CONFÉRENÇA EUROPEA
CONFÉRENZA EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFÉRENCE EUROPÉENNE
EUROPEAN CONFERENCE **Cities for human rights**

Robin Oakley

DR ROBIN OAKLEY (Training & Research Consultant)

Dr Robin Oakley is a British sociologist who specialises in assisting public authorities to deal with problems of community and ethnic relations. For many years he was on the faculty of the University of London. He now works as an independent consultant.

In Britain, he has provided training and consultancy for a wide range of professional groups and public bodies, principally within the criminal justice system, central and local government, and the education system. He works closely with NGOs which are concerned with problems of ethnic relations.

In particular, he has long experience of working with the police service. He regularly provides training on ethnic relations, both to senior police officers and at the local level, and acts as Academic Adviser to the Home Office Specialist Support Unit for Community and Race Relations Training for the Police. He has undertaken a number of research projects, on subjects such as police recruitment from minority communities, and the police response to racially-motivated violence.

Over the last ten years, he has worked in a wide range of both Western and Central/Eastern European countries on problems of ethnic relations, both carrying out research, and providing advice and assistance to public authorities.

For the Council of Europe, he has organised international meetings of experts on police training in ethnic relations and on tackling racial violence, and has produced booklets providing practical guidance on these subjects. He has recently carried out several missions in Romania and the Czech Republic on behalf of the Council of Europe, providing training and consultancy for police and governmental bodies with particular reference to issues relating to the Roma/Gypsy minority.

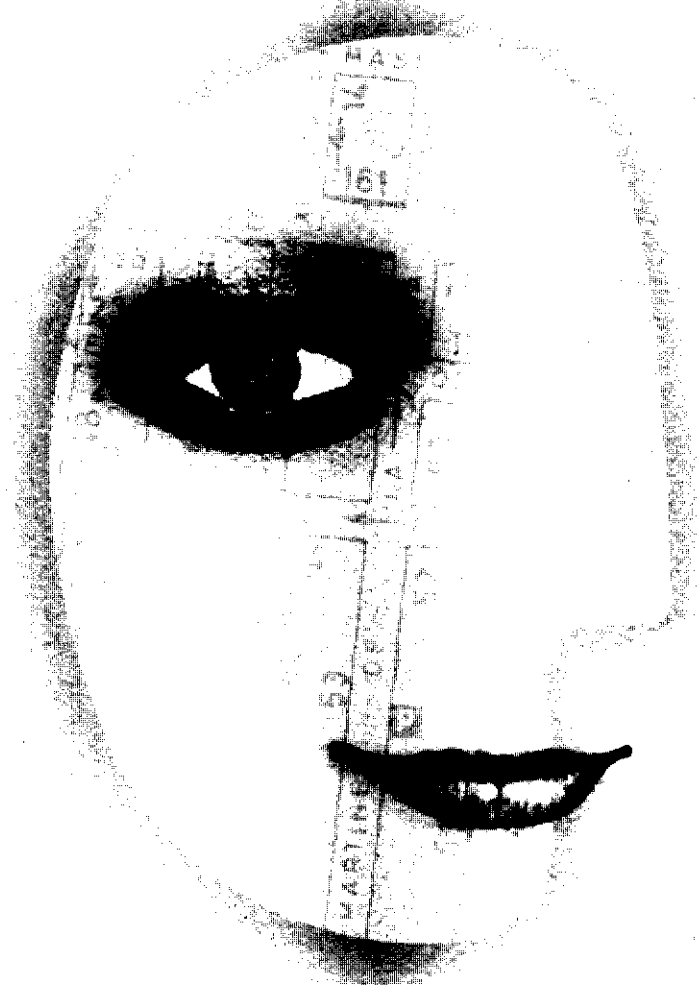
He also acts as consultant for a transnational European Union project which provides funding for NGOs in more than ten countries to contribute to police training on multicultural issues. In addition, he is consultant to the Rotterdam Charter Foundation "Policing for a Multi-Ethnic Society", which promotes cooperation between NGOs, the police and municipalities in countries throughout Europe.

Principal Council of Europe Publications

- Police Training Concerning Migrants & Ethnic Relations (1994)
- Tackling Racist & Xenophobic Violence in Europe: Review & Practical Guidance (1996)
- Tackling Racist & Xenophobic Violence in Europe: Case-Studies (1997)

Postal Address: 20a Boscastle Road, London NW5 1EG, UK

Tel: -44-171-482.1085; **Fax:** -44-171-482.1723; **E-mail:** oakley@easynet.co.uk



1093

Ciutats pels drets humans CONFERÈNCIA EUROPEA
14-15-16-17 OCTUBRE 1998, BARCELONA



Ciutats pels drets humans CONFERÈNCIA EUROPEA
14-15-16-17 D'OCTUBRE DE 1998 BARCELONA

 Ajuntament de Barcelona

Declaració

La Declaració Universal de Drets Humans és avui un text tan vigent com ho era fa cinquanta anys. Els objectius que expressa continuen reflectint les aspiracions de democràcia, justícia, convivència i dignitat humana de tots els habitants i pobles del món. Però tot i el consens general quant a la validesa dels drets humans i a la necessitat de fer-los efectius, encara resta un llarg camí per recórrer en la seva aplicació i la seva defensa.

En el marc de la celebració del 50è aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans, Barcelona vol reclamar un paper dinàmic i compromès en la promoció dels valors d'aquesta Declaració a les ciutadanes i als ciutadans.

És per aquest motiu que la ciutat convoca la primera Conferència Europea "Ciutats pels Drets Humans", amb la intenció de compartir aquesta inquietud amb altres ciutats europees i fer una anàlisi seriosa al voltant de quina ha de ser l'aportació de les administracions locals, i la societat civil que representen, en la defensa i l'aplicació d'aquests drets.

La universalitat i l'abstracció de la Declaració Universal de Drets Humans fa que sovint es converteixi en una declaració de propòsits benintencionats, però sense una traducció real prou concreta. Si bé aquest caràcter genèric dels drets humans contribueix a mantenir-ne la vigència, d'altra banda fa necessari un debat públic per tal d'aprofundir i redefinir amb propostes les formes polítiques que haurien d'adoptar en la societat actual. És necessari, doncs, establir un pont entre l'expressió universal i l'aplicació local dels drets humans, amb el convenciment que els governs municipals assumim com a propi un paper actiu en la defensa i la promoció dels drets humans i que el portem a la pràctica en la nostra activitat diària.

En el camí cap a la celebració del Fòrum Universal de les Cultures de l'any 2004, Barcelona vol ser capdavantera en el compromís de les ciutats d'Europa per una aplicació real dels drets elementals de la persona i oferir-se com a escenari de reflexió, debat i articulació de propostes. És així com novament expressem el nostre tarannà de ciutat implicada i activa en les grans claus del futur global.



Joan Clos i Matheu
Alcalde de Barcelona

L'any 1995, amb l'inici de l'actual legislatura municipal, l'Ajuntament de Barcelona feia una aposta per a la defensa i la promoció dels drets humans i constituïa la Regidoria Ponència de Drets Civils com un més dels seus òrgans de govern.

Ja aleshores, sabíem que només amb el suport i la implicació de la societat civil, la nostra tasca podia esdevenir una aportació important en la lluita contra qualsevol forma d'exclusió i discriminació a la nostra ciutat.

Les entitats ciutadanes i les ONG han estat els veritables protagonistes del disseny i dels continguts dels programes que, al llarg de gairebé tres anys, hem desenvolupat plegats per tal de sensibilitzar la ciutadania i acostar així, camí de la celebració del 50è aniversari de la proclamació de la Declaració Universal de Drets Humans, llurs valors a la societat barcelonina.

Avui, immersos ja en la celebració d'aquest 50è aniversari, i quan cerquem de compartir el nostre treball i esforç amb la resta de ciutats que, a Europa, han volgut unir-se a l'esforç de Barcelona en la recerca de nous models que facin possible el respecte d'aquests drets, vull agrair el paper actiu i compromès de les persones i entitats que han fet possible la celebració d'aquesta Conferència Europea "Ciutats pels Drets Humans" i que és el compromís de Barcelona per a un futur més just, divers i solidari.



Agustí Soler
Regidor ponent de Drets Civils

La Declaració Universal de Drets Humans commemora enguany el seu cinquantenari, i en aquest context Barcelona organitza la Conferència Europea Ciutats pels Drets Humans amb l'objectiu d'aportar una reflexió sobre el paper de les ciutats en la promoció i la defensa dels drets universals.

La Conferència té una perspectiva de participació de tot Europa, que s'ha expressat en l'organització de quatre seminaris preparatoris a les ciutats d'Estrasburg, Ginebra, Estocolm i Sarajevo durant els mesos de maig i juny de 1998, en què s'han treballat de forma prèvia els continguts de l'assemblea plenària que tindrà lloc a Barcelona del 14 al 17 d'octubre.

Amb aquest acte, l'Ajuntament de Barcelona i la resta de participants en l'organització de la Conferència es volen afegir a la recomanació que l'Assemblea General i la Comissió de Drets Humans de les Nacions Unides han fet a tota la comunitat internacional, i unir-se als esforços que des de la Unió Europea i el Consell d'Europa es realitzen en matèria de promoció i defensa dels drets humans.

Tenim el convenciment que les ciutats són espais privilegiats de proximitat des d'on guanyar àmbits de participació igualitaris que garanteixin el respecte de tots els drets humans per a tothom i en qualsevol circumstància, i desitgem que la Conferència sigui el punt de partida per a una nova etapa de col·laboració entre ciutats cap a una cultura de la pau.

La Conferència Europea Ciutats pels Drets Humans pretén ser un fòrum de divulgació, debat i compromís polític que permeti analitzar la situació present i les perspectives de futur dels drets humans en el marc de les ciutats.

Volem que la Conferència esdevingui un espai per reflexionar, compartir i intercanviar experiències sobre el paper de les ciutats en la defensa i la promoció de tots els drets humans per a tots els ciutadans.

Aquests objectius generals es concretaran en la redacció i l'aprovació de dos documents:

- Un document programàtic sobre el paper que han de tenir els poders locals com a actors en la defensa dels drets humans en el sistema internacional. Aquest text, anomenat **Compromís de Barcelona**, inclourà les línies de treball principals sorgides dels documents elaborats a les trobades prèvies d'Estrasburg, Ginebra, Estocolm i Sarajevo, i de les aportacions a la sessió plenària de Barcelona.

El nostre desig és involucrar el màxim nombre de ciutats europees en l'aprovació i la signatura del Compromís de Barcelona i presentar-lo a l'Assemblea Extraordinària de les Nacions Unides, a Nova York, el 10 de desembre de 1998.

- Les ciutats organitzadores volem promoure, també, la creació d'una Xarxa de Ciutats Europees per protegir aquests drets fonamentals en l'àmbit local i impulsar l'articulació d'una nova i necessària Carta dels Drets Humans de les Ciutats.

La Conferència Europea Ciutats pels Drets Humans pretén ser un espai comú que reuneixi diverses perspectives i que trobi representats tots els sectors de la vida local:

- responsables i tècnics municipals
- experts teòrics
- membres d'associacions i ONG, estudiants, etc.

Per tal de dur a terme aquest plantejament s'ha previst centrar la Conferència en una triple dimensió:

- Conferències, presentació d'experiències i activitats ciutadanes obertes al públic, que tractaran la situació present i el marc de futur dels drets humans.
- Quatre grups de treball que debatran diversos aspectes de la relació drets humans-ciutat, prenent com a base el treball realitzat en els seminaris previs a la Conferència de Barcelona, que comptaran amb la participació d'experts tant procedents del món local i d'institucions internacionals, com de les ONG i dels col·lectius professionals relacionats amb cada temàtica. Aquests hauran d'emetre unes conclusions que guiaran els eixos bàsics de la futura Carta dels Drets Humans de les Ciutats.
- Reunió d'alcaldes i autoritats locals per aprovar el Compromís de Barcelona.

La Conferència convida les institucions, associacions, ONG, experts, educadors i totes aquelles persones actives en el camp dels drets humans a presentar propostes per a comunicacions sobre qualsevol dels quatre temes de la Conferència.

També convida a presentar en format audiovisual les experiències de campanyes o programes ja duts a terme per tal que la Conferència pugui ser una finestra oberta per a totes les institucions, ONG i grups que vulguin participar-hi.

Cotxeres de Sants

TAULA RODONA "Les ciutats, defensores dels drets humans"

Moderadora

Elisenda Roca

Participants

Agustí Soler *Regidor ponent de Drets Civils de l'Ajuntament de Barcelona*

José M^a Mendiluce *Diputat del Parlament Europeu Vicepresident d'Affers Estrangers, Seguretat i Defensa del Parlament Europeu*

Josep Benet *Historiador*

Jovan Divijak *Excap de l'exèrcit per a la defensa de Sarajevo*

Alicia Cabezudo *Ajuntament de Rosario, Argentina Directora de Ciutats Educadores del Con Sud d'Amèrica*

Yehudi Menuhin *Músic*

ACTIVITAT OBERTA AL PÚBLIC

Hotel Barceló-Sants

LLIURAMENT DE DOCUMENTACIÓ I ACREDITACIONS

SESSIÓ D'OBERTURA presidida per:

Agustí Soler *Regidor ponent de Drets Civils i president del Comitè Organitzador Ajuntament de Barcelona*

Angelina Huriós *Presidenta de la Federació Catalana d'ONG pels Drets Humans*

Jesús Riosalido *President de la Comissió Permanent del Comitè Nacional Espanyol per a la Commemoració del 50è aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans Ministeri d'Affers Estrangers*

Manuel Royes *President de la Diputació de Barcelona*

Núria de Gispert *Consellera de Justícia. Generalitat de Catalunya*

Joan Clos *Alcalde de Barcelona*

CONFERÈNCIA INAUGURAL

"El compromís de les ciutats amb la Declaració Universal de Drets Humans"

a càrrec de

Yehudi Menuhin *Músic*

CONFERÈNCIA INAUGURAL

"Les ciutats, baluard dels drets humans"

a càrrec de **Leoluca Orlando** *Alcalde de Palerm*

Pausa cafè

Grups de Treball

CONSTITUCIÓ DELS GRUPS DE TREBALL I PRESENTACIÓ

DE LES CONCLUSIONS DELS SEMINARIS PREVIS

Dinar

Grups de treball

GRUP 1

LA PROTECCIÓ DELS DRETS HUMANS A LES CIUTATS

Ponents **José Manuel Bandrés** *President de l'Institut de Drets Humans de Catalunya*

"El progrés dels drets humans en la construcció de l'Europa de les ciutats"

Louis Edmond Pettiti *Jutge del Tribunal Europeu pels Drets Humans*

"El valor fundacional dels drets humans en la seva projecció a les ciutats"

Giovanni Pitruzzella *Catedràtic de Dret de la Universitat de Palerm*

"Els drets humans a les ciutats: Perspectiva constitucional en la construcció europea"

Jean-Jacques Friboulet *Catedràtic de la Facultat de Ciències Econòmiques i Socials de la Universitat de Fribourg*

"Capital cultural i els drets humans: el cas de les ciutats"

GRUP 2

LES CIUTATS I EL DRET AL DESENVOLUPAMENT SOSTENIBLE

Ponents **Eulàlia Vintró** *Segona tinent d'alcalde de l'Ajuntament de Barcelona*

"Govern local i desenvolupament social"

Philippe Texier *Jutge del Tribunal d'Apel·lació de França. Membre del Comitè de Drets Econòmics, Socials i Culturals de les Nacions Unides*

"Els nous drets econòmics i socials en l'àmbit de les ciutats"

Philippe Aegerter *Director del Departament Municipal d'Affers Socials de les Escoles i el Medi Ambient de l'Ajuntament de Ginebra. "Polítiques socials"*

John Harman *Vicepresident de la Cambra de Poders Locals. Congrés de Poders Locals i Regionals d'Europa*

"La cooperació solidària al desenvolupament entre ciutats"

GRUP 3

PER UNA CIUTADANIA DE PLE DRET

- Ponents **Eugeni Gay** *President del Consell de l'Advocacia*
"L'habitant de la ciutat"
- José M^a Mendiluce** *Diputat del Parlament Europeu Vicepresident de la Comissió d'Affers estrangers, Seguretat i Defensa del Parlament Europeu* "Drets polítics per a tots"
- Joan Subirats** *Catedràtic de Ciències Polítiques de la UAB*
"Polítiques d'acció positiva a favor dels sectors exclosos de les societats urbanes"
- David Geary** *Alcalde de Reading*
"La integració de les persones migrants a les ciutats"
- Daouia Dendani** *Presidenta de l'Institut de Drets Humans d'Algèria*
"Identitat cultural i immigració magribina"

GRUP 4

CONVIURE EN LA DIFERÈNCIA

- Ponents **Fèlix Martí** *Director del Centre Unesco de Catalunya*
"Els drets socials i culturals de les minories i el seu exercici en el marc de les ciutats"
- Asbjorn Eide** *Director de l'Institut de Drets Humans de Noruega*
"La ciutat, baluard de la seguretat cultural i social"
- Fodé Sylla** *President de SOS Racisme Internacional*
"La reivindicació dels drets humans pels defensors d'interessos col·lectius"
- Robert Stoker** *Alcalde de Belfast*
"Experiències d'integració i de convivència social en el si de les ciutats"
- CONFERÈNCIA**
"Ciutat i identitat"
- a càrrec de **Gurutx Jáuregui Bereciartu** *Catedràtic de Dret polític de la Universitat del País Basc*
- ACTIVITAT OBERTA AL PÚBLIC**

Hotel Barceló-Sants

Grups de treball

GRUP 1

LA PROTECCIÓ DELS DRETS HUMANS A LES CIUTATS

- Jean Claude Richez** *Tinent d'alcalde de l'Ajuntament d'Estrasburg*
"Les ciutats, protagonistes de la consolidació dels drets humans en la vida quotidiana"
- Patrick Braonezec** *Alcalde de Saint Denis*
"La responsabilitat dels polítics contra l'exclusió"
- Alicia Cabezudo** *Ajuntament de Rosario, Argentina Directora de Ciutats Educadores del Con Sud d'Amèrica*
"Polítiques i mecanismes d'afirmació de tutela i salvaguarda dels drets humans a les ciutats"

GRUP 2

LES CIUTATS I EL DRET AL DESENVOLUPAMENT SOSTENIBLE

Pere Jodar *Doctor en Sociologia. Professor titular de Sociologia del Departament de Ciències Polítiques i Socials de l'UPF.*

"Accés al dret al treball"

Francesc Casares *Associació per a les Nacions Unides a Espanya. President de la Comissió Catalana per a la Commemoració del 50è Aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans*

"Les noves fronteres dels drets humans a les ciutats en matèria de convivència mediambiental"

Desmond O'Byrne *Cap de promoció de salut i educació sanitària de l'Organització Mundial de la Salut*

"La contribució de les ciutats al dret a la salut"

GRUP 3

PER UNA CIUTADANIA DE PLE DRET

Ponents **Véronique Fayet** *Tinent d'alcaldia de l'Ajuntament de Bordeus*

"Exclusió dins dels drets humans"

Margareta Grape *Responsable de Relacions Internacionals de l'Ajuntament d'Estocolm*

"Polítiques a favor de la igualtat d'oportunitats i la responsabilitat dels governs locals"

Jordi Cots *Adjunt al Síndic de Greuges de Catalunya*

"Els drets de la infància a les ciutats: la ciutat de la infància"

Antonio Bermudo *Regidor de Ciutadania de l'Ajuntament de l'Hospitalet de l'Obispo*

"Mecanismes de participació ciutadana"

GRUP 4

CONVIURE EN LA DIFERÈNCIA

Ponents **Jovan Divijak** *Ex cap de l'exèrcit per a la defensa de Sarajevo*

"Polítiques de convivència multicultural a les ciutats"

Robin Oakley *Sociòleg i consultor independent*

"Polítiques d'integració social a les ciutats"

Gyorgy Szepe *Representant de Linguapax*

"Política i drets lingüístics a les ciutats multilingües"

Jesús Riosalido *President de la Comissió Permanent del Comitè Nacional Espanyol per a la Commemoració del 50è aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans. Ministeri d'Affers Estrangers*

"Les ciutats: espais de convivència interreligiosa"

Enric Masllorens *Doctor en Pedagogia i educador de la Fundació per la Pau*

"El dret a l'educació i el respecte al dret a la diferència"

Pausa cafè

POSADA EN COMÚ DE LES PROPOSTES DELS QUATRE GRUPS DE TREBALL PER A LA REDACCIÓ DE LA CARTA DE DRETS HUMANS DE LES CIUTATS

Dinar

INTERCANVI D'EXPERIÈNCIES: COMUNICACIONS

Coordinador **Josep M. Solsona** *Director de l'Institut de Drets Humans de Catalunya*

GRUP 1. Moderadora: **M. Eugènia Sánchez** *Assessora tècnica de la Regidoria de Drets Civils*

GRUP 2. Moderador: **José M^a Raya** *Cap de Serveis Personals del Districte de Gràcia*

GRUP 3. Moderador: **Javier Urrea** *Defensor del Menor de la Comunidad de Madrid*

GRUP 4. Moderador: **Aureli Argemí** *Secretari General de Ciemen*

Saló de Cròniques de l'Ajuntament de Barcelona

Reunió tancada d'alcaldes i autoritats locals convidades per debatre i aprovar el Compromís de Barcelona

ACTIVITAT RESERVADA ALS ALCALDES

Recepció oficial al Palauet Albéniz, oferta per l'Ajuntament de Barcelona als inscrits (Hi haurà un servei d'autocar d'anada al Palauet Albéniz des de l'Hotel Barceló-Sants i de tornada al mateix hotel.)

Visita turística per Barcelona:

sortida de l'hotel Barceló-Sants i arribada a la plaça de Sant Jaume.

Saló de Cent de l'Ajuntament de Barcelona

PRESENTACIÓ PÚBLICA DEL COMPROMÍS DE BARCELONA

CLOENDA DE LA CONFERÈNCIA presidida per:

Joan Clos *Alcalde de Barcelona. Ajuntament de Barcelona*

Missatge de Mary Robinson *Alta Comissionada peis Drets Humans de les Nacions Unides*

Missatge de Gro Harlem Bruntland *Directora General de l'Organització Mundial de la Salut*

Antoni Comas *Conseller de Benestar Social, Generalitat de Catalunya*

John Harman *Vicepresident de la Cambra de Poders Locals. Congrés de Poders Locals*

i Regionals d'Europa

ACTIVITAT OBERTA AL PÚBLIC

GRUP 1: LA PROTECCIÓ DELS DRETS HUMANS A LES CIUTATS

President: **Odon Elorza** *Alcalde de Sant Sebastià*

Directors: **Pierre-Henri Imbert** *Director de la Direcció de Drets Humans del Consell d'Europa*
Jose Manuel Bandrés *President de l'Institut de Drets Humans de Catalunya*

Ponents:

José Manuel Bandrés *President de l'Institut de Drets Humans de Catalunya*

"El progrés dels drets humans en la construcció de l'Europa de les ciutats"

Louis Edmond Pettiti *Jutge del Tribunal Europeu pels Drets Humans*

"El valor fundacional dels drets humans en la seva projecció a les ciutats"

Giovanni Pitruzzella *Catedrati de Dret de la Universitat de Palerm*

"Els drets humans a les ciutats: perspectiva constitucional en la construcció europea"

Jean Jacques Friboulet *Catedrati de la Facultat de Ciències Econòmiques i Socials de la Universitat de Eribourg*

"Capital cultural i drets humans: el cas de les ciutats"

Jean Claude Richez *Tinent d'alcalde de l'Ajuntament d'Estrasburg*

"Les ciutats, protagonistes de la consolidació dels drets humans en la vida quotidiana"

Patrick Braonezec *Alcalde de Saint Denis*

"La responsabilitat dels polítics contra l'exclusió"

Alicia Cabezudo *Ajuntament de Rosario, Argentina. Directora de Ciutats Indicadores Con Sud d'Amèrica*

"Polítiques i mecanismes d'afirmació de tutela i salvaguarda dels drets humans a les ciutats"

Relatadors: **Jaume Saura, Montserrat Tafalla, Xavier Fernández**

GRUP 3: PER UNA CIUTADANIA DE PLE DRET

President: **David Geary** *Alcalde de Reading*

Directors: **Angelina Huriós** *Presidenta de la Federació Catalana d'ONG pels Drets Humans*
Eugeni Gay *President del Consell de l'Advocacia*

Ponents:

Eugeni Gay *President del Consell de l'Advocacia*

"L'habitant de la ciutat"

José M^a Mendiluce *Diputat del Parlament Europeu. Vicepresident de la Comissió d'Affers Estrangers,*

Segueteat i Defensa del Parlament Europeu

"Drets polítics per a tots"

Joan Subirats *Catedrati de Ciències Polítiques de la UAB*

"Polítiques d'acció positiva a favor dels sectors exclosos de les societats urbanes"

David Geary *Alcalde de Reading*

"La integració de les persones migrants a les ciutats"

Daouia Dendani *Presidenta de l'Institut de Drets Humans d'Algeria*

"Identitat cultural i immigració magribina"

Véronique Fayet *Tinent d'alcalde de l'Ajuntament de Bordeus*

"Exclusió dins dels drets humans"

Margareta Grape *Responsable de Relacions Internacionals de l'Ajuntament d'Estocolm*

"Polítiques a favor de la igualtat d'oportunitats i la responsabilitat dels governs locals"

Jordi Cots *Ajunt al Síndic de Greuges de Catalunya*

"Els drets de la infància a les ciutats: la ciutat de la infància"

Antonio Bermudo *Regidor de Civisme de l'Ajuntament de l'Hospitalet de l'Hoebroçat*

"Mecanismes de participació ciutadana"

Relatadors: **Carmen Oriol, Maite Baiges, Antònia Guivernau**

GRUP 2: LES CIUTATS I EL DRET AL DESENVOLUPAMENT SOSTENIBLE

President: **Michel Rossetti** *Alcalde de Ginebra*

Directors: **Philippe Texier** *Jutge del Tribunal d'Apel·lació de França. Membre del Comitè de Drets Econòmics, Socials i Culturals de les Nacions Unides*

Francesc Casares *Associació per a les Nacions Unides a Espanya. President de la Comissió Catalana per a la Commemoració del 50è Aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans*

Ponents:

Eulàlia Vintró *Segona tinent d'alcalde de l'Ajuntament de Barcelona*
"Govern local i desenvolupament social"

Philippe Texier *Jutge del Tribunal d'Apel·lació de França. Membre del Comitè de Drets Econòmics, Socials i Culturals de les Nacions Unides*

"Els nous drets econòmics i socials en l'àmbit de les ciutats"

Philippe Aegerter *Director del Departament Municipal d'Afers Socials de les Escoles i el Medi Ambient de l'Ajuntament de Ginebra* **"Polítiques socials"**

John Harman *Vicepresident de la Cambra de Poders Locals. Congrés de Poders Locals i Regionals d'Europa*
"La cooperació solidària al desenvolupament entre ciutats"

Pere Jodar *Doctor en Sociologia. Professor titular de Sociologia del Departament de Ciències Polítiques i Socials de l'UPF*
"Accés al dret al treball"

Francesc Casares *Associació per a les Nacions Unides a Espanya. President de la Comissió Catalana per a la Commemoració del 50è Aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans*

"Les noves fronteres dels drets humans a les ciutats en matèria de convivència mediambiental"

Desmond O'Byrne *Cap de promoció de salut i educació sanitària de l'Organització Mundial de la Salut*

"La contribució de les ciutats al dret a la salut"

Relators: **Albert Barbany, Sergi Ramos, Xavier Pons**

GRUP 4: CONVIURE EN LA DIFERÈNCIA

Presidents: **Midhat Haracic** *President del Cantó de Sarajevo* **Robert Stoker** *Alcalde de Belfast*

Directors: **Asbjorn Eide** *Director de l'Institut de Drets Humans de Noruega*

Fèlix Martí *Director del Centre Unesco de Catalunya*

Ponents:

Fèlix Martí *Director del Centre Unesco de Catalunya*

"Els drets socials i culturals de les minories i el seu exercici en el marc de les ciutats"

Asbjorn Eide *Director de l'Institut de Drets Humans de Noruega*

"La ciutat, baluard de la seguretat cultural i social"

Fodé Sylla *President de SOS Racisme Internacional*

"La reivindicació dels drets humans pels defensors d'interessos col·lectius"

Robert Stoker *Alcalde de Belfast*

"Experiències d'integració i de convivència social en el si de les ciutats"

Jovan Divijak *Excap de l'exèrcit per a la defensa de Sarajevo*

"Polítiques de convivència multicultural a les ciutats"

Robin Oakley *Sociòleg i consultor independent*

"Polítiques d'integració social a les ciutats"

Gyorgy Szepe *Representant de Linguapax*

"Política i drets lingüístics a les ciutats multilingües"

Jesús Riosalido *President de la Comissió Permanent del Comitè Nacional Espanyol per a la Commemoració del 50è aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans. Ministeri d'Afers Estrangers*

"Les ciutats: espais de convivència interreligiosa"

Enric Masllorens *Doctor en Pedagogia i educador de la Fundació per la Pau*

"El dret a l'educació i el respecte al dret a la diferència"

Relators: **Carles Descalzi, Onno Seroo**

Excm. Sr. Abel Matutes
Ministre d'Affers Exteriors
Estat espanyol

**Excm. Sr. Fernando
Álvarez de Miranda**
Defensor del Pueblo de la
Comunidad de Madrid

**Hble. Sra. Núria
de Gispert**
Consellera de Justícia
Generalitat de Catalunya

Excm. Sr. Manuel Royes
President de la Diputació
de Barcelona

Hble. Sr. Anton Cañellas
Sindic de Greuges de Catalunya

Im. Sr. Manuel Mas
President de la Federació
de Municipis de Catalunya

Excm. Sr. Jacques Santer
President de la Comissió Europea

**Excm. Sr. Federico Mayor
Zaragoza**
Secretari General de la Unesco

Excma. Sra. Mary Robinson
Alta Comissionada pels Drets
Humans de les Nacions Unides

Excm. Sr. Daniel Tarschys
Secretari General del
Consell d'Europa

**Excm. Sr. Valéry Giscard
d'Estaing**
President del Consell de les
Comunitats i Regions d'Europa

Sr. Jacob Söderman
Defensor del Poble Europeu

**Excm. Sr. Manfred
Dammeyer**
President del Comitè de Regions

Excm. Sr. Alain Chainet
President del Congrés de Poders
Locals i Regionals del Consell
d'Europa

Excm. Sr. Hans Simons
President en funcions
d'Eurociutats

Sr. Pierre-Henri Imbert
Director de la Secció de Drets
Humans del Consell d'Europa

Excm. Sr. Joan Clos
Alcalde de Barcelona

Excm. Sr. Mats Hulth
Alcalde d'Estocolm

Excm. Sr. Roland Ries
Alcalde d'Estrasburg

Excm. Sr. Michel Rossetti
Alcalde de Ginebra

Excm. Sr. Midhat Haracic
Alcalde de Sarajevo

**PRESIDENT****Im. Sr. Agustí Soler***Regidor ponent de Drets Civils. Ajuntament de Barcelona***COORDINADOR****Sr. Aleix Puiggalí***Coordenador de Serveis de Drets Civils. Ajuntament de Barcelona***VOCALS****Sr. Jesús Riosalido***President de la Comissió Permanent del Comitè Nacional espanyol per a la Commemoració del 50è Aniversari de la Declaració Universal de Drets Humans. Ministeri d'Afers Estrangers***Im. Sr. Albert Batlle***Regidor del PSC. Ajuntament de Barcelona***Im. Sr. Antoni Marcet***Regidor de CIU. Ajuntament de Barcelona***Im. Sr. Daniel Cirera***Regidor del PP. Ajuntament de Barcelona***Im. Sr. Josep Puig***Regidor d'IC-Els Verds. Ajuntament de Barcelona***Sr. Josep Lluís Cleries***Director general d'Acció Cívica. Generalitat de Catalunya***Ima. Sra. Maria Teresa Arqué***Diputada presidenta de l'Àrea de Serveis Socials. Diputació de Barcelona***Sr. Xavier Agustí***Representant del Grup Municipal del PI. Ajuntament de Barcelona***Sra. Margarita Obiols***Directora del Gabinet de Relacions Exteriors. Ajuntament de Barcelona***Sr. Manel Vila***Gerent del Districte 11. Ajuntament de Barcelona***Sr. Lluís Ballbé***Secretari General de la Federació de Municipis de Catalunya***Sr. Txema Castiella***Director de Promoció i Estudis de la Gerència de Serveis Personals. Ajuntament de Barcelona***Sr. Antonio Romero***Director de l'Oficina de la Conferència Europea Ciutats pels Drets Humans. Ajuntament de Barcelona***Sra. Pilar Figueras***Secretària General de l'Associació Internacional de Ciutats Educadores. Ajuntament de Barcelona***Sra. Angelina Huriós***Presidenta de la Federació Catalana d'ONG pels Drets Humans***Sr. Enric Truñó***Consultor en Esports i Turisme***Fèlix Martí***Director del Centre Unesco de Catalunya***Sra. Montse Tafalla***Representant de l'Institut de Drets Humans de Catalunya***Sr. Xavier Pons***Representant de l'Associació per a les Nacions Unides a Espanya***Sr. Aureli Argemí***Secretari General del Ciemen*

Dates del dimecres 14 d'octubre al dissabte 17 d'octubre de 1998

Seus

Hotel Barcelò Sants	Pl. dels Països Catalans, s/n 08014 Barcelona (Estació de Sants) Tel. (+34) 93 490 95 95
Cotxeres de Sants	Carretera de Sants, 31 08014 Barcelona Taula rodona. Dimecres 14 d'octubre a les 19.30h
Ajuntament de Barcelona	Plaça de Sant Jaume, s/n 08002 Barcelona Saló de Cròniques Reunió d'alcaldes. Divendres 16 d'octubre a les 16h Saló de Cent Cloenda de la Conferència. Dissabte 17 d'octubre a les 12h

Oficina de la Conferència Adreça abans i després de la Conferència:

Ajuntament de Barcelona
Regidoria de Drets Civils
Ciutat 4, planta baixa 08002 Barcelona
Tel. (+34) 93 402 76 20
Fax. (+34) 93 402 79 49
dretshumans@mail.bcn.es

			Premsa
Grup 3	Saló Plenari	Grup 4	Secretaria
		Noves Inscripcions	
		Documentació	
Sala de proves			
Grup 1	Grup 2		

Fòrum virtual Durant els tres dies de la Conferència podeu seguir els grups de treball i participar a les tertúlies www.bcn.es/cdh98

Noves inscripcions *in situ* Per a les inscripcions *in situ*, la Secretaria de la Conferència disposa d'un taulell de noves inscripcions a la planta noble de l'hotel.

Quotes d'inscripció a la Conferència

125 Euros / 21.000 pessetes

Les quotes dels inscrits inclouen

Accés als grups de treball

Accés a totes les altres sessions

El programa final

La documentació de treball

Dinar dels dies 15 i 16 d'octubre al mateix hotel

Recepció oficial del divendres 16 d'octubre

Visita guiada per la ciutat el dissabte 17 d'octubre

Identificació dels participants

Els distintius de la Conferència són indispensables per circular per totes les àrees de la Conferència, així com per assistir a tots els actes de la Conferència fora de l'hotel. Si us plau, porteu sempre el vostre distintiu.

Llengües

Les llengües oficials de la Conferència són l'anglès, el francès, el castellà i el català. Hi haurà traducció simultània a totes les sessions de la Conferència.

Canals dels auriculars:

- Canal 1: *anglès*
- Canal 2: *francès*
- Canal 3: *castellà*
- Canal 4: *català*

Els auriculars per sentir la traducció simultània de les sessions es lliuraran en mà als participants sempre que presentin una targeta d'identificació personal que els serà retornada quan retornin l'auricular.

Pauses-cafè

La Conferència oferirà cafè durant les pauses dels grups de treball al *foyer* del mateix hotel. L'hotel també disposa d'una cafeteria oberta tot el dia.

Dinars

L'organització de la Conferència oferirà dinar al restaurant de l'hotel situat a la planta noble a tots els inscrits que hagin abonat la quota d'inscripció.

A tots els inscrits amb dret a dinar se'ls donarà un tiquet per a cada dia quan recullin la documentació de la Conferència. És imprescindible presentar aquest tiquet a l'hostessa en entrar al restaurant.

Sala de proves

Hi ha una sala de proves de diapositives i aparells audiovisuals a disposició dels ponents a la planta noble de l'hotel, al costat de la sala Sants-Montjuic.

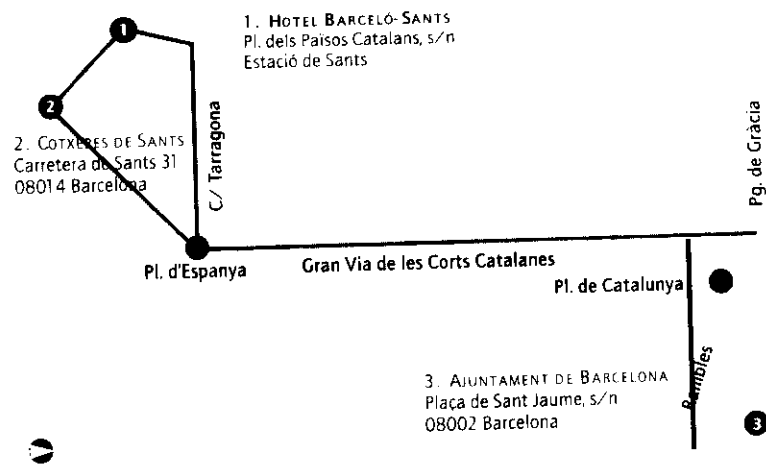
Organitza: Ajuntament de Barcelona. Regidoria de Drets Civils
C/ Ciutat 4, planta baixa. E. 08002 Barcelona
E-mail: dretshumans@mail.bcn.es <http://www.bcn.es/cdh98>

Comitè Científic: Director de la Conferència: Antonio Romero
Ajuntament de Barcelona
Federació Catalana d'ONG pels Drets Humans
Associació per a les Nacions Unides a Espanya
Centre Unesco de Catalunya
Coordinador: Institut de Drets Humans de Catalunya
José Manuel Bandrés
Josep M. Solsona
Relator: Carles Torner

Gestió i producció: Trànsit Projectes
Secretaria: Manners

Com arribar als emplaçaments de la Conferència

Hotel Barceló Sants	Metro	Línia 3 Sants Estació Línia 5 Sants Estació
	Bus	27, 44, 78, 109
Cotxeres de Sants	Metro	Línia 3 Sants Estació Línia 5 Plaça de Sants
	Bus	52, 53, 56, 57
Ajuntament de Barcelona	Metro	Línia 3 Liceu Línia 4 Jaume I
	Bus	14, 17, 40, 45, 59



amb el patrocini de

CAIXA CATALUNYA 

IBERIA

MRA Divisió
Marketing, Relacions
i Internacionalització


Telefónica

 **Movistar**
Estamos muy cerca. Para llevarlo muy lejos.

FUJITSU

Canon
Canon España, S.A.



Ciutats pels drets humans CONFERENCIA EUROPEA
CONFERENCE EUROPEA **Ciudades por los derechos humanos**
Villes pour les droits de l'homme CONFERENCE EUROPEENNE
EUROPEAN CONFERENCE **Cities for human rights**

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

2. The second part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

3. The third part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.


8. The eighth part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.


9. The ninth part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

Ajuntament  de Barcelona

Regidoria de Drets Civils

 Ministerio
Asuntos Exteriores

 Generalitat
de Catalunya

 Diputació
de Barcelona

